

Alain (Émile Chartier) (1868-1951)

(1934)

Propos de politique

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>
site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

à partir de :

Alain (Émile Chartier) (1868-1951)

Propos de politique (1934)

Une édition électronique réalisée à partir du livre d'Alain, **PROPOS DE POLITIQUE**. Paris : Éditions Rieder, 1934, 2^e édition, 348 pages. Collection "Europe".

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter, 8.5" x 11")

Édition complétée le 6 novembre 2003 à Chicoutimi, Québec.

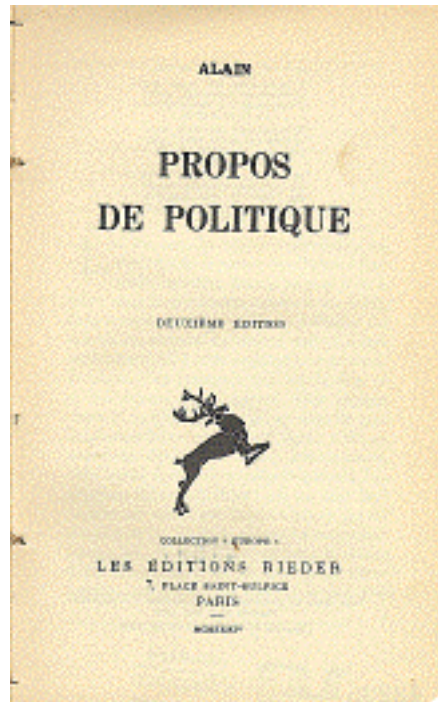


Table des matières

| | |
|-----------|--|
| I – | Les lois sont les rapports nécessaires |
| II – | Il n’y a peut-être pas un homme politique |
| III – | L’opinion réelle est fort mal connue |
| IV – | La liberté d’action, nul ne l’a |
| V – | La République, dit le grand administrateur |
| VI – | Nous allons élire, disais-je |
| VII – | Vouloir que la société soit le Dieu |
| VIII – | Lorsque le commandement découvre |
| IX – | Selon le système de la représentation |
| X – | N’oublions pas que les fascistes |
| XI – | Notre situation de citoyen |
| XII – | Mon ami Jacques tapait sur son cuir |
| XIII – | L’autre dimanche, comme j’allais |
| XIV – | Il est clair que plus d’un Américain |
| XV – | On dit souvent que les femmes |
| XVI – | Que l’on maudisse la Russie des Soviets |
| XVII – | Une idée que je crois fausse |
| XVIII – | Il faut lire l’adversaire |
| XIX – | Le camarade socialiste m’a dit |
| XX – | Il y a de la comédie dans la politique |
| XXI – | Le communisme est un régime naturel |
| XXII – | Pilate tue l’esprit |
| XXIII – | Léviathan est étrangement bâti |
| XXIV – | Au fond nous n’avons d’autre maître |
| XXV – | Jamais je ne dirai que le redoutable |
| XXVI – | C’est dans une armoire très bien fermée |
| XXVII – | Les passions sont comme la peste |
| XXVIII – | Le fameux pape Jules |
| XXIX – | Le pouvoir célébrant la prise de la Bastille |
| XXX – | Du premier regard je connus que le R. P. |
| XXXI – | Les problèmes politiques |
| XXXII – | Lorsqu’on me demande si la coupure |
| XXXIII – | Si l’agent aux voitures voulait être juste |
| XXXIV – | Il arrive souvent qu’un grand de la terre |
| XXXV – | Les puissances n’ont point d’idées |
| XXXVI – | L’Europe est grosse |
| XXXVII – | Une constitution politique |
| XXXVIII – | Lamartine, à Constantinople |
| XXXIX – | On cherche une culture qui convienne |
| XL – | Comme j’admirais la force pesante |

- XLI – [La trahison est naturelle dans un député](#)
 XLII – [L'homme de Platon](#)
 XLIII – [Un homme libre contre un tyran](#)
 XLIV – [Toute manœuvre à plusieurs veut un chef](#)
 XLV – [Il y a encore des socialistes](#)
- XLVI – [Les pouvoirs élus ne valent pas mieux](#)
 XLVII – [Parmi tant de tableaux](#)
 XLVIII – [Le congrès radical jette un beau défi](#)
 XLIX – [Si la guerre est le vrai de la vie](#)
 L – [Le fougueux nationaliste a couru](#)
- LI – [Comme je lisais le troisième volume](#)
 LII – [Pourquoi n'adhérez-vous pas](#)
 LIII – [Avec un peu plus d'espoir](#)
 LIV – [La politique est physiologique](#)
 LV – [L'aristocratie est le gouvernement](#)
- LVI – [Les électeurs enverront à la Chambre](#)
 LVII – [Après la victoire électorale](#)
 LVIII – [Tout homme qui vient au monde](#)
 LIX – [La droite pique maintenant les radicaux](#)
 LX – [Du fond de l'Hadès s'élève la voix](#)
- LXI – [La politique extérieure n'est qu'un moyen](#)
 LXII – [Tout gouvernement est fasciste](#)
 LXIII – [Je ne sais si le président Herriot](#)
 LXIV – [L'Europe manque de radicaux](#)
 LXV – [Celui qui n'aime pas l'argent](#)
- LXVI – [Dire que la démocratie a fait son temps](#)
 LXVII – [Il me paraît naturel que l'homme de la rue](#)
 LXVIII – [Un ami me disait hier que deux ans](#)
 LXIX – [À en juger par les coups de poing](#)
 LXX – [Il est pénible de penser que tous ceux](#)
- LXXI – [C'est toujours une faute de ne pas voter](#)
 LXXII – [Il faudra, dit le syndiqué, en revenir](#)
 LXXIII – [Les fonctionnaires syndiqués ne me semblent](#)
 LXXIV – [La colère de l'homme est prompte](#)
 LXXV – [Je pense qu'en ce temps-ci on se moquera](#)
- LXXVI – [La politique n'a guère changé](#)
 LXXVII – [L'idée de Marx revient toujours](#)
 LXXVIII – [Le sort de Victor Serge](#)
 LXXIX – [Le mauvais esprit, c'est](#)
 LXXX – [Par la compétition des pouvoirs](#)
- LXXXI – [Nos fascistes ont le projet](#)
 LXXXII – [Platon voudrait que les philosophes](#)
 LXXXIII – [L'esprit de la terre est](#)
 LXXXIV – [L'esprit n'est jamais bien vu](#)

Alain (Émile Chartier)
(1868-1951)



PROPOS DE POLITIQUE

Paris : Les Éditions Reider,
Deuxième édition, 134, 348 pages.
Collection "Europe".

[Retour à la table des matières](#)

Propos de politique (1934)

I

Les lois sont les rapports nécessaires

[Retour à la table des matières](#)

« Les lois sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses. » Formule immense, dont je ne puis faire le tour ; mais je m'y heurte comme à un solide, dans le moment où je m'élançais à désirer des lois qui me plaisent. Le maître, quel qu'il soit, est bien attentif à cette multitude, et se soucie de plaire, d'où j'aperçois qu'il est flexible, en ce qui dépend de sa volonté. Mais quelque chose se montre derrière lui, au nom de quoi il commande, et qui le tient serré ; c'est cet engrenage des causes et des conséquences, dans lequel il est pris aussi bien que moi. Les dépenses faites sont faites ; nul ne peut faire qu'elles ne soient pas faites. C'est ce qu'exprime la dette, visage de pierre. La production est un fait ; la récolte est un fait ; le chiffre d'affaires quotidien est un fait, de la même manière que la pluie, la grêle et le vent sont des faits. Et, comme un certain vent renverse un certain arbre aussi inévitablement que la terre tourne, ainsi la multitude des événements passés et irrévocables, guerre, emprunts, réparations et le reste, exerce sur nous tous une pression inhumaine, sans plus d'égards qu'une automobile lancée qui va lancer elle-même l'homme comme une pierre, s'il ne se range point. Or, quand le maître m'avertit de me ranger, il n'est point maître en cela, mais plutôt il est le héraut et le serviteur de la nécessité. Ainsi s'avancent les

impôts, la loi militaire, et le reste. Et le maître sait bien dire : « Cela ne me plaît pas plus qu'à vous. » Bref, on vit comme on peut, et non comme on veut.

Très bien, me voilà ramené. En ce creux donc où je m'abrite contre toutes ces pluies, j'ai loisir de penser. Je pense, c'est-à-dire je pèse. Je doute. Cela mène loin. La première remarque que je veux faire est que les hommes se trompent aisément, et souvent s'obstinent à ce qui leur plaît, sans savoir si ce qui leur plaît est possible. Cette remarque de sagesse est bonne pour moi et pour tous. Il se peut bien que le maître ordonne comme il lui plaît et non comme il faut. « Cela ne me plaît pas plus qu'à vous. » Savoir. Il plaît au souverain d'avoir de l'argent dans ses coffres ; il ne me plaît point tant de payer. Il plaît à l'état-major d'avoir trois brosses pour une chaussure ; il ne me plaît pas tant de cirer des bottes. Enfin, dans ce que le maître me propose et aussitôt m'impose comme nécessaire, il y a certainement une partie, petite ou grande, qui n'est pas nécessaire, mais qui seulement lui plaît. Comment le saurai-je en cette société serrée comme feutre, où nul ne voit guère plus loin que sa main ? « Que savons-nous de la volonté de Dieu, dit Coûfontaine dans *l'Otage*, quand le seul moyen pour nous de la connaître est de la contredire ? » Parole lourde, et peut-être imprudente, mais je ne suis point sourd. Et je dis : « Comment savoir ce qui est véritablement nécessaire, sinon par une obstinée résistance ? »

D'autant qu'une autre idée se montre, quand je pense à ces lois aveugles qui font le vent sur la mer et les vagues. Je cède, et il le faut bien ; mais je parviens souvent aussi où je voulais, comme le bateau qui tire des bordées ;

il cède à la nécessité ; mais il avance enfin contre le vent. Et je ne vois pas pourquoi on nous prêcherait d'obéir à la première sommation de la nécessité politique, quand l'homme navigue contre vent, par sa propre industrie, depuis tant de siècles. Sur cette mer politique, il serait bien lâche et bien au-dessous de l'homme de céder au premier flot, et d'aller d'abord comme une épave où le courant me mène, et non point où je veux aller. Encore mieux si je forme équipage avec des hommes qui vont justement où je vais. Hardi, donc, et tiens ta route.

Et je m'aperçois qu'en cette courte méditation de politique, je me trouve porté bien plus loin que je n'espérais. Car l'homme a appris à ne pas adorer la vague ; simplement il en tient compte, et, sans scrupule, la fait servir à ses fins autant qu'il peut. La nécessité est inhumaine ; il est fou de la haïr ; il n'est pas moins fou de l'aimer. Eh bien donc, si je découvre dans les choses politiques la nécessité aussi, qui est mon vrai et mon seul maître, me voilà déchargé de respecter. Cette grande et terrible machine, je veux m'y mouvoir avec précaution ; mais je ne vais point l'adorer. C'est un ennemi comme un autre. Mon seul objet ici est de vaincre en obéissant, comme je fais pour le vent et la vague. Et voilà ma charte de citoyen. Je dois à l'homme, oui ; mais à la nécessité je ne dois rien.

Propos de politique (1934)

II

Il n'y a peut-être pas un homme politique

[Retour à la table des matières](#)

Il n'y a peut-être pas un homme politique qui ne conçoive les élections comme un plébiscite, par quoi le peuple choisit ceux qui gouverneront. Le plus grand nombre décide, parce que le plus grand nombre est la plus grande force. Tout citoyen contribue, par sa force de travail et de combat, à la puissance commune. Tous doivent donc être comptés. Si le compte est bien fait, il n'y a plus de doute sur la puissance. L'ambitieux alors se dit : « Enfin, me voilà roi pour quatre ans, je puis gouverner. » C'est par des idées de ce genre que beaucoup ont préparé la représentation proportionnelle. C'est, disaient-ils, le système qui compte le mieux ; c'est donc le plus juste.

Le citoyen, il me semble, a été amené peu à peu à considérer les choses autrement. On lui demandait de choisir ses maîtres, et par mandataires. Il s'est trouvé que, par l'émiettement des partis, les pouvoirs ont été souvent instables ; que l'ambition des représentants, toujours stimulée par des changements, a institué autour des pouvoirs une attentive surveillance, une critique toujours armée. Il s'est fait, enfin, un admirable travail de contrôle. Tout a été mis au jour, ce qui était neuf. L'opposition est apparue comme le sel de la République ; et le contrôle, sans aucune amitié, a plu au citoyen. Car l'histoire

d'autrefois et l'histoire récente prouvent assez que les pouvoirs gouvernent toujours pour eux-mêmes et selon le jeu passionnant des rivalités, soit dans la nation même, soit d'une nation à une autre, d'où les plus grands maux, qui sont ceux de la guerre, résultent à la fin. Au lieu que des pouvoirs faibles, toujours menacés, et qui ne peuvent cacher leur jeu, vivent au jour le jour selon la prudence ; dont le citoyen se trouve très bien ; car son affaire à lui est de vivre dans la sécurité quant aux biens et quant aux personnes ; et, de la grande politique, il n'a jamais récolté que des coups et la note à payer.

Ces idées sont vulgaires et méprisées. Un ambitieux prendra toujours la masse du peuple pour un matériel humain qui sert comme de pierre et de mortier à ses grandes constructions. Le général ne demande point si la guerre plaît ou déplaît au soldat, mais plutôt il le force jusqu'à lui faire dire que la guerre lui plaît. Et cela réussit, parce que l'esclave se console de gloire. De même, aucun chef de gouvernement ne demandera à l'armée du commerce et du travail une lumière quelconque sur l'opportunité d'une alliance ou sur les destins de l'Europe. Son jeu est d'engager d'abord tout le peuple, sans avertir ; son triomphe est de montrer à un moment qu'il n'y a plus qu'un chemin, ce qui fait qu'on marche avec lui, par nécessité, et même qu'on l'acclame ; car l'homme aime aussi les actions difficiles en sorte que la guerre plaît toujours trop.

D'où l'esclave revient à cette idée assez difficile à formuler, qu'il faudrait résister longtemps d'avance. Non qu'il aperçoive un passage en ces difficultés de finances et de défense commune, dont on lui rompt habilement la tête. Mais il se dit qu'un gouvernement instable et surveillé ajournera toujours, usera de petits moyens, soutiendra mollement ses alliés, ménagera les ennemis possibles, et enfin sera sage faute de moyens pour viser au grand. Mon affaire, se dit le citoyen, n'est pas qu'il y ait un grand parti et une puissance incontestée, mais au contraire que l'opposition soit forte, et ainsi le contrôle continu, public, efficace. Je vote pour un radical, non pas pour que le parti radical gouverne sans contrôle, car tout pouvoir non contrôlé est aussitôt tyran et bientôt guerrier, mais parce que ce parti, divisé dès qu'il agit, uni dès qu'il résiste, traduit mieux que tous les autres une défiance et une prudence très naturelles à l'homme de peine, si bien nommé, par qui tout se fait, qui porte tout, et qui finalement paie tout. C'est par cette raison que le parti radical est secrètement aimé et ouvertement méprisé ; renié toutes les fois que le coq chante ; le plus fort toujours, le seul fort.

Propos de politique (1934)

III

L'opinion réelle est fort mal connue

[Retour à la table des matières](#)

L'opinion réelle est fort mal connue d'après ce qu'on entend. C'est que les conversations sont réglées par la politesse et non par les opinions de ceux qui parlent. Je ne compte même pas la prudence, qui inclinerait à rechercher ce qui plaît aux puissants, et à écarter ce qui leur déplaît ; les hommes, autant que j'ai remarqué, ne sont point lâches. Mais nul n'aime déplaire ou importuner. Et il est beau de voir qu'une société se met naturellement au niveau du plus timide, du plus prudent, du plus ignorant. On niera cela ; je demande seulement qu'on observe comment vont les discours dans la famille ou dans un cercle d'amis. Encore bien mieux, quand le terrain est mal connu, on voit s'élever des lieux communs qui ménagent toujours les puissants et les croyants. Puissants et croyants forment un système, car le pouvoir n'aime jamais la critique. D'où cette conséquence, que personne ne niera, c'est que l'incrédulité n'est jamais de bon ton.

Le prolétariat est précieux aux yeux des esprits libres par ceci qu'il dit ce qui lui semble vrai, sans se soucier de déplaire. On dira qu'il n'est jamais prudent de déplaire ; mais ce n'est point tant l'intérêt qui modère les discours, que la politesse ; et c'est le métier qui fait la politesse. Le bourgeois est

prudent parce que son métier est de persuader, et d'abord de ne point déplaire ; par exemple l'avocat, le professeur, le marchand ; mais un menuisier n'a point d'égard pour la planche ; il scie selon la ligne tracée. Le terrassier s'occupe seulement de vaincre une résistance ou un poids par les moyens les plus rapides. À bien regarder, le prolétariat agit toujours selon une idée, représentée par le cordeau ou le fil à plomb. D'où vient qu'il est naturellement réformateur ; et même il néglige trop l'obstacle de coutume ; c'est peut-être une faiblesse ; mais aussi il dit à tout propos ce qu'il pense et ce qu'il veut, ce qui est une force. Sans le prolétariat, formé par un genre de travail qui ne s'occupe jamais de la vente, nous serions encore sous l'empire d'opinions convenables, auxquelles presque personne ne croit.

Qu'il s'agisse de processions, d'écoles religieuses ou d'une réforme de l'armée, les opinions associées, surtout dans la bourgeoisie, donnent gagné au jésuite. Mais l'opinion réelle, dès qu'elle peut s'exprimer, dépose sans façon les arrogants ministres de l'opinion avouée. Dans une ville de l'Ouest, il y a de cela trente ans, j'ai vu les processions catholiques réclamées par d'imposantes pétitions, et non moins régulièrement repoussées par les électeurs ; souvent, comme je m'en suis assuré, c'étaient les mêmes gens. Il n'échappe à personne que ce qui touche à l'armée et à la patrie a toute l'apparence d'une religion, et même de la plus jeune et de la plus fanatique des religions. L'opinion avouée nous vend tous à l'état-major, comme on vendait les esclaves. L'opinion réelle est bien plus clairvoyante. C'est pourquoi tous les tyrans redoutent le suffrage, non pas tant parce qu'il est universel que parce qu'il est secret. Seulement cette opinion est un bon exemple, justement, de ce qu'on ne peut pas avouer. On feint de croire que l'opinion exprimée dans les cercles et dans les assemblées est l'opinion réelle. Et toute la difficulté de notre politique, et de toute politique démocratique, est de faire prévaloir l'opinion réelle. À quoi les, prolétaires nous aident beaucoup. L'affaire Dreyfus, en son temps, a fait ressortir ces contrastes ; mais le problème de la guerre et de la paix se pose dans les mêmes termes. D'après l'opinion avouée, c'est la guerre, d'après l'opinion réelle, ce serait la paix. Aussi quel orchestre de foire, destiné à étourdir ! Et n'oublions pas que tous les députés sont bourgeois plus ou moins, par le métier de persuader qui est le leur. Contre ces tumultueuses puissances, seulement un bulletin plié ; cela suffira.

Propos de politique (1934)

IV

La liberté d'action, nul ne l'a

[Retour à la table des matières](#)

La liberté d'action, nul ne l'a. La rue est barrée par ordre, à l'occasion d'incendie, de bagarre, ou de cortège. Je veux passer ; l'agent s'y oppose. Je veux discuter. L'agent ne m'écoute seulement pas. Je menace, l'agent m'empoigne. je frappe, l'agent m'assomme. Tout est clair ici, et j'ose dire raisonnable. Qui songera à forcer le passage, ou seulement à discuter, quand l'agent aux voitures lève son bâton, ou quand l'homme du Métro ferme sa porte ? Il se peut bien que la porte soit fermée un peu trop tôt, ou que l'agent lève son bâton à contre-temps. Nul homme n'est infailible, et tout est discutable. Une rue est barrée. Pourquoi ? Souvent l'agent n'en sait rien. Supposons une passerelle branlante ; fort sagement on empêchera d'y passer. Or, une personne, ou deux, ou trois y pourraient bien passer ; une foule la ferait crouler ; et encore n'est-ce pas sûr. Va-t-on discuter ? Va-t-on essayer ? Ce serait ridicule. Toutes les mesures d'ordre sont ainsi. Y a-t-il risque de désordre ou de bagarre ? C'est ce qu'on ne peut savoir, puisque la mesure d'ordre arrête l'expérience. Aussi, quand on réclamerait, quand on discuterait devant le juge ou devant la Chambre, comme cela est permis, le pouvoir sera excusé presque dans tous les cas. De toute façon la nécessité d'obéir d'abord est comprise de tout le monde, excepté de l'homme en colère ; et colère n'est pas

raison. Par ces considérations, toutes simples, nous apprendrons à obéir ; la liberté est à ce prix.

Voici une procession catholique, ou une procession fasciste. Je me permets de sourire, ou seulement de ne pas saluer. Ces fanatiques tombent sur moi ; me voilà à l'hôpital pour un mois. Si je suis accompagné d'une bonne troupe de partisans, c'est bataille. Si j'en cours le risque, c'est mon affaire, mais qu'en penseront les passants ? C'est le rôle des pouvoirs de disperser le cortège, ou bien de l'isoler, en barrant les rues ; et c'est toujours fermer la porte du Métro. Il n'est pas sûr que le voyageur pressé ira sous les roues ; mais c'est pourtant dans son intérêt qu'on l'arrête tout net. Cette porte haute n'entend point raison. Prenez toute mesure de police comme une porte sourde et muette.

L'abus n'est pas loin. Il faut savoir, il faut dire, que tous les pouvoirs sans exception iront toujours à fermer toutes les portes. Tout noyau de spectateurs sera suspect, ou seulement encombrant. Tout cri sera injurieux ou séditieux. Cet officier de police fait son métier ; il me dit d'aller à mes affaires. En quoi je le gêne, en quoi je fais désordre ou menace de désordre, c'est lui qui le sait et non pas moi. Je m'en vais ; mais j'aperçois d'autres barrages. Cela me rappelle le temps où l'homme de troupe isolé ne pouvait se tenir ni sur le quai, ni dans les salles, ni à la barrière, et devait pourtant prendre le train. Celui qui a souvenir de ces pouvoirs en liberté comprendra qu'il faut un peu de ruse et de patience pour garder ses droits. Cette mécanique du salut public, nous l'avons touchée. On n'arrête pas une locomotive d'un coup de poing.

La ruse est dans la critique, dans le recours, dans cette mise en jugement des pouvoirs, qui, par la liberté d'opinion, ne cesse pas un seul moment. L'opinion gouverne dès qu'elle peut s'exprimer. Mais, dès qu'elle fait désordre, ou seulement apparence de désordre, elle ne peut plus s'exprimer. La méthode de crier est très mauvaise ; elle a toujours fortifié les pouvoirs ; elle donne occasion à cette action prompte et irrésistible qui recouvre le fait et obscurcit à jamais la question. Comment savoir si l'ordre était menacé ? L'écrit vaut mieux. Et, quant au plaisir si vif de déplaire aux puissants, il est bon encore de s'en priver un peu. Sur quoi vous me jugerez trop prudent. C'est que je vois les causes ; c'est que je mesure les pouvoirs, les éternels pouvoirs, ainsi que les éternelles occasions. Souvenez-vous. Il n'y a pas dix ans nous étions esclaves. Et ce n'est pas un rêve.

Propos de politique (1934)

V

La République, dit le grand administrateur

[Retour à la table des matières](#)

« La République, dit le grand administrateur, ne s'oriente pas comme j'espérais. Je voyais naître du peuple et s'élever une race ambitieuse autant qu'intelligente, qui visait le pouvoir et en étudiait les ressorts. L'administration n'a rien à cacher ; mieux on la connaît, plus on la respecte. Et pourquoi ? Parce qu'elle représente les nécessités vitales contre le désir, le caprice, la folle imagination des ignorants. Celui qui entre chez nous aperçoit aussitôt les intérêts réels, et les hommes comme ils sont. Rien n'est improvisé chez nous ; les formes, dont le public ignorant ne cesse de se moquer, sont le fruit d'une longue expérience. Nous exprimons les conditions réelles, et le poids de la matière. Nous sommes lents et lourds comme le monde lui-même, et comme lui sans entrailles. L'homme qui ne sait rien et qui vit comme dans un rêve, maudira toujours l'administration. Au contraire, celui qui veut bien travailler avec nous a bientôt le sentiment que nous exprimons seulement des résistances naturelles, et que, la nature humaine étant ce qu'elle est, les règles ne peuvent être autres qu'elles sont. Voilà ce que l'ambitieux apprend à notre école. Et j'ai cru un moment que nous n'aurions plus d'hommes politiques que ceux que nous aurions formés à notre ressemblance. Sans aller jusqu'à esquisser l'idée d'un certificat d'aptitude à la fonction de député, j'apercevais le

temps où l'on ne compterait dans la politique que sous la condition d'obtenir une sorte de brevet d'administrateur, délivré par ce genre de rumeur qui nous est propre, et qui, avant de prouver qu'elle a pouvoir d'élever, avait montré par de puissants exemples qu'elle avait pouvoir d'abaisser. Les ambitieux comprennent très bien ce langage ; ainsi nous formions une corporation en quelque sorte de représentants du peuple, dont la vraie fonction, sous couleur d'apporter jusqu'à nous les revendications populaires, était au contraire de faire sentir au peuple les raisons cachées de l'administration. Si l'on veut un exemple clair, je citerai l'armée, où rien n'est arbitraire, où rien n'est fondé que sur l'expérience, et dont les institutions ne sont pas aimées. Dans le fait, la nécessité n'est jamais aimée ; nul n'aime attendre au guichet. Eh bien, selon moi, les députés devaient être comme les apôtres et les prédicateurs de l'administration, chargés d'enseigner la patience à ceux qui attendent au guichet.

« Messieurs, les choses ont tourné autrement. Et pourquoi ? Je crois deviner que les hommes politiques sont moins ambitieux qu'ils n'étaient. On dirait que le dangereux esprit de réclamation et de refus les a marqués pour toujours. Ils restent de l'autre côté du guichet. Même ministres, ils parlent encore comme des électeurs, comme des contribuables, comme des hommes de troupe, comme des subalternes enfin. Il y a d'honorables exceptions. Je comptais sur la représentation proportionnelle, par l'organisation administrative des partis, pour fortifier cette religion du pouvoir qui devrait être la religion de l'ambitieux. Mais le retour au scrutin d'arrondissement est par lui-même un symptôme redoutable. Nous aurons la province campée à Paris et réclamant. Nos ministres mêmes, étrange désordre, seront des tribuns du peuple, et interpellent le gouvernement. Il ne s'agit plus ici des partis extrêmes ; nous en parlons beaucoup, nous n'y croyons guère. Pour ma part, je crains que les modérés, surtout les modérés, n'aient été corrompus par cet esprit d'opposition qui demande des comptes à la diplomatie, à l'armée, à la police. Allons au fond des choses. Il n'y a que l'inondation qui justifie la digue, et cela arrive une fois en trente ans. De même il n'y a que les temps difficiles, les troubles, disons la guerre, qui justifient l'administration. On ose à peine dire que la prospérité et la paix sont les ennemies de l'administration ; d'où le rôle ingrat des vrais pouvoirs, qui est d'annoncer toujours le malheur, ce qui fait qu'ils semblent quelquefois le désirer. Messieurs, J'ai cru pouvoir faire l'économie des couleurs gaies ; nous sommes entre nous. Défions-nous de l'optimisme. »

Propos de politique (1934)

VI

Nous allons élire, disais-je

[Retour à la table des matières](#)

« Nous allons élire, disais-je, des chefs spirituels, qui auront charge de gronder et de résister, au nom de l'opinion, devant les mécaniques pouvoirs temporels qui roulent toujours aussi vite qu'ils peuvent. C'est ainsi que l'agent lève son bâton et arrête les machines ronflantes. Le même résultat serait obtenu si les piétons traversaient en masse, ce qui ferait une sorte de révolution, non sans accidents et bagarres. L'agent et son bâton levé représentent les droits des piétons.»

Mon ami le Politique m'interrompt :

– Encore une fois, dit-il, tu brouilles tout. D'abord l'agent n'est point du tout un pouvoir spirituel ; il exerce une force qui est bientôt irrésistible si quelqu'un s'avise de lutter, Quant aux ministres, qui sont en quelque sorte les élus de nos élus, ils ne représentent pas seulement l'opinion ; ils ne se bornent pas à approuver ou à blâmer. Combes était soutenu par l'opinion ; mais il avait aussi un pouvoir bien déterminé ; il nommait les généraux, les magistrats, les préfets ; c'est ainsi que les tyrans furent vaincus en ce temps-là, et c'est ainsi qu'ils le seront, non autrement. Force contre force, pouvoir matériel contre

pouvoir matériel. Les tyrans passeraient à travers l'opinion comme à travers un nuage.

– Je ne sais, lui dis-je. La neige ralentit beaucoup un obus ; et la neige est quelque chose de bien léger ; toutefois c'est encore force. Un piéton n'arrête pas une auto ; cent piétons l'arrêteraient ; mais ce qui est remarquable, c'est qu'on n'en vient pas là. Devant l'opinion, manifestée par la foule qui traverse, l'auto s'arrête ; car les hommes ne sont pas des monstres, et le tyran a besoin de croire qu'il est approuvé. Mais laissons les comparaisons. Allons aux ministres. Ils ne sont pas élus ; bien plutôt les députés les reconnaissent comme des puissances ; ils les attendent, ils les blâment ou les louent ; ils n'ont pas besoin d'autre pouvoir ; ils représentent l'opinion. Et les ministres ont un double rôle, il me semble. D'un côté ils sont les interprètes des puissances réelles devant l'opinion ; de l'autre, ils modèrent ces mêmes puissances au nom de l'opinion.

– Mais, dit-il, le président, qui nomme les ministres et tous les chefs d'administration, est bien l'élu de nos élus. Vas-tu soutenir que le président représente le pouvoir spirituel ?

– J'irais, dis-je, jusqu'à soutenir cela, car je remarque que le président n'a aucun pouvoir sans les ministres, que pourtant il nomme. Dans le fait, nous avons vu qu'un président qui a l'opinion contre lui tombe de lui-même. Ces complications de la constitution, cette force des usages, ces étonnants effets d'une force impalpable me font entrevoir que c'est bien le pouvoir spirituel qui siège sur les bancs de nos assemblées législatives. Il n'y a rien d'absolument nouveau dans notre système politique. L'opinion fut toujours souveraine ; seulement, dans les systèmes d'autrefois, elle s'exprimait difficilement et mal ; le tyran pouvait l'ignorer ; il avait mille moyens de dresser une apparence d'opinion, qui étonnait l'opinion et même la changeait. Et c'est ce que les pouvoirs réels sauraient bien faire aujourd'hui par la presse, s'il n'y avait le suffrage universel et secret, rumeur étonnante. Et toutefois nous avons vu, il n'y a pas longtemps, que cette opinion est aisément déformée et presque annulée par un fantôme d'opinion habilement fabriqué. Mais nous ferons mieux désormais, par une sorte de conversation continuelle et de contact maintenu entre l'électeur et l'élu. Bref, l'opinion réelle se fera un peu mieux connaître et se laissera moins aisément oublier. Enfin on lui prouvera moins aisément qu'elle est autre qu'elle n'est. Les tyrans, mon cher, je veux dire les tyrans d'administration, de banque, d'industrie, qui s'entendent encore mieux qu'on ne croit, ont deux ennemis, le suffrage secret, auquel il faut bien maintenant qu'ils consentent, et le scrutin d'arrondissement, que la coalition des puissances n'a pas réussi à tuer. La seule victoire politique que le citoyen ait pu inscrire, depuis la guerre, sur son livre secret, est celle d'Herriot sur Millerand. Tu peux en rire.

– Mais non, dit-il, je n'en ris point, et personne n'en a ri.

Propos de politique (1934)

VII

Vouloir que la société soit le Dieu

[Retour à la table des matières](#)

Vouloir que la société soit le Dieu, c'est une idée de sauvage. La société n'est qu'un moyen. Mais il est vrai aussi qu'elle se donne comme une fin, dès qu'on le lui permet. C'est tyrannie. Dans les familles il arrive que ce qui est médiocre parvienne à gouverner, et souvent l'on voit le savant en pantoufles, ou l'artiste, ou l'inventeur, comparaître comme une sorte de coupable devant un tribunal de tantes, de belles-sœurs, de cousines, sans compter les enfants, raisons sans raison, qui ramènent toujours l'attention à leur propre niveau. Tel est le poids animal. Or cela n'est ni juste ni beau. Michel-Ange se débattait dans des fils lilliputiens. On rougit de penser qu'un garnement de neveu, un imbécile de trésorier, ou bien un carrier ivre, ont tué peut-être tant de statues avant qu'elles fussent nées. Certes cela est de la condition humaine, comme de manger et de dormir ; mais nous sentons qu'il faut que cela soit subordonné et obéissant. il y a un ordre des casseroles, des draps et de la plomberie ; il faut même un gouvernement de ces choses ; seulement ce n'est qu'intendance. Tout cela est aux ordres du maître. Et voilà une maison. Le seigneur dit : « Ma maison ; mes gens. » Ainsi l'ancien ordre figure l'ordre vrai.

Il le figure ; il ne l'est point. En tout temps nous voyons que l'inférieur usurpe. Un chef de travail, un chef de police, un chef de guerre, ne sont jamais à bien regarder qu'empereurs de casseroles. Ce sont des cuisiniers de nourriture, d'abri, de sécurité, d'épargne ; ils soignent le corps, et, comme dit Platon, ils le flattent, ils l'attachent par mille crochets et par mille clous de plaisirs et de douleurs. Si Dame Magloire a de l'humeur, le rôti sera brûlé. Si Monseigneur le ministre a de l'humeur, c'est la ville qui sera brûlée ; si César a de l'humeur, les bombes tomberont sur l'atelier ; Phidias sera fantassin. Adieu statues !

L'ordre, on nous en emplit les oreilles mais on ne dit point quel ordre. Je vois que c'est toujours l'inférieur qui gouverne ; cela s'entend à ce bruit d'argent ; il n'est parlé que de bons, que de crédit, que de dettes ; c'est ainsi que, dans les familles, il n'est parlé que de maçon, de plombier, de fumiste. Et pour un verrou qui ne ferme pas bien la grand'porte, que de bruit ! Le musicien devra payer de toute sa musique, et le sage de toutes ses pensées, afin que la porte soit solidement fermée. Au diable ! Remarquez que c'est très bien dit. C'est bien le diable, cette puissance oblique, qui fait paraître l'ennemi, le voleur, la pauvreté, la faim, la maladie. C'est bien le diable qui rit sardoniquement de nous voir d'abord inquiets, et puis attentifs, et puis tout à fait sérieux sur le propos des portes et des fenêtres. Les sages autrefois se faisaient moines et le prieur défendait que l'on parlât du bouillon d'herbes. Mais je me méfie. Je crois qu'on en parlait ; je crois qu'on assemblait le chapitre pour en parler. Les intendants partout se font rois.

Cet ordre est un ordre de fourmis, d'abeilles, de termites ; ce n'est point un ordre humain. Au reste, la plus belle farce du diable, c'est de dire à l'homme supérieur : « Tu es roi du bouillon d'herbes. » À quoi l'homme qui sait se laisse prendre ; car il a des idées aussi sur le bouillon d'herbes. Platon, à ses soixante-dix ans, se laissait encore attirer en Sicile, en vue de gouverner l'orange, la figue et le vin muscat. C'est être président de table ; on ne sait pas jusqu'où cela entraîne ; il faut descendre aux cuisines. Non. Plutôt, qu'on nomme roi le meilleur marmiton ; mais qu'il n'essaye pas de nous faire baiser la casserole.

Toute révolution se fait au nom de l'esprit, et contre les cuisiniers. Car chaque homme est roi ; il n'a pas seulement à défendre le sage, l'artiste, l'inventeur, contre l'administration des casseroles ; il a à se défendre lui-même contre son ventre, et contre tous les ventres. Voyez ce roi, dans le symbolique isoloir ; il s'y prend comme il peut, et souvent mal ; mais il prend un édit contre les gens de cuisine, éternels usurpateurs.

Propos de politique (1934)

VIII

Lorsque le commandement découvre

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque le commandement découvre, au milieu de la plèbe militaire, un homme instruit, et assez méprisant, qui obéit correctement et qui ne demande rien, la conclusion est celle-ci : «Voilà un homme qui n'est pas à sa place et qui pense mal. Mettons-le à sa place et il pensera bien. » Ce qui n'est pas mal raisonné ; car la plupart des hommes subissent le pouvoir avec humeur, mais l'exercent avec sérénité. C'est un thème de comédie ; c'est un lieu commun. Le plus résistant des gouvernés devient le plus ferme des gouvernants. Cette sorte de miracle, qui quelquefois fait rire, est l'affaire d'un décret. C'est ainsi que le pouvoir digère ses ennemis et fait passer toute leur force en sa propre substance. Enfin, comme l'a dit plus d'un moraliste depuis Platon : « L'amour de la justice, en la plupart des hommes, n'est que la crainte de subir l'injustice. »

Platon ne le croit point ; ce n'est point du tout sa profonde pensée ; mais il le fait dire à son Calliclès, modèle de l'ambitieux, dont c'est la plus chère pensée. Un de nos plus rusés gouvernants, fortement secoué par un jeune moraliste plein de feu, lui disait un quart d'heure après en le prenant amicalement à l'épaule : « Tout n'est pas dit. Nous reviendrons là-dessus quand vous serez ministre. »

Le jeune moraliste prit de l'âge, devint ministre, et vous devinez la suite.

Tout métier durcit la peau, justement de la partie qui tient l'outil. On ne sent plus alors le manche de la pelle. Le cuisinier ne se brûle plus aux casseroles. De même le gouvernant s'endurcit et se cuirasse en certaines parties plus secrètes. La richesse, qui certes est un pouvoir, épaissit de même la carapace, et aussi certains replis intérieurs, d'où les connaissances et les jugements sont souvent changés du tout au tout. Le mieux pris est celui qui compte trop sur lui-même, comme ces ouvriers d'élite que l'on fait entrer au conseil des patrons ; la perspective alors est changée. Une certaine teinte, due à l'instrument, altère les couleurs naturelles. Et la plus grande erreur de ceux qui portent des lunettes jaunes est de croire qu'ils voient toujours les choses comme ils les voyaient. Effets inévitables, par le jeu desquels les pouvoirs gagnent toujours. On s'étonne, et bien vainement, de constater que le changement des constitutions n'a nullement affaibli les maximes et les pratiques du pouvoir.

On peut prévoir ces effets ; on peut s'en garder par un refus radical. Ce mot vient sous ma plume et me fait penser qu'un radical ne devrait pas être ministre, mais au contraire rester, comme dit l'autre, assis par terre, en ce point le plus bas d'où l'on ne peut être déposé. Ce genre d'homme assurerait l'opinion. L'éternel pouvoir en serait modéré et prudent ; il n'en faut pas plus pour que les maux résultant de l'intempérance propre à la force publique soient réduits autant que la raison a le droit de l'espérer, et peut-être même plus. Les temps nouveaux dépendent de cet homme nouveau, dont j'ai connu quelques beaux modèles, et qui consent tout juste à être caporal. Officier, non. Il ruse, il fait le modeste, il fait l'ignorant. Il échappe, par cette tranquillité du pêcheur de grenouilles, qui se fie à son petit bout de ruban, qui a toujours suffi. Au vrai, personne n'a encore pensé que le pouvoir puisse être décrété obligatoire pour ceux qui sont reconnus capables de l'exercer. Platon en ses rêveries de politique, a bien vu la difficulté. Justement parce qu'il gardait espoir dans l'homme, et à mesure qu'il formait son sage selon la justice, il reconnaissait mieux que ce sage ne voudrait jamais être roi. Le même Platon augurait mal de la démocratie, parce qu'il voyait les médiocres en haut. Il n'avait pas pensé assez au poids merveilleux d'un bon nombre de sages assis par terre et jugeant l'acrobate.

Propos de politique (1934)

IX

Selon le système de la représentation

[Retour à la table des matières](#)

Selon le système de la représentation proportionnelle, pris à la rigueur, un député représente des électeurs qui pensent comme lui. Au contraire, dans le système de l'arrondissement, auquel nous sommes revenus, le député représente une région et tous ceux qui y vivent, quelle que soit leur opinion. Il devrait le dire, et quelquefois il le dit ; mais, quand il ne le dirait pas et quand on ne le penserait pas, la situation est plus forte que lui. L'idée de favoriser ceux qui ont voté pour lui n'est pas une idée naturelle ; d'abord parce qu'il ne les connaît pas bien. Mais quand il les connaîtrait, il ne peut renvoyer ceux qui furent ses adversaires à l'élu de leur parti, car il se peut qu'il n'y en ait point dans le voisinage ; il ne peut les renvoyer, il n'y pense même pas. Au contraire, de ce partisan douteux, ou de ce douteux adversaire, il voudra se faire un ami. Ce travail de persuader, qui se fait par la courtoisie, par l'attention, par de promptes démarches, est ce qui forme le jugement politique.

Il y a sans doute des fanatiques qui voudraient que toutes les faveurs soient pour les fidèles. L'idée fautive ici, c'est l'idée même de faveur, qui occupe tous les esprits romanesques. Presque toujours l'intervention du député a pour fin d'accélérer des affaires, qui souvent sont enlisées, enterrées, oubliées on ne sait pourquoi. Au reste, le député doit apprendre, et apprendra fort vite,

qu'une faveur scandaleuse, et dont il devra répondre, est toujours une mauvaise affaire pour lui. Le député se trouve donc arbitre ; il fait valoir les droits et les raisons ; il apaise les impatients. Dans tous les cas, qui sont fort nombreux, où il s'agit seulement d'obtenir une décision, et non point de la changer, par exemple de faire payer une indemnité qui est due ou d'obtenir promptement une pension qui ne peut être refusée, le député s'emploie toujours, et allègrement, sans demander pour qui le solliciteur a voté. Ainsi, par les actions, les partis se trouvent rompus.

Ils sont rompus en même temps par les discours. Un député d'arrondissement regarde aux frontières de son parti ; là se trouvent les hésitants, ceux qu'il veut conquérir. Et, comme il n'y a guère d'hésitants dans les partis extrêmes, c'est toujours vers le centre, c'est-à-dire vers les opinions moyennes, que s'exerce l'art de persuader. Un radical farouche aimera à prouver qu'il n'est pas si farouche. Un modéré s'appliquera à faire dire de lui qu'il n'est pas si pâle que l'on croit. Un député, sous ce rapport, ressemble assez à un ministre qui veut rester ministre. On a vu souvent et l'on verra encore plus d'une fois qu'un homme d'État qui n'a pas la confiance des gauches fait beaucoup pour leur plaire. Les radicaux, au rebours, inclinent toujours à une politesse modérée. C'est que la Chambre tout entière est comme un arrondissement qui, tous les jours ou presque, réélit les ministres. Un ministère qui s'appuierait sur un parti écrasant par le nombre et d'avance résolu à tout approuver, ce serait un tyran insupportable.

Mais ce n'est qu'une fiction ; les hommes, heureusement, ne cessent de juger. Cela est encore bien plus évident de l'arrondissement réel, où les citoyens n'ont rien promis à personne. L'élu ne cesse donc jamais de composer avec les partis ; bien mieux, il ne cesse jamais de dissoudre les partis, étant porté d'abord, par la nature des choses, à agir comme son adversaire aurait fait, et, dans les cas douteux, s'appliquant toujours à défaire le personnage composé par ses amis, achevé par ses adversaires. Un bon roi, en somme. Et il n'est pas impossible, dans un petit royaume, et bien aisé à connaître, qu'un roi ait intérêt à être un bon roi.

Propos de politique (1934)

X

N'oublions pas que les fascistes

[Retour à la table des matières](#)

N'oublions pas que les fascistes sont des hommes. Nous leur devons justice ; nous leur devons même amitié, si nous pouvons. Quant à moi je plaiderai toujours pour eux devant le tribunal de la vengeance populaire. Je ne confondrai point un fasciste avec ce gentilhomme dont parle Saint-Simon, qui, voulant essayer une carabine, s'amusa à viser un couvreur sur un toit. Un tel mépris de l'homme n'entre point en nos Messieurs. Ils rêvent seulement de fouetter publiquement ceux qui ne leur font point hommage, ou bien de les purger à l'huile de ricin, afin de voir la laide grimace de l'enfant malade sur ce visage qui se mêlait de penser. Quelques-uns de nos amis disent que cela est pire que de tuer, et que cette autre insulte, inoubliable, précipite très bien l'esprit qui s'élevait. Il se peut. Mais Messieurs nos maîtres, ainsi se croient-ils, n'y voient point malice ; simplement ils veulent user, en son commencement, cette folle idée du subalterne, de se croire offensé. Plonger de nouveau l'homme de peine, l'homme de corvée, l'homme outil, dans le néant d'où il sortait, cela ne peut se comparer au crime des crimes, qui est d'offenser l'important. Du moins l'important en juge ainsi.

J'ai une sorte de pitié pour l'offenseur. Il a l'épiderme si délicat que tout lui est blessure. La seule idée que des députés s'assemblent pour délibérer lui fait

bouillir le sang. Imagine-t-on des hommes de troupe délibérant sur la soupe ou sur la chaussure ? Nul besoin, en ce cas, de la trique ni de l'huile de ricin ; le plus éclatant mépris, et le plus constant, celui qui n'admet même pas l'hypothèse, qui n'y pense jamais, ce mépris admirable et vivifiant a suffi à d'autres. Ce bel ordre, cet ordre enivrant n'est pas si loin. Quelques petites années auraient donc rayé la majesté dans ce monde humain ? Les hommes nés pour obéir ne sont-ils pas maintenant ce qu'ils étaient hier ? Qu'y a-t-il donc de changé ? Ma propre ambition est-elle donc moins assurée d'elle-même ? Car c'est toute la question. Si l'on a pu marcher sur l'homme, on le peut encore. Tel est le texte de cette méditation corrosive. Je plains cet humilié-là. Il est mal parti ; il fut mal instruit par Monsieur son papa, par Madame sa mère, et par l'académicien qui vient quelquefois dîner.

Il faut reconnaître que l'infatuation donne une sorte de droit. Faisons notre examen de conscience. Nous est-il si pénible d'obéir ? Avons-nous seulement le désir de faire peur, de commander, de mépriser ? Espérons-nous comme un paradis un ordre merveilleux où nous aurions pouvoir d'écraser ou de faucher le contradicteur par un seul froncement de sourcil ? Est-ce là notre chère pensée ? Non, n'est-ce pas ? Sentons-nous l'envie nous mordre ? Toute grande place, toute gloire, toute richesse nous semble-t-elle un vol à nous fait ? Ou bien, quand de telles pensées nous arrivent, ne rions-nous pas de nous-mêmes ? Cela nous juge. L'ordre humain, aussitôt par une loi qui est comme physique, nous confirme dans le rôle de moyen et d'instrument, pour lequel nous sommes nés. Ainsi l'on voit qu'un enfant, empoisonné de fureur, est bientôt maître de nourrices, de frères, de père et de mère, si seulement il ne se fatigue pas de crier. Faut-il le tuer ? Non ; mais d'une seule main tenir ses deux mains, et de l'autre main travailler pour soi et pour lui.

Propos de politique (1934)

XI

Notre situation de citoyen

[Retour à la table des matières](#)

Notre situation de citoyen est une situation de fait, que nous n'avons pas choisie, que nous n'aurions pas choisie ; car, dans les choses de peu, nous pouvons beaucoup ; mais, quand il faudrait modérer les terreurs, les colères, les impulsions du grand corps, nous ne pouvons presque rien. Nous passons d'heureuses années à parler comme il nous plaît et à rire des tyrans ; et puis, soudain nous tombons dans l'état d'esclave ; le sang coule, le canon tonne, contre nos intentions, contre nos cœurs, et par nos propres mains. La Révolution, qui fut autant un emportement qu'une pensée, nous a légué des droits immenses et des devoirs démesurés. Faudra-t-il boire sans fin ce mélange d'idéal, de gloire et de sang ? Ou bien le refuser une bonne fois et nous asseoir sur la terre, comme l'ermite ? Vie surhumaine ou vie humaine ? Mais nous voulons vivre une vie humaine ; et il est clair qu'il y faut de la ruse. L'animal se jette ; oui, même le tranquille bœuf se jette à tirer ; l'homme ne se jette point ; l'homme ruse contre tout ; la navigation est ruse ; l'industrie est ruse. On ne méditera jamais assez sur cette grande parole que l'homme ne triomphe de la nature qu'en lui obéissant. Pourquoi n'en serait-il pas de même devant cette nature politique qui est de bien loin la plus redoutable ? On ne se jette point dans le feu pour l'éteindre. Pourquoi se jetterait-on contre César ?

La ruse des gouvernants est vieille comme le monde. La ruse des gouvernés est bien jeune. L'ambition des uns, la pudeur des autres, l'impatience de presque tous, cela fait une mer, tantôt maniable et mollement balancée, tantôt houleuse et grondante, tantôt furieuse, hurlante, brisante. Et il n'y a point de port. De la naissance à la mort, tout homme doit vivre sur ces flots-là. Sans s'y fier jamais, il doit céder beaucoup. J'entends que l'on me dit : « Aimer beaucoup ; surtout aimer. » je comprends assez que cette mer politique est toute humaine, toute faite de mes semblables, en partie même de ma propre substance. Mais quand je la concevrais toute comme ma propre substance, d'après un sentiment bien fort, et, au fond, religieux, n'ai-je point la tâche de me gouverner moi-même et de ruser avec moi ? La moindre colère, tempête proche et intime, me l'apprend assez. Tout n'est pas bon dans ce qui est moi ; pourquoi tout serait-il bon dans ce grand moi ? Pourquoi adorerais-je dans les autres, dans la masse des autres, ce que je n'adore point en moi ? Il faudrait soutenir que tout est infaillible en cette société, tout bon, tout divin, comme dans les convulsions de la Pythie.

Non pas tout bon ; mais j'y verrais plutôt une nécessité inférieure, comme sont le manger et le dormir, comme sont le défrichement qui est destruction, la chasse et la pêche, conquêtes sans pitié, et même la défense, si promptement inhumaine. Personne n'a jamais dit qu'il était beau de lier un fou, ou peut-être de le tuer si l'on ne peut mieux. Je ne vois pas pourquoi on s'enivrerait de défense. L'enthousiasme ici ressemble à ces mouvements désordonnés qui dépassent le but, comme on voit dans un pugiliste maladroit. Mais, au rebours, je ne vois point qu'il soit raisonnable de tout laisser aller, refusant cette vie inférieure qui porte l'autre.

On me veut prendre dans le dilemme abstrait. Ou bien refusez toute violence, et laissez-vous mourir ; ou bien résignez-vous, et acceptez les mouvements de force comme condition de la vie. On veut me prendre, mais je m'échappe.

Je prétends limiter et calculer au mieux les mouvements de force, résister à l'emportement, me garder de convulsion et de fureur. Ruser enfin avec le corps social comme je ruse avec mon propre corps. Ne sais-je pas bien de quelle ridicule façon mon propre corps débrouillera la serrure, si je le laisse faire ?

Propos de politique (1934)

XII

Mon ami Jacques tapait sur son cuir

[Retour à la table des matières](#)

Mon ami Jacques tapait sur son cuir, un peu plus fort peut-être qu'il n'était nécessaire. Au dehors, bruit de canons et de cloches. « Je ne vois pas pourquoi, dit-il, on suppose plus d'honneur dans un Maréchal qui a gagné la bataille que dans le simple soldat qui se fait tuer en avançant. Même, si on voulait y regarder, on trouverait une grande différence ; car faut-il autant de courage pour faire avancer dix armées que pour se faire avancer soi-même ? Et toujours est-il que le Maréchal fait ici son métier, pour lequel il est payé, et bien payé, tandis que l'autre a laissé son métier, et, en récompense des risques, trouve seulement un terrier de lapin et de la soupe froide. »

Le marteau frappait moins fort : « Bah !dit l'ami Jacques en regardant sa jambe de bois, il y a plus d'un métier de guerre, et chacun fait le sien. Ne discutons pas là-dessus. Mais voici où je voulais en venir ; nous n'avons point à louer ou à honorer nos chefs ; nous avons à leur obéir à l'heure de l'obéissance, et à les contrôler à l'heure du contrôle. Après cela ils sont payés, ils ont leur pension ; tout est réglé ; je ne dois plus rien. Il y a d'autres dettes qui ne sont point réglées ; et si je pense premièrement à cette veuve qui habite à côté et qui élève ses quatre enfants, ou à cet ancien combattant qui tousse là-

haut, en souvenir des gaz empoisonnés, j'attends qu'on me prouve que j'ai tort. Malheureusement, le citoyen n'ose pas raisonner. »

« Je crois, lui dis-je, que le citoyen raisonne très bien. Tous ces mouvements de foule sont menés par les ambitieux, grands et petits. Ce qu'ils honorent, eux, ce n'est point le courage, c'est le pouvoir. Ce qu'ils admirent maintenant ce qu'ils acclament, ce qui les jette hors d'eux-mêmes, c'est le plus haut pouvoir, cela même qu'ils espèrent depuis leurs quinze ans. Quelque petit morceau de pouvoir qu'ils tiennent, ils sont tyrans tant qu'ils peuvent, et même ils sentent très bien que le plus haut tyran soutient les petits tyrans. Cette graine n'est pas si nombreuse ; mais elle fait du bruit. En ces occasions-ci, elle menace, elle insulte ; elle étourdit ceux qui manquent de résolution ; sans compter le respect naturel pour les morts, et le plaisir du spectacle. C'est ainsi que les pouvoirs semblent gagner toujours, et gagnent quelquefois. Nous autres, cuisons et recuisons nos pensées. Bien des choses ont changé déjà, depuis que le cordonnier pense plus loin que son cuir. Et même je me dis quelquefois que le bon sens gagne à être battu, comme le cuir. »

« À ce compte-là, dit Jacques, notre bon sens serait dur comme fer. Et c'est pourtant vrai que celui qui gagne sa vie s'endort bientôt, si les choses vont passablement. Au lieu que la petite armée des ambitieux ne cesse de penser et de ruser ; leur métier, à eux, c'est de penser, d'argumenter, de parler ; tous leurs raisonnements leur sont payés. On n'entend qu'eux ; on ne lit qu'eux. L'autre raisonnement, celui du citoyen qui ne veut point du tout tyranniser, l'autre raisonnement, celui qui juge les pouvoirs, est payé d'injures et de coups de bâton. Le miracle n'est pas que l'on voie un tyran ou deux régner sur des peuples qui ne sont point sauvages. Le miracle c'est qu'il n'y ait pas des tyrans en tous pays. Quand j'étais jeune, je croyais que les pensées justes réussiraient tout de suite. Il m'a fallu du temps pour comprendre que le progrès ne va pas vite, et que c'est déjà beaucoup demander si l'on prétend à être autre chose qu'un pion sur l'échiquier de nos Messieurs. J'arrive comme vous voyez, à une sorte de modération et de philosophie. Le difficile, voyez-vous, c'est d'être modéré sans être faible. On se croit déshonoré si on ne demande pas la lune, et tout de suite. Alors on n'a rien du tout ; et c'est une très vieille histoire. »

« C'est l'histoire, lui dis-je. On acclame le tyran qui a vaincu le tyran. Patience. Le citoyen qui obéit et juge fait à peine ses premiers pas dans le monde. »

Propos de politique (1934)

XIII

L'autre dimanche, comme j'allais

[Retour à la table des matières](#)

L'autre dimanche, comme j'allais mettre mon bulletin dans l'urne, je me disais : « Que fais-tu exactement ici ? Viens-tu gouverner ? Ou ne viens-tu pas te faire gouverner ? » Bien plutôt je me soumettais au nombre, par cet acte symbolique ; et d'autant plus évidemment que mon vote ne pouvait rien. J'en étais assuré d'avance, et je le voyais, sans chercher à le voir, en remarquant que les électeurs prenaient tous leurs bulletins au même tas. J'avais perdu d'avance ; je ne faisais donc autre chose qu'accepter la règle du jeu. Je votais ; c'était une manière de reconnaître que mon choix était de nul effet. D'une certaine manière mon bulletin signifiait que je refusais de penser en mouton ; mais, considéré autrement, il signifiait que j'acceptais d'agir en mouton. C'est quelque chose, car c'est refuser d'être tyran.

En ma jeunesse, et par le lieu de ma naissance, je me trouvai éduqué et civilisé principalement par des royalistes décidés, qui me répétaient qu'un garçon comme moi ne pouvait accepter que l'opinion de l'homme le plus ignorant valût tout juste autant que la sienne. Même si je prenais un moment pour bien fondée cette flatteuse appréciation, l'argument me paraissait faible, comme il me paraît encore aujourd'hui. J'ai une opinion sur la justice et l'injustice ; elle me paraît bonne. Est-ce une raison pour l'imposer à ceux qui

en jugent autrement ? Tous les tyrans répondent affirmativement. Il fallait donc entrer dans la carrière de tyran ; petit ou grand, car il y a des couronnes de toute pointure. Mais, semblable en cela à beaucoup d'hommes, je n'aimais point l'esclavage ni l'humiliation, non plus chez les autres ; et je n'estimais pas très haut la liberté du tyran ; je le voyais surtout dépendant, et comme enchaîné à son trône grand ou petit. Je ne me trompais point. Encore aujourd'hui, quand je pense à un préfet, ou à un ministre, ou même à Napoléon, je me représente un homme lié. Refusant donc d'être tyran, je n'avais d'autre parti à prendre que de persuader la masse de mes semblables, si je pouvais, et si je ne pouvais, de leur obéir. Voter, à le prendre de haut, ce n'est point compter raison, c'est compter déraison. C'est peser déraison dans la balance de force. Et si de toute leur masse ils veulent roi ou guerre, j'aurai roi ou guerre par la nature des choses, comme j'ai pluie ou grêle.

Seulement cette idée est sèche et abstraite ; trop jeune. On découvre chemin faisant qu'il y a bien autre chose à penser et à dire. Il n'est point d'homme qui ne lance à tout moment des messages d'esprit. La juste application d'un proverbe, le fin jugement d'un vaniteux, d'un matamore, ce ne sont point choses rares ; sans compter le bon sens en chaque métier, chose qui rend modeste. Les sentiments vifs, vrais, fidèles, sont encore plus communs partout ; quant aux vertus de courage, de patience, de silence noble, elles sont partout au travail. Montaigne admirait autour de lui des paysans qui savaient aimer, souffrir, mourir, plus simplement et mieux que lui-même. Il est vrai que les mêmes hommes sont aveuglés souvent par les passions, et vaincus par l'animal. Mais les passions sont égales pour tous, et chacun en a fait l'amère expérience. Alors ? Alors, à mesure que l'on connaît mieux ces choses, il est plus facile de se soumettre à l'opinion commune ; le difficile est seulement de la connaître, et de n'en pas juger par les discours des charlatans. Or quel meilleur moyen que ce bulletin sous enveloppe ? Et s'il y a des ignorants et des perroquets, c'est au plus instruit la faute.

Propos de politique (1934)

XIV

Il est clair que plus d'un Américain

[Retour à la table des matières](#)

Il est clair que plus d'un Américain, et d'importance, nous considère comme un peuple turbulent auquel il faut tenir la bourse serrée. Cette position, qui est celle du fils de famille à qui on donne un conseil judiciaire, n'a jamais été mise au jour, parce qu'elle est humiliante. Et elle risque, si elle est connue, et déclarée, de produire par réaction, un effet opposé à celui qu'on en attend. Le citoyen se ruinera en avions, en canons, en états-majors, afin de prouver qu'il ne dépend de personne. Seulement, le créancier connaît plus d'un tour, et nous ne sommes qu'au commencement. Si nous prenions le parti de rester armés jusqu'aux dents et de ne point payer, on verrait peut-être se développer un premier essai de blocus pacifique. C'est un des thèmes possibles de la prochaine histoire. On verrait alors un changement étonnant dans les idées et dans les passions de notre bourgeoisie industrielle et commerçante ; car la puissance de l'argent irrite d'abord, mais bientôt écrase. Quant à l'homme du commun, je ne sais comment il prendrait la chose ; peut-être comme une guerre, où il faut s'obstiner et tenir. Un tel mouvement est naturel, et même honorable. Je n'attends rien de doux ni rien de sage d'un homme humilié. Encore moins d'une foule humiliée.

L'intérêt prépare quelquefois les guerres mais ce n'est point l'intérêt qui fait les guerres, c'est la colère. La colère se calme dans le privé et s'échauffe dans la rue. Nos systèmes démocratiques ont fait voir et feront voir un paradoxe étonnant. Le suffrage secret est modéré, et porté aux compromis, en somme raisonnable ; mais le suffrage public, qui est diffus, qui s'exprime continuellement et partout, est au contraire passionné, de premier mouvement, et vite emporté. Les gouvernants doivent compter avec l'un et avec l'autre. Le suffrage secret leur donne pouvoir, et l'autre les précipite. L'un agit une fois, et puis se tait ; l'autre exerce sans cesse sa pression. Ce sont les mêmes hommes. Mais l'homme est variable. Ses pensées de travail ne sont point ses pensées de dispute. Le matin, devant son bureau ou devant ses outils, il pense en philosophe ; il considère le raisonnable, l'avantageux, le possible. Le soir, en réunion, je dis de quatre personnes, il oublie la prudence. Léviathan se reforme ; Léviathan sent sa force et pense selon sa force. Le progrès ne peut changer cela, pas plus qu'il ne peut changer le cours du sang et des humeurs. Tout l'effet d'une constitution sage est de défaire Léviathan. L'isoloir est un grand symbole.

Est-il si extraordinaire qu'un homme s'occupe le matin à annuler les résolutions martiales qu'il prendra le soir ? Nous ne faisons que cela. La raison n'est rien si elle n'est pas une précaution contre soi. Je sais que je m'irriterai à ce conseil de famille ; aussi je donne mes instructions à l'homme de loi. Tel est le jeu de l'électeur à l'égard de lui-même. Mais ici nous manquons de sages procureurs. Suivez en leurs démarches ces ministres généreux, que nous voudrions aimer, que nous finissons par craindre. Le matin, ils sont arbitres, ils sont justes, ce sont nos têtes, ce sont nos sages. Le soir, ils se battent pour leur compte, ce sont des taureaux piqués. J'en reviens toujours à imaginer une Chambre Haute qui ne se réunirait jamais, dont les membres résideraient chacun dans leur province, jugeraient sur pièces et opineraient par plis cachetés. Plutôt nos avoués que nos avocats. Notre politique serait du matin, non du soir. Ces hommes feraient nos affaires, et nous laisseraient l'indignation. Nous aurions vingt-quatre heures pour les maudire et quatre ans pour les juger. Or, cette sagesse qui toujours transige, je crois que nos chefs l'ont en leurs matinées, qui sont des heures d'isoloir ; mais Léviathan les reprend à cinq heures du soir.

Propos de politique (1934)

XV

On dit souvent que les femmes

[Retour à la table des matières](#)

On dit souvent que les femmes n'ont point le désir de voter. Cela se peut, mais on n'en doit pas faire argument. Les hommes, non plus, n'ont point le désir de voter ; car ils ne s'imaginent point qu'ils font chacun figure de souverain ce jour-là ; ils ne sont pas si sots. Voter, c'est acte de sujet et charte de soumission. Ce n'est que faire entendre de vives plaintes et d'énergiques protestations ; cela n'est nullement agréable, et n'importe qui choisira d'être content. Il est facile d'obéir ; et les pouvoirs ont beau jeu.

La défiance est triste ; la défiance n'est pas aimée. Au contraire, la confiance est le principal bienfait que l'on attend d'un gouvernement. C'est pourquoi, dès que les affaires vont passablement et qu'il n'y a point menace de guerre, les hommes cessent de voter, soit qu'ils s'abstiennent, soit qu'ils donnent blanc-seing aux pouvoirs. Pareillement quand tout va très mal, quand on imagine un danger prochain et inévitable, la confiance est élevée à force de bras comme une arme ; c'est le temps de l'impuissance pour le citoyen, après le temps de l'insouciance. Ainsi tout va par défaites du peuple et triomphes du peuple, une période préparant l'autre. Quand les pouvoirs sont muselés, le peuple s'endort ; les pouvoirs alors se reprennent et s'étendent ; l'infatuation

passé toutes limites ; d'étranges maximes reviennent, sans l'excuse des nécessités. C'est le moment où le citoyen se réveille, et comprend que le moment est venu de voter sérieusement. Ces périodes sont rares et courtes. Il est évident que le métier d'opposant est désagréable et mal payé. Si la ruse et la prudence s'accordaient souvent avec l'ambition, la liberté perdrait toujours.

L'affaire Dreyfus fut admirable par l'imprudence des pouvoirs. Mais ce beau triomphe ramena pour longtemps la ruse dans les conseils de l'État. L'humiliation de se mettre sous la protection du peuple et de reconnaître l'opinion comme suprême loi, ce fut toujours l'école des hommes d'État. La Révolution forma des politiques qui surent mentir, céder, frapper, selon le moment, comme Talleyrand, Fouché et même Napoléon. Ainsi, après l'affaire Dreyfus, nos rois revinrent, mieux instruits par cette rude épreuve ; nos rois qui sont innombrables, qui sont ministres, directeurs, colonels, inspecteurs, chefs de bureau ; et chacun d'eux avait bien senti qu'en découvrant le haut des pouvoirs, ce que presque tous ils avaient dû faire, par l'évidente absurdité de la doctrine officielle, ils se découvraient eux-mêmes, et perdaient beaucoup de leur propre pouvoir adoré. Il y eut donc une période de sourde méditation politique, un changement lent et très bien ménagé, qui coïncida avec un sommeil du peuple, trop assuré sur sa victoire. On chercha appui dans le danger extérieur et dans le danger intérieur, et ce travail, cette fois mieux conduit, devait amener une sorte d'empire à mille têtes, et la guerre, par une sorte d'ivresse des pouvoirs.

Nous n'avons pas encore l'esprit lucide ; les suites maintiennent nos idées dans l'état de confusion. Deux opinions circulent ; l'une que la plupart des hommes politiques accueillent favorablement, c'est que le citoyen n'est point juge, et qu'il peut seulement choisir ses maîtres ; l'autre, qui naît spontanément dans les masses, et qui paralyse souvent même les caractères les plus énergiques, c'est que le vote ne mène à rien et ne change rien ; ce qui d'un côté, ramène les méthodes révolutionnaires, et, de l'autre, rompt l'alliance des violents et des prudents, seule ressource des uns et des autres.

Où donc la sagesse ? À comprendre, d'après ces coûteuses expériences, qu'il ne faut jamais s'endormir, mais au contraire jouer continuellement et obstinément ce jeu ennuyeux des comités et des réunions publiques, afin d'éviter de plus grands maux. On dit, et ce sont les pouvoirs qui le disent, que la femme ne s'intéresse pas à l'agitation politique et que c'est très bien. Évidemment, c'est un ennui de moins pour les femmes ; mais c'est un souci de moins aussi pour les pouvoirs ; car l'indifférence où se trouvent les femmes est une des causes principales qui détournent l'homme de son pénible métier de citoyen pensant. Il n'est point dit que le vote des femmes changerait quelque chose dans l'opinion, et ce n'est peut-être pas cela qui importe ; l'opinion est assez éclairée sur ce qu'elle veut et ne veut pas ; seulement elle n'agit pas avec vigueur et confiance. La réforme électorale donnerait sans doute aux mêmes opinions comme un sang nouveau. C'est pourquoi j'appelle les femmes au secours, et je ne demande pas si cela leur plaît.

Propos de politique (1934)

XVI

Que l'on maudisse la Russie des Soviets

[Retour à la table des matières](#)

Que l'on maudisse la Russie des Soviets, du moment que l'on a pris parti pour les tyrans, cela est naturel ; et même je ne méprise point. De temps en temps, je relis *Le Pape* de Joseph de Maistre, ou quelque livre de ce style-là, afin de revoir l'ensemble des raisons très cohérentes qui se développent fortement dès que l'on considère la masse des travailleurs comme un ennemi capital. Mais qu'on juge cette même Russie d'après des erreurs trop visibles, quand on se dit soi-même ami du peuple, cela ne me paraît pas beau. Romain Rolland a fait entendre sur ce sujet une noble remontrance, en homme qui sait ce que fut notre Révolution, qui apprécie les difficultés, l'urgence, et enfin les sursauts de la force au travail sous l'éperon de l'intelligence seule. Ce sont des choses qu'il faut dire et redire.

La vengeance est, comme on dit, le plaisir des dieux ; cela coûte très cher. Il y a un excès de misère, d'esclavage et d'injustice qui rompt enfin le lien des armées, si bien conçu, si bien noué, si coulant pour étrangler celui qui résiste. Il n'y a guère de chef qui n'ait éprouvé, aussi bien chez nous, cet amer sentiment de la haine reçue de mille regards qui n'ont pas peur. Et, pour ma part, je me suis guéri d'ambition par la seule vue des suites. Aussi j'estime

enfantin qu'un pouvoir qui s'adore s'étonne de la révolte comme d'une injustice et d'une ingratitude. La révolte est un retour des forces, et je comprends que l'esclave y trouve d'abord son plaisir. Mais, après le grand nettoyage, il se trouve jeté en utopie, non pas par le système de quelque rêveur, mais par la nécessité même ; car, tout étant à refaire, il faut ajuster à neuf les pièces de l'état, et d'après la raison il n'y a point d'autre moyen, et c'est un effrayant moyen.

Il n'y a peut-être pas, dans les pays de santé passable, et où presque tout va de soi, un ministre qui use de sa raison cinq minutes par an. Bien plutôt il cherche des précédents et des arrangements, selon la coutume, et d'après le moindre trouble possible. En notre relèvement financier on a vu à l'œuvre des moyens très simples, et qui n'étaient pas tirés d'un système. Le système, c'est la ruine. C'est la ruine, non pas seulement parce que les choses de société sont difficiles à connaître, mais parce qu'une constante application de la raison jette aussitôt dans un état de fatigue et d'irritation que la nature humaine ne peut porter. Le premier article d'un bréviaire du gouvernement, c'est une paresse héroïque.

Un pays qui a tout brisé, qui n'a plus que des hommes neufs et des lois neuves, se trouve condamné au travail de penser jour et nuit, et d'organiser toutes choses d'après un modèle conçu par l'intelligence. Telle est l'utopie réelle, on pourrait dire l'utopie pratique, non pas celle qui fut rêvée, mais celle qui s'impose ; et c'est à peu près comme si un homme avait à régler par le calcul de la prévision tous les mouvements d'instinct par lesquels il se nourrit, se tient debout, respire, marche et parle. Nous avons connu ces choses au temps des assignats, mais autres ; nous n'avons point cette multitude d'ingénieurs, ces mécanismes si promptement déréglés, ces abstraites communications, ce crédit à longue et rapide portée, cette presse, cette publicité, ces hauts-parleurs, ces écrans à projections animées, qui, en étendant les moyens, grossissent les erreurs et offrent de dangereux remèdes. Il est effrayant de penser que des conseils de spécialistes délibèrent alors sur tout, que les pouvoirs règlent tout et surveillent tout ; que la matière, qui est ici la masse humaine, est informe et à l'état de chaos ; qu'il s'agit de créer, et que la vie, qui toujours mange, n'attend pas seulement une minute. Je ne sais par quel bonheur, dont je serais bien fier si je l'avais mérité, je reçois les bulletins de propagande de la République Soviétique. Cela est touchant et beau, cela est impossible, et cela est pourtant à demi réel. L'utopie, c'est-à-dire l'organisation abstraite, touche presque terre ; tout un peuple est à l'école ; tout est soumis à la méthode de Descartes, Descartes en aurait pris de l'épouvante ; mais il ne s'agit pas d'avoir peur ; il faut organiser à tout risque, et c'est aussi pressant que de manger. Jamais encore le génie humain ne s'est vu à une telle épreuve. La somme d'erreurs et d'injustices qui en peut résulter ne m'étonne point ; j'admire plutôt la durée seule de l'état révolutionnaire comme la plus grande merveille que l'on ait vue.

Propos de politique (1934)

XVII

Une idée que je crois fausse

[Retour à la table des matières](#)

Une idée que je crois fausse, et à laquelle s'attachent souvent les partis les plus opposés, c'est qu'il faudrait changer beaucoup les institutions et même les hommes, si l'on voulait un état politique passable. Ceux qui ne veulent point du tout de réformes y trouvent leur compte, car ils effraient par la perspective d'un total bouleversement ; ainsi, ne voulant pas tout mettre en risque, on ne changera rien. Et, d'autre côté, les révolutionnaires essaient de faire croire la même chose à leurs amis, les détournant avec mépris des demi-mesures. Or nous vivons de demi-mesures. Il n'y a pas beaucoup de changement d'un homme qui met un cache-nez à un homme qui s'expose au froid ; et pourtant les suites peuvent aller fort loin. Un homme attaqué ou seulement insulté viendra très vite aux mouvements de brute, et oubliera aisément la règle qu'il approuve en son ordinaire : « Tu ne tueras point. » Mais détourné seulement d'un mètre l'insulté ou l'insulteur, tous deux resteront en paix. Au reste nous voyons rester dans la paix, et s'en accommoder très bien, des hommes qui feraient vigoureusement la guerre, une fois qu'ils y seraient entraînés. Les héros du dernier massacre étaient des hommes aussi tranquilles que ceux que nous voyons maintenant aller à leurs affaires, attentifs à ne bousculer personne, et s'arrêtant même pour un enfant qui pleure. L'entraînement et

l'emportement font presque tous les maux humains. Ces sombres instincts de domination et de meurtre, que l'on décrit d'après les effets, sont des fictions scolastiques. Il n'y a point d'autre férocité, en la plupart des hommes, que ce puissant système d'os, de muscles et de nerfs, qui s'irrite si promptement par sa propre action. La paix et la guerre se feront par les mêmes ressorts.

Les grands corps que l'on nomme nations sont de même, et encore plus évidemment. Car on peut encore parler avec vraisemblance d'un homme méchant ou brutal. Mais qui voudrait dire qu'il y a des nations méchantes ou brutales ? Celui qui a fait commerce ou hospitalité avec d'autres peuples dira toujours qu'il a trouvé la même paix et le même droit partout où il n'y a point de peur. En revanche dès que la peur fait croire à la nécessité de combattre, il n'y a point de peuples doux, et vous trouverez que les plus paisibles seront redoutables dans l'action. Il ne faut point croire que les méchants font la guerre, pendant que les bons les regardent avec horreur. Ce sont les mêmes hommes qui font la guerre et qui aiment la paix. Et les vertus de paix, comme résignation, obéissance, dévouement, éclatent dans la guerre. D'un régime à l'autre il n'y a point tant de différence, si l'on regarde bien. De petits changements assureront un an de paix, et encore un an, et cela peut durer sans fin. De la même manière une étincelle peut incendier dix maisons ; mais en revanche, comme disait un homme du métier, il n'est guère d'incendie en son commencement qu'un seau d'eau ne puisse éteindre.

En suivant cette idée, je conçois aisément une société meilleure qui ne diffère pas beaucoup de l'ancienne. Composée des mêmes hommes, oui, des mêmes barbares, j'entends des cerveaux, des cœurs et des muscles comme ils étaient il y a dix mille ans, comme ils seront toujours ; avec des marchés, de l'argent, des temples, des écoles, des chefs, des riches, des ambitieux, des paresseux, des brutaux, comme on a toujours vu. Avec l'ignorance de presque tous, avec la vanité de tous, avec cette mobile imagination qui les porte à tout croire et à tout craindre ; avec la naïveté et la colère de l'âge de pierre ; enfin, avec tout ce qui a fleuri dans l'an de malheur de 1914, et par des changements à peine perceptibles, je crois qu'on peut faire une société pacifique, juste et sage, non pas absolument, mais bien au delà de ce que les réformateurs à systèmes nous font espérer.

Tout pouvoir est méchant dès qu'on le laisse faire ; tout pouvoir est sage dès qu'il se sent jugé. Si l'opinion savait ce qu'elle peut, nous aurions des rois d'Yvetot. Tous les maux viennent peut-être de ce que le citoyen, comparant l'épaisse et lourde force publique à l'impalpable jugement de l'opinion, dit et croit qu'on ne peut rien que par des mouvements catastrophiques. D'après cela, l'homme moyen craint autant les remèdes que les maux, et se défend à lui-même de parler et de penser. Ce pessimisme finit par avoir raison, car il engendre les maux qu'il craint.

Propos de politique (1934)

XVIII

Il faut lire l'adversaire

[Retour à la table des matières](#)

Il faut lire l'adversaire ; et encore choisir le penseur le plus fort. Autrement nous n'aurons que des idées molles. Je trouve dans Joseph de Maistre cette pensée : « Les fautes des gouvernements sont les fautes des peuples. » D'où je concluais que tous les gouvernements sont bons, pourvu que l'homme moyen n'oublie pas de penser droit et de parler droit. Il est sûr que l'état-major parle assez bien de la paix. Cela prouve qu'il y a présentement un fond d'opinion dont le murmure se fait entendre. Je voudrais seulement que le citoyen se rendît compte de son pouvoir, et qu'ainsi le murmure se traduisît en claires paroles. Faute de quoi on risque de s'attendrir sur le bon roi que voilà, et de s'y fier. Il n'y a point de bon roi, et le bon sens n'est pas là-haut. Même les députés, et à plus forte raison les ministres, sont sujets à une petite fièvre qui leur est propre, et qui tient à la concentration des importants, formation politique qui n'a ni droite ni gauche, et qu'il faut calmer sans cesse par une fumigation de bon sens.

Comment donc parler aux pouvoirs ? J'imagine un discours du citoyen. À qui ? À tout homme qui commence à s'élever, et, comme on dit, à se gonfler, admirable métaphore prise des ballons aéronautiques. Dans le moment qu'ils commencent à tirer sur les cordes, il faudrait rappeler les vraies maximes du

gouvernement, que les gouvernants sont sujets à oublier. Leur dire ceci par exemple : « Messieurs les ballons, si nous payons les enveloppes, le gaz et les accessoires, ce n'est certes pas pour vous dire ce que vous verrez de là-haut quand vous y serez. À chacun son métier ; et nous ne jugeons même pas les raisons de l'agent à bâton blanc. Seulement, comme nous jugeons aisément des effets, et par une expérience dont nous faisons les frais, il nous est bien permis de dire pourquoi nous vous envoyons là-haut. Vous avez charge de notre sûreté. Vous alliez le dire, et vous le dites souvent ; mais j'ai remarqué que vous ne l'entendez pas tout à fait comme nous.

« Sur l'ordre intérieur et la paix des rues, nous sommes à peu près d'accord. Quand il s'agit d'empêcher le tumulte, le pillage, les rixes, l'assassinat, le vol ou le choléra, vous faites de votre mieux, et nous vous donnons, remarquez-le, un large crédit. Il vous est permis de vous tromper sur les moyens, tant qu'il est évident que vous ne vous trompez pas sur la fin. C'est pourquoi vous nous voyez obéissants ; et pour ma part je souhaite qu'il suffise à l'officier de police de tracer une ligne à la craie pour que personne ne passe. Cessez donc de représenter l'obéissance comme la condition première de l'ordre ; cela nous l'avons compris, et même nous l'avons prouvé en des circonstances dangereuses pour nous.

« C'est à la guerre que je fais allusion ; et je vous demande d'étendre votre sollicitude, et votre bâton blanc, jusqu'aux dangers de la guerre. Certes, quand vous immobilisez des files de voitures, vous avez pour fin d'empêcher qu'elles s'accrochent et se défoncent. Vous veillez sur nos membres mieux que nous-mêmes, et c'est très bien. Un peu d'attention maintenant s'il vous plaît aux accrochages entre nations. Car votre fin à vous, Messieurs les ballons, qui voyez de haut et qui voyez loin, est de les empêcher ; or on dirait quelquefois que vous travaillez surtout à les préparer. Et ne dites pas que vous vous y préparez parce que vous les voyez venir. Un préfet de police ne dit point : « que les voyageurs se préparent à être déchirés, défoncés, écrasés, hachés, brûlés, car je prévois de grands embarras de circulation ». Ce discours ferait rire, car le métier de police est d'empêcher cela même. Par le même raisonnement, mettez-vous bien dans la tête que votre métier de chef est de nous conserver la paix. Vous essayez toujours d'en appeler à nous, et de nous faire juges des moyens ; mais ce n'est pas notre affaire. C'est à vous de régler les moyens sur la fin, et de ne pas nous dire à la façon de Gribouille, après quatre ans de massacre : « Citoyens, votre sécurité était en péril vous étiez menacés de mutilations et de mort, sans compter la ruine. Eh bien, j'ai pris des mesures, et votre confiance n'a pas été trompée voici des ruines, voici des tombes par milliers de milliers, voici des jambes de bois, des gueules cassées, des aveugles, des orphelins, sans compter le franc à quatre sous. J'avais promis de veiller à votre sécurité ; et vous voyez que j'ai tenu ma promesse. »

Propos de politique (1934)

XIX

Le camarade socialiste m'a dit

[Retour à la table des matières](#)

Le camarade socialiste m'a dit : « Oui, je suis contre la participation. Et les raisonnements que j'entends, tous fort bien conduits, ne m'ébranlent point ; c'est qu'ils sont à côté de la question. On me demande si je laisserai l'adversaire gouverner, et seulement par nos divisions, seulement par notre irrésolution. Et moi, qui ai vu tant d'hommes transformés et je pourrais dire annulés par le pouvoir, croyez-vous que j'aie hâte de changer nos amis les plus précieux en des Excellences accablées de travail, et occupées à des soins de police, trompées et humiliées par des subalternes, forcées de les couvrir, et passant leur temps, en somme, à de courtes pensées ? Ce vieux mirage, qui a trompé les hommes pendant des siècles, et qui les conduit à remplacer de mauvais rois par de bons rois, ce vieux mirage, nous n'en sommes plus dupes. J'ai remarqué ce que vous dites souvent, qu'il n'y a pas de bons rois. Cela répond à quelque chose que le métier enseigne à chacun. Qu'un ébéniste soit un homme de bien, cela ne change pas beaucoup la colle, ni le fil du bois, ni l'art de faire courir la scie. J'ai idée que le gouvernement est un métier aussi. Si on le méprise, on se fait moquer de soi ; si on l'apprend, eh bien, c'est toujours scie, colle et fil de bois. Ce serait beau d'inventer un vernis ; mais on se trompe, et on y perd de l'argent. L'homme de métier est prudent et conservateur. Vous parliez d'apprentissage ; vous paraissiez regretter que nos

meilleurs hommes ne soient pas sous-secrétaires dans quelque coin de l'atelier. Or, justement je crains l'apprentissage ; je le crains parce que je le connais ; on y apprend d'abord à respecter et à imiter les anciens ; on reçoit des gifles si on gâche une belle planche ; on y prend cet air souffrant que donne la lutte véritable. Nos jeunes politiques, ceux qui touchent d'une manière quelconque à l'outil, apprennent en même temps l'art de dissimuler les marques de l'apprentissage, et cette parade du coude contre les gifles ; mais ils ne me trompent point. Dans toutes leurs apparences de sous-maîtres, il y a du chien battu. Je fais de mon mieux, semblent-ils dire, et je n'ai que des reproches ; de droite, de gauche, du dessous, du dessus, c'est un concert infernal contre l'apprenti ; sans compter que je fais des sottises ; on m'en fait faire. Il y a des farces d'atelier dans ce métier-là, comme dans tous les métiers. Un vieux gros, que je voudrais mépriser, en trois mouvements aplanit le nœud ; et je lui dis merci. Tel est le vrai discours, qu'on ne fait jamais, et que je devine toujours. En résultat nous gagnons un préfet de police qui ressemble à tous les préfets de police, et nous perdons un ami ; j'entends un rude ami, qui juge librement de tout, et qui ne craint rien au monde. »

« Thèse anarchiste, lui dis-je. Vous vous retirez dans l'opposition, et les ennemis du peuple gouvernent pendant ce temps-là. »

« Eh oui, dit-il, c'est la vieille histoire. Mais d'où vient qu'elle tourne à mal ? De ceci que les amis du peuple, les meilleurs, les instruits, les juges, les éloquents, sont touchés les uns après les autres par le microbe de la participation. C'est exactement comme s'ils passaient à l'ennemi avec armes et bagages. Le peuple est continuellement décervelé. J'ai vu la même chose à la guerre, quand un bon camarade arrivait au grade de sergent ; on reconnaissait encore quelquefois ses yeux, qui demandaient pardon, mais c'était un autre homme. Je ne sais si je rêve, toutefois je voudrais ce qu'on n'a encore jamais vu, une élite qui n'ait point de pouvoir, ni de galons, enfin, qui ne soit rien qu'élite, à peu près comme était Jaurès, qui ne pouvait rien que juger, et qui eut pourtant l'honneur d'être assassiné tout comme un roi. Supposez vingt ou trente Jaurès, assis tranquillement à leur poste de juge. On ne les aurait pas tués tous ; le peuple avait une tête, le peuple avait une pensée. C'est cela qui a manqué ; nos hommes étaient secrétaires d'État, ils faisaient le métier ; ils varlopaient. Et quels copeaux, Seigneur ! Quel sang ! Mais voyons, camarade, est-ce que ce n'est pas le vrai de l'homme, de résister au pouvoir, de réveiller les hommes de métier, préfets, généraux, comptables, balayeurs, en montrant les effets, en montrant les abus. Eux, ils n'ont qu'une réponse, ils nous tendent le balai. Mais non ! je ne suis pas balayeur, et je veux des rues propres ».

Propos de politique (1934)

XX

Il y a de la comédie dans la politique

[Retour à la table des matières](#)

Il y a de la comédie dans la politique , et il n'en peut être autrement. Le métier de gouverner et de contrôler est ennuyeux. Mais quel bonheur d'intriguer, de rallier, de faire des serments ! Quel bonheur surtout d'entrer en scène, revêtu de son propre personnage ! Et je comprends que l'on aime mieux tomber que changer de rôle. Ce que je regrette dans les radicaux, c'est qu'ils ne soient pas assez Fracasses dans leur emploi. La modération a pour elle l'ordre, la sûreté, Patrie d'abord ; où je vois de la comédie, mais de la bonne foi aussi ; un acteur est de bonne foi. Les communistes récitent un rôle ; ils parlent en vaincus ; c'est une manière. Quant aux socialistes, ils ont trouvé leur personnage, qui est long et maigre, et premièrement intellectuel, et donc ironique ; ils braquent sur ces hommes si proches une sorte de télescope renversé, qui rend les choses petites et lointaines ; tous les autres, en écoutant ce discours astronomique, se sentent de peu et déjà morts. Au fond le beau rôle, le grand rôle appartient au radical, car le radical parle au nom de l'Homme. Liberté individuelle tout de suite, égalité tout de suite, justice sans attendre, refus à la tyrannie, d'où qu'elle vienne, refus aux forces, d'où qu'elles viennent. Mais ces thèmes magnifiques veulent un certain volume de la voix et un tour de poitrine. Nos amis font cette faute d'imiter un peu tous les autres. Ordre,

patrie, prolétariat ; budget, outillage, instruction ; ils voudraient s'unir aux autres, s'accorder aux autres ; ils ne savent pas se séparer ; leur réplique, c'est la réplique de l'autre. Il faudrait un Conservatoire des doctrines et de la déclamation radicales.

Au fond, ils ne savent pas porter le mépris ils ne savent pas s'en envelopper comme d'un manteau. Pelletan et Combes allaient au devant ; ils savaient faire le fossé entre eux et toutes ces élites, ils savaient dire à tous ces bacheliers, licenciés, et docteurs en politique : « Vous mourez d'envie de nous jeter par terre ; vous le pouvez ; vous vous êtes comptés. Eh bien, osez donc ! » C'est que le peuple des hommes était derrière eux, le peuple qui attend depuis des siècles que l'on parle d'autre chose que de lui passer la bride et de le conduire où il ne veut point aller. Or, le peuple a eu un petit espoir, et il est en train de le perdre. La foule a des représentants, l'individu n'en a point.

Cela encore est du théâtre, j'en conviens, et je parle en régisseur de la scène. Il me paraît que dans les coulisses le travail politique se fait passablement. L'esprit de parti cède devant l'esprit de contrôle, qui est une chose neuve. Dès que l'on ouvre un livre de comptes, il faut refaire les additions ; un raisonnement faux périt devant vingt personnes ; la froide interpellation des commissions est de plus en plus redoutée. La résistance a ses traditions, sa scolastique, ses inviolables textes : tous ensemble, et par leurs disputes mêmes, exercent une puissante et constante opposition ; et les plus enragés de despotisme se trouvent défenseurs de la liberté, et éplucheurs de tous ces comptes sans visage, qui sont et furent toujours nos maîtres. En sorte que l'opinion silencieuse trouve tout de même passage, comme il paraît dans la politique extérieure, et même dans l'intérieure. Par exemple, les passions, au moins celles qui sont avouées, déclamées, contées, seraient moins favorables qu'au temps de Waldeck, de Jaurès, de Pressensé, à la révision d'une nouvelle affaire Dreyfus ; seulement, une telle affaire ne se produirait point ; elle suppose une audace, un cynisme dans les pouvoirs bureaucratiques, qu'on ne trouverait plus ; et aussi une paresse du jugement, un sommeil du contrôle immédiat, qui sont du passé presque autant que la Bastille ou les bons à vue sur le trésor. La tyrannie a pris une autre forme ; elle n'ose plus dire son nom. C'est qu'il manque, dans le mélodrame, le grand rôle et les répliques essentielles. Craignons l'accord.

Propos de politique (1934)

XXI

Le communisme est un régime naturel

[Retour à la table des matières](#)

Le communisme est un régime naturel que nous avons tous connu, car c'est le régime de la famille. Nul n'a rien en propre, et chacun reçoit selon ses besoins. Le pouvoir même y est en quelque sorte indivis. Dans la puissance paternelle le fils reconnaît sa propre puissance. Le père est absolu en ses fonctions propres, qui sont les travaux extérieurs et les échanges qui s'y rapportent. La mère est absolue en ses fonctions propres, qui sont les travaux domestiques et tous les genres de commerce auxquels ces travaux donnent lieu. Les attributions se trouvent partagées, et sans aucune loi écrite ni aucune constitution jurée. Le père parle au fils : « Tu as entendu ce que dit ta mère ? » La mère, en d'autres cas : « N'oublie pas ce que ton père t'a ordonné. » L'intercession de la mère est une grande chose qui a passé, à bon droit, dans la mythologie populaire. Enfin tout va, et sans aucune charte. La tyrannie, l'usurpation, la révolte sont des exceptions, et contre nature. Mais pourquoi ? C'est que les sentiments y sont soutenus par la communauté biologique. Il n'y a pas ici de droit, et même la revendication de droit y est injurieuse. Par exemple, entre frères, et la famille déjà dissoute, les partages selon le droit sont irritants ; c'est qu'on regrette l'heureux temps où le sentiment réglait tout. Aristote dit que le sentiment est ami du don et ennemi de l'échange.

D'où l'éternelle idée de transporter dans la société politique ces beaux liens de pouvoir éclairé, d'affectueuse obéissance, et d'égards mutuels. Mais les métaphores ne changent point les choses. On dit que les hommes sont tous frères, mais cela n'est point. Cette communauté de sang, cette vie d'abord protégée par un double pouvoir reconnu et aimé, c'est justement ce qui n'est point entre deux hommes qui n'ont pas le même père et la même mère. On peut imiter le sentiment fraternel, et cet effort est beau, soit dans l'amitié, soit dans le voisinage, soit dans l'exercice de la charité universelle, mais il y manque la matière première, que la nature seule peut fournir, et que rien ne peut remplacer. Au reste il est déjà rare que deux frères, véritablement frères, s'aiment assez pour ce beau genre de partage qui est un don total et réciproque.

Un bon roi est le père de ses sujets. Belle métaphore aussi ; mais cela n'est pas. Le roi devrait gouverner en père ; mais il n'est pas père. Le lien de nature manque. L'orgueil et la colère ne sont point tempérés assez par l'amour, et notamment par l'amour conjugal, si puissant au commencement pour éduquer l'amour paternel. La reine peut bien être dite la mère de son peuple ; mais elle ne l'est point réellement. Cet amour hautement mystique qui résulte d'une vie d'abord commune absolument, quand le petit n'est qu'une partie de l'organisme maternel, ne peut évidemment être imité par raison ; l'esprit ne peut pas tant. Ainsi l'intercession de la reine ne s'exercera point comme celle de la mère. Les sujets voudront une charte et des garanties ; ils n'auront pas tort. Et, d'un autre côté, le roi ne peut compter que ses sujets l'aimeront comme un père ; les sentiments naturels ne se transportent point. Les liens de chair et de sang sont animaux, soit ; mais toujours est-il qu'ils sont de chair et de sang. Comte remarque que les sentiments les plus purs sont aussi les moins énergiques. Ainsi, avec une fraternité sans les racines, ou une paternité sans les racines, nous travaillons vainement à former une famille métaphorique, qui comprendrait des hommes que nous ne verrons jamais ou qui ne sont pas encore nés. Au contraire la sagesse est de respecter alors toutes les précautions du droit, qui soutiennent un sentiment éminent, mais proprement anémique. La justice n'est point l'amour ; elle est ce qui soutient l'amour quand l'amour est faible, ce qui remplace l'amour quand l'amour manque.

Propos de politique (1934)

XXII

Pilate tue l'esprit

[Retour à la table des matières](#)

Pilate tue l'esprit. Au lieu de le mettre en croix, il met une croix dessus ; mais c'est toujours la même opération ; toujours à refaire ; et l'on n'a pas assez de croix. C'est qu'il naît tous les jours des hommes nus, qui se mettent à chercher l'esprit en eux, et à s'instruire de tout, et à juger de tout. Et comme dit Pilate en ses bons jours « C'est très bien d'aimer le vrai et le juste mais si on ne trahit pas, cela ne mène à rien ». Toute la culture, si elle est conduite comme il faut et d'un pas militaire, arrive à demander au Christ importun : « Qu'est-ce que la vérité ? » À partir de là, on est suffisant, mot admirable ; on est un autre homme. Christ est mort, Pilate est né. Or, tout irait parfaitement bien, comme Pilate l'entend, si l'on pouvait être sûr d'avoir tué l'esprit. Mais les esprits reviennent, comme on dit.

« Je suis un réalisateur. » Cela sonne faux ; car jamais on ne réalisa sans géométrie. Ne plus croire qu'aux forces, et compter seulement les résultats, cela est creux. Au contraire, juste est un mot qui sonne fort ; on dit : un esprit juste. Une machine doit être ajustée. Quel bonheur si on pouvait ajuster sans l'esprit juste, ou si seulement l'on pouvait garder l'esprit juste et mépriser la justice ! Mais la justice reniée fait crouler le tout. Voyez. La guerre ne cesse de mourir de cette intime maladie ; car la pensée de guerre est que la force règle tout, et qu'elle suffit ; or la guerre a besoin d'un peuple de justes ; et si

l'intérêt était la règle de nos actions, qui donc combattrait ? Pensée de Pascal, effrayante : « Il ne faut point dire au peuple que les lois ne sont pas justes. » D'où un mensonge forcené. Il faut toutes les ressources de l'esprit pour tuer l'esprit. Mon cher Pilate, c'est plus sérieux et difficile que vous ne croyez, de sauver justement en soi ce qu'il faut d'esprit pour gouverner contre l'esprit ; et de sauver dans les autres ce qu'il leur faut d'esprit pour se laisser gouverner ; juste assez, pas plus. Vous y perdrez votre belle humeur.

Remarque étrange, les choses sont encore plus exigeantes que les hommes. Dans le fait, Pilate n'est bon à rien ; il ne saurait pas cultiver un champ de choux, ni un champ de caoutchouc. Les entreprises sur les choses ne réussissent que par l'esprit, j'entends par cet autre champ, petit ou grand, où l'esprit est cultivé comme la première des valeurs. Le vrai et le juste sont de puissants outils ; on le nie, et dans le même moment la chose vient témoigner. Platon remarquait que c'est seulement par la justice qu'une bande de brigands est forte ; et encore, les brigands ne produisent point. Qui produit ne peut écraser tout à fait la pensée sous le désir. Qui organise estime l'ordre plus que son propre pouvoir. L'ambitieux qui n'est qu'ambitieux fait pitié. Ce qui me frappe dans ces grandes entreprises dont Pilate voudrait bien se laver les mains, ce n'est pas l'absence de scrupules, ni l'audace et la suite dans le désir, mais c'est le creux de l'entreprise elle-même, l'absence du savoir réel et des réels moyens, une intrigue dans le vide, qui cherche à détourner vers soi la richesse commune, mais qui ne l'augmente pas. En guerre comme dans les affaires, il faut recruter à tout prix des hommes qui honorent l'esprit. Vouloir avec cela les tenir esclaves, c'est la folle entreprise. Et c'est la même d'instruire le peuple afin qu'il serve mieux. Vous voulez un mécanicien qui voie clair dans la machine et qui ne voie point clair dans votre jeu. Vous voulez un peuple dévoué, c'est-à-dire qui estime en vous ce qu'il méprise en lui-même. Mais l'esprit remonte ; l'esprit soulève la pierre, si bien scellée qu'elle soit. « Aux vertus qu'on exige d'un bon domestique, combien de maîtres seraient capables d'être valets ? » Ce trait d'esprit a mordu jusqu'à l'os. L'esprit au plus bas, sous la pierre, c'est là qu'il prend force. Attendez seulement trois jours. Sur ce thème, que chacun se fasse à lui-même son sermon de Pâques. Ce sujet est toujours neuf, comme le printemps est toujours neuf.

Propos de politique (1934)

XXIII

Léviathan est étrangement bâti

[Retour à la table des matières](#)

Léviathan est étrangement bâti. Je lui vois un corps énorme et athlétique, également propre aux travaux de la force et de l'adresse ; de noueuses mains, mais capables aussi de sculpter et de peindre ; et en ce grand corps une admirable circulation de nourriture et de déchets. Entendez que ce grand corps est fait d'hommes de tous métiers, terrassiers et balayeurs, chimistes et physiiciens, qui tous travaillent, savent très bien ce qu'ils savent, et le plus souvent savent ce qu'ils disent.

Au-dessus de ce corps puissant et équilibré, j'aperçois une toute petite tête qui parle continuellement de tout, et jamais ne dit rien. Elle parle de finance, et le banquier se moque ; elle parle de traités et d'arrangement entre les nations, et le commerçant se moque, lui qui ne cesse de discuter, de promettre, d'exécuter, en rapport avec des hommes de toute langue et de tout climat. La même petite tête parle de police et d'ordre public, et le veilleur de nuit se moque. Elle parle de construire et de produire ; alors l'entrepreneur rit tout à fait. Ne croyez pas que cette petite tête ne sache rien ; il y a une chose qu'elle sait très bien faire, c'est parler en mangeant. Art charmant, qui dissimule très bien l'animal. Et en somme, les choses vont passablement, par la santé du grand corps, tant que cette petite tête n'exerce sur les mouvements et sur les

travaux qu'une action imperceptible. Et c'est bien ainsi qu'un homme vit selon sa nature ; car ses opinions ne changent guère sa manière de respirer, de digérer, de marcher ou courir, ni ses amours, ni son humeur. Et pourtant quelle proportion, dans l'individu, entre la tête et le corps ! Quelle communication constante ! Quelle modération des opinions par les travaux

La tête de Léviathan est, relativement à son immense corps, bien plus petite ; elle est aussi plus séparée, et comme portée par un cou de cigogne. Haut perchée donc, et habitée de grêles paroles. On la salue ; on ne marchande point le respect à ce chef qui ne décide jamais.

Qui, cela va bien, jusqu'au jour où Léviathan doit se mouvoir d'ensemble contre quelque autre Léviathan. Les petites têtes mènent d'abord la querelle comme elles mènent tout, sans savoir de quoi elles parlent. Ordre de colère est donné au grand corps, et par cette petite tête qui ne ferait pas peur à un enfant. Et, dès que Léviathan se sent pris de colère, c'est merveille comme il regarde à sa petite tête. Comment autrement ? Le propre des passions est de donner importance aux pensées faibles. Et, parce que le grand corps exécute à merveille des ordres abstraits, chacun selon son métier maniant l'explosif, la machine, la pioche, ou l'arme, on voit, par les décrets de la petite tête, de terribles effets, dont la petite tête ne formait et ne forme nullement l'idée. « Ne pas reculer d'une semelle. Reprendre coûte que coûte le terrain perdu. Trouver des responsables, et les punir. » Ces ordres sont aériens, abstraits, impossibles ; la petite tête se garde bien d'approcher un peu pour voir ce qui se passe, toujours retirée en quelque lieu paisible où elle puisse exercer son art favori, de parler en mangeant. Cependant les hommes de métier empoignent chacun leur outil, et piochent comme ils peuvent, de façon que les ordres impossibles prennent une réalité terrible, réalité que jamais la petite tête ne connaîtra. « Il faut savoir sacrifier vingt-cinq mille hommes » dit la petite tête. Cependant l'homme de métier, misérablement replié sous les décombres, ou s'efforçant de courir dans deux pieds de boue, essaie de faire de bon cœur le sacrifice de lui-même, et il trouve que c'est dur. Toute son attention s'emploie à rassembler ses forces et son courage pour un bond de deux mètres. Et l'on se demande pourquoi un tel régime prendrait fin. Les hommes arriveront-ils à se méfier de cette redoutable petite tête ?

Propos de politique (1934)

XXIV

Au fond nous n'avons d'autre maître

[Retour à la table des matières](#)

Au fond nous n'avons d'autre maître que la nécessité extérieure ; et il ne reste plus, de l'inégalité ancienne, qu'un déguisement de vanité ; et encore personne n'y croit. Il n'y a pas un homme peut-être sur la terre qui ose dire à d'autres : « Obéissez, car tel est mon bon plaisir. » Au contraire vous voyez que le chef parle toujours au nom de la nécessité. « La situation l'exige, dit-il, et ce n'est pas moi qui l'ai faite, ni qui l'ai voulue ; je ne l'approuve même point ; mais je vous demande obéissance afin que nous évitions des maux plus grands. » S'il n'y avait pas d'ennemi en armes, ou cru tel, qui donc se soumettrait à la discipline militaire ? Et si l'agent levait son bâton pour une ou deux voitures, dans des avenues presque désertes, on se moquerait de lui ; et lui se moquerait de lui-même.

Il n'y a peut-être pas un homme qui ait la prétention d'être plus éclairé ou plus sage qu'un autre. On raconte qu'il y eut des rois et des princes. Pour mon compte, je n'en ai point vu. Cherchez parmi les princes de ce temps, qui sont banquiers et meneurs d'affaires ; en trouverez-vous un qui se vante de prévoir les mouvements de la Bourse, ou la vente d'un produit ? Je les devine plutôt modestes, et même timides. Les chefs de guerre aussi ; nul ne s'est vanté

d'avoir des lumières supérieures. Et comment l'auraient-ils pu sans faire rire, quand les erreurs s'épandent à tous les yeux ? Ces terribles répressions mêmes, ils ne les donnent point comme justes ; ils invoquent la nécessité. Ils ne disent pas : « je n'ai pas pu me tremper » ; bien loin de là, ils considèrent l'erreur comme possible ; ils invoquent la nécessité, la terrible pression de la guerre, la hâte inévitable, le désordre toujours menaçant, les effets trop connus de la faiblesse ou de l'hésitation. « C'était, disent-ils, la défaite, la déroute, les maux les plus grands et les plus certains ; il fallait des châtiments prompts et terribles, et refuser toute excuse à des fautes qui, en d'autres circonstances, eussent été aisément oubliées. » C'est une manière de dire que ce ne sont point les chefs qui commandent, soit pour la défense, soit pour la police, soit pour les impôts, mais bien une nécessité extérieure, aveugle, inhumaine, celle à laquelle nous sommes tous soumis, que cela nous plaise ou non. Quand le médecin dit : « Il faut », ce n'est pas le médecin qui commande, c'est la nécessité qui commande.

Peut-être en fut-il toujours ainsi ; peut-être cette auréole des grands est-elle toute de légende. Céder à la force n'est pas obéir par respect ; mais si j'obéis afin de résister à la force, où est le respect ? Un chef est continuellement jugé. Si le pilote d'aventure est ivre, aucun matin n'obéira. Toute la majesté du monde dépend de l'habileté du chef et des lumières du subordonné. Nul n'a jamais dit : « j'obéirai religieusement, même à un ordre que je jugerai absurde. » Si quelqu'un fait ce serment, c'est qu'il entend bien à part lui qu'il se tromperait en jugeant l'ordre absurde. Ou bien, plus subtil encore, il se dit que tout vaut mieux que le désordre, et qu'il ne faut jamais juger le chef. Tel est notre raisonnement devant l'agent au bâton blanc, lorsque nous n'arrivons pas à comprendre pourquoi il arrête les uns et laisse passer les autres. Mais nous entendons bien que ce crédit que nous lui ouvrons n'est pas sans limites. Un chef ivrogne, ou fou, ou faible d'esprit se trouve promptement déposé, d'une manière ou d'une autre. Tout chef accepte cette règle, et s'offre au jugement ; c'est dire que l'égalité est sentie partout ; on veut être aimé. Les rois sont fort polis devant la foule ; je suppose qu'ils le furent toujours, et que l'opinion a toujours gouverné. Je ne puis être esclave que d'une foule d'hommes ignorants. Et à qui la faute ? Marc-Aurèle disait une bonne chose : « Instruis-les si tu peux ; si tu ne peux les instruire supporte-les. »

Propos de politique (1934)

XXV

Jamais je ne dirai que le redoutable

[Retour à la table des matières](#)

Jamais je ne dirai que le redoutable dictateur est fou. C'est trop simplifier ; c'est traiter trop légèrement ses propres pensées. Si l'animal humain, tel qu'il est bâti, n'était dangereux que dans deux ou trois fous, on s'en garderait bien aisément, et l'on n'y penserait guère. Je crois, au contraire, que l'ivresse du pouvoir est aussi puissante sur tous que l'ivresse du vin. La sagesse est de ne point boire.

Le moyen de force, c'est notre vie même, qui broie et assimile. L'homme vit de briser, d'écraser, de tuer, d'épouvanter. Regardez comment il se rend maître du cheval et du chien. Il est vrai que nous ne sommes pas des chiens et des chevaux ; nous voulons des égards. Il y a une expression assurée, féroce et joyeuse en même temps, que nous disons inhumaine ; mais je suis persuadé qu'un chien ou un cheval y reconnaîtrait le visage de l'homme, le maître. Il n'y a pas deux manières d'être le maître. Ne frappez pas à demi, ne laissez pas paraître le plus faible signe de la justice. Non ; ou alors abdiquez. Vous n'êtes plus le maître. Vous êtes un égal devant des égaux ; vous êtes chargé d'une certaine fonction ; vous expliquez vos actes ; vous en rendez compte. Où n'est pas la férocité, l'égalité se montre aussitôt.

L'ambitieux n'a que deux chemins, il me semble. Ou bien il veut instruire et persuader, il cherche des égaux, il a plaisir à leur rendre les armes. Tel fut Socrate, exerçant, certes, une puissance sans mesure, mais fondée sur la même puissance supposée, reconnue, éveillée en l'autre. L'homme supérieur se reconnaît aussitôt à cette simplicité qui pose les armes, à cette totale absence de prétention et de crainte, à ce refus de régner. Si, au contraire, on prend le parti de régner, il faut savoir ce qu'on veut ; il faut écraser ce qui résiste ; il faut se monter à ce degré où l'on n'a plus de crainte ni de doute. Le pouvoir militaire, dans les années qui furent à lui, a fait voir ce genre de majesté, toujours suivie de la violence comme de son ombre. Maurois a peint les militaires en y mettant toute la grâce possible ; il n'a pas tout dit, mais il n'a pourtant pas menti.

Il faut voir ce qui arrive quand un imbécile d'infirmier s'avise d'être familier un peu avec le charmant colonel Bramble. En quelques paroles choisies, l'état de terreur fut rétabli entre le chef et le subordonné, comme un espace libre et déblayé, comme un champ d'autorité comparable au champ magnétique. Il le faut ; ou bien il faut discuter, parler en égal ; persuader, c'est abdiquer. Il n'y a qu'un visage de tyran, et chacun sait très bien être tyran, dès qu'il le peut. Je pense même plus, car je crains aussi bien le tyran en moi-même ; dès que le tyran peut être tyran, rien d'autre au monde ne l'intéresse plus. Et c'est pourquoi le tyran est sot ; quand il aurait toutes les ressources du génie, il est sot ; il doit l'être ; il doit à sa propre majesté d'être sot. Vouloir avoir raison, c'est se démettre de tout pouvoir. Je connais la question ; je fus esclave ; c'est la bonne place pour s'instruire. J'ai étudié le tyran comme on étudie les forces naturelles.

J'ai manié un petit tyran ; petit, mais je dépendais de lui. J'ai très bien saisi que les moments d'égalité n'étaient que des jeux et des badinages.

Quant à l'aveuglement, c'est une grâce d'état. Toute force est aveugle. Non pas par ces raisons faibles qu'on se plaît à former, d'un homme enivré de flatteries et d'applaudissements. Non. Il faut dire que toute force croit en elle-même. Si un homme imagine qu'il est vaincu, cela même est faiblesse et commencement de mort. De telles pensées sont écartées ; bien mieux, coulées à fond. L'audacieux pense le succès et ne pense rien d'autre. Celui qui entreprend de franchir l'Atlantique sur son avion, se voit volant, surmontant, triomphant ; il ne peut se voir autre. Et sans doute le moindre trou d'air ou tourbillon anéantira cette folle audace ; vous n'aurez plus qu'un homme blessé, épuisé, gémissant, c'est vite fait ; mais l'entreprise imaginée n'enferme jamais rien de pareil. L'homme sain n'imagine que des victoires ; il se voit triomphant ; il se voit éternel. Moi-même, qui me sens menacé, je me vois aussitôt vainqueur ; je vois le matamore vaincu. Un bon coup de matraque me mettrait à l'hôpital, et esclave de tout, mais trop tard. C'est par justice que je serai prudent ; ce n'est point par prudence que je serai juste, ne comptez point là-dessus.

Propos de politique (1934)

XXVI

C'est dans une armoire très bien fermée

[Retour à la table des matières](#)

C'est dans une armoire très bien fermée, et loin des bruits du monde, que délibéra le Conseil Supérieur des Balais de Crin. Ces messieurs sont à première vue remarquables par de fortes têtes sur des corps maigres ; et, au sommet, plus ou moins de crins, mais qui tous menacent le ciel. Raideur bien légitime. Tous ces balais éminents avaient été formés à l'École Supérieure des Balais de Crin, dont on connaît la noble devise : « Seulement servir. »

Le président des balais se garda bien de développer une autre idée que celle-là même. Que doit être, demanda-t-il, la pensée d'un balai, sinon la pensée de l'action même à laquelle il est propre, à laquelle il est voué par sa forme ? D'où il vint à admirer cette ressemblance qu'il y a entre tous les balais de crin, et cet accord, ou, pour dire mieux, cette fraternité des pensées. Et résultant de quoi ? D'une fonction qui a toujours été et qui sera toujours : « Sous Néron, Messieurs, et sous Héliogabale, il y avait autre chose que les sanglantes folies qui retiennent l'attention des esprits légers. Soyez-en sûrs, il y avait, en ces temps-là, dans des armoires à balais, des balais supérieurs qui se juraient de rester balais et de penser balayage. L'ordre est, si j'ose dire, la substance même du désordre ; et la pensée d'une fonction, fonction élevée au

niveau du devoir par l'accord parfait entre l'action et la forme de l'agent, voilà ce qui fait que les sociétés durent, ou disons mieux, que la même société dure sous l'apparence des révolutions. Et qu'est-ce au fond que l'aristocratie véritable, sinon l'immuable corporation de ceux qui se connaissent comme des outils irréprochables pour un travail nécessaire ? Aux dieux ne plaise que je méconnaisse les séductions de l'imagination. On nous accuse quelquefois de manquer d'imagination. C'est qu'en nous l'imagination est réglée par l'action, et ainsi marque en chacun de nous des traces profondes et uniformes, toujours en accord avec la raison. Certes, le temps de l'usure vient pour les balais de crin, comme pour toutes choses. Mais je dirai aussi qu'une longue pratique, frottant en quelque sorte sur des principes constants, prolonge pendant bien des années une rare et utile manière de vieillir. Reprenant le mot d'un ancien, je conclus qu'un vieux balai est encore celui qui balaie le mieux. »

Il y eut un cliquetis des balais. Les étages s'émurent, et plus d'un oisif crut que l'heure du réveil avait sonné. Mais rien ne bougea. La pensée même de l'action veut son temps de loisir, la rêverie, et l'applaudissement. Après que le balai archiviste eut donné lecture d'une histoire des balais depuis les plus anciens documents, un balai moraliste tourna à droite et à gauche son maigre visage, cherchant quelque maxime ou devise, propre, non pas à redresser les balais, car un balai ne plie pas, mais à les réjouir et à les rendre contents d'eux-mêmes. Certes Marc-Aurèle a presque dit et aurait pu dire : « Si j'étais rossignol, je chanterais ; je suis balai de crin, je fais ce qui m'est propre, et ce pour quoi je suis fait ». Selon le même esprit, Messieurs, je donnerai ce conseil au balai : « Que t'importe la poussière, et que t'importe le balayeur ? Ils changent comme les nuages du ciel ; mais toi, entre les deux, tu es l'immuable moyen et l'éternelle idée ». Toutefois comme il fallait une maxime courte, et qu'on pût inscrire sur l'Annuaire des grands, moyens et petits Balais de Crin, on s'arrêta à trois mots, qui exprimaient à la fois la physiologie du vrai balai, et le principe régulateur de toutes les pensées du vrai balai : « Inflexible dans l'obéissance. » Et le mouvement d'approbation fut si vif dans l'armoire aux balais, qu'Anatole, qui s'éveillait péniblement non loin de là, put croire ou rêver un moment que les balais allaient balayer tout seuls.

Vains espoirs et pensées frivoles. Le laitier ébranle la rue. Anatole s'ébroue, chante un peu, fait envoler mille pensées et mille projets, ouvre l'armoire, et empoigne sans façon le président des balais. Horreur ! Il le tient tête en bas. Profanation ! Mais le pouvoir n'y pense seulement point. Est-il meilleur outil, et plus utile, qu'une tête vénérable ?

Propos de politique (1934)

XXVII

Les passions sont comme la peste

[Retour à la table des matières](#)

Les passions sont comme la peste et le typhus. Cessez de les combattre, elles reviennent. Tout plaideur croit avoir raison ; s'il perd, il se croit victime ; il déclame contre les puissances inhumaines qui l'ont dépouillé de son bien ; son premier mouvement est de force. Or, qu'il rassemble une petite armée, rien n'assure qu'une foule d'hommes misérables, inoccupés, avides de désordre et de pillage, ne prendront pas parti pour lui ; les mécontents pourront bien s'y joindre et peut-être aussi ces hommes vifs qui jugent du droit par le courage. Le désordre et le massacre iront fort loin, par les meilleurs et par les pires. Dès qu'il y a deux partis en armes, il n'y a plus de bon sens. Ces maux sont en nous, dans ce paquet de muscles et de nerfs, si prompt à déraisonner, et même dans cette tête ingénieuse, qui plaide si bien pour nos folies. Les moyens de force, même au service de la justice, effacent la justice.

Contre l'agitation première, contre le premier coup de poing, il faut une force irrésistible, qui agisse par la masse, qui soit assurée d'elle-même, bien ordonnée, bien disciplinée, de façon qu'elle ne forme point de passions, ni de pensées folles. L'idéal du policier, c'est un bloc de muscles imperturbable, strict sur les ordres, et qui ne prenne jamais parti. Je ne crois pas qu'une

société d'hommes puisse vivre en paix sans ce mur d'hommes, qui fasse digue contre les querelles. Il y a toujours de la bonne foi dans les querelles ; et c'est par là qu'elles sont difficiles à apaiser. Je conçois les amis de la justice divisés en deux camps, menant les uns contre les autres une terrible guerre. Encore je ne compte point les fureurs et les paniques d'une foule, et les folles opinions qui en peuvent résulter. Il nous vient d'outre-mer quelquefois des récits de nègres brûlés vifs ; d'où nous voulons conclure trop vite que les blancs de ce pays-là sont encore à demi sauvages. Supposons un crime atroce, supposons une police faible, ou qui prenne parti, supposons un premier coup de bélier contre la porte d'une prison. Dickens raconte, en son *Barnabé Rudge*, une terrible émeute de Londres, dont les premières causes étaient ridicules. Un tumulte ne peut être raisonnable. Mais, pour bien comprendre cela, il faut connaître le mécanisme des passions. Par simple impression, les hommes se tromperont toujours sur eux-mêmes. Un homme qui n'est pas en colère est aisément persuadé qu'il ne sera jamais en colère.

D'après ces remarques, on peut comprendre les institutions de police, et cet ordre en marche qui est comme l'image de notre sagesse. On peut comprendre l'obéissance passive, et les sentiments du chef, responsable des manœuvres de police, et lui-même soumis. Comme un cristal se forme et s'augmente d'après un premier encastrement des petites parties, ainsi tout pouvoir cristallise d'après la fonction de police, qui est la plus importante et la plus résistante. Tout pouvoir s'organise selon l'ordre militaire, qui sera toujours son modèle bien aimé. On voit les effets, on les subit, on s'en effraie ; il serait mieux de les comprendre.

La tyrannie est toute formée, toute rangée, toute prête, autour de son impérissable centre. Ce que Stendhal appelle la haine impuissante est ici aussi peu raisonnable que l'amour aveugle, et non moins dangereux. Le citoyen n'a pour lui que la connaissance de ces choses, qui sont comme des forces naturelles, et la ruse clairvoyante qui en doit résulter. L'abus de pouvoir est naturel, et donc continu, et suppose, si l'on veut s'en protéger, une habile résistance. Un exemple ? Les bulletins de vote radicaux étaient une arme lente, silencieuse, paisible, irrésistible. Remarquez que les bulletins socialistes peuvent produire le même effet, car les mots n'importent pas tant. Mais chacun, il me semble, peut prévoir aussi un genre de fautes, irréparable.

Propos de politique (1934)

XXVIII

Le fameux pape Jules

[Retour à la table des matières](#)

Le fameux pape Jules, appuyé sur son double pouvoir, ne pouvait pas exiger de Michel-Ange qu'il ne suivit pas son propre génie. Cela, le tyran le mieux assuré ne peut l'obtenir ; il ne peut même pas le vouloir. L'artiste n'obéit pas. Le saint fait mieux peut-être, lui qui vient dire au tyran : « Je ne suis pas content de toi. » Mais est-ce mieux ? Le sage ne dit rien ; il jette un regard comme un muet jugement, et s'en va. Frédéric de Prusse avait bien saisi la réplique juste : « Vous visez trop haut, disait-il à peu près ; le métier de police n'est ni beau ni grand si on veut le bien juger, il faut le faire. » Le sage a compris cela, et que le mépris passe bien au-dessus du trône ; aussi il ne méprise que si on l'en prie. « Ne suis-je pas bien heureux ? » disait Crésus à Solon ; et Solon répondit : « On ne peut décider si un homme est heureux tant qu'il n'est pas mort. » je plains le tyran ; il ne reçoit que des éloges forcés ; il n'a pour amis que des âmes basses, et qu'il fait jouer comme des machines ; c'est comme s'il tâtait la trahison. Nul homme ne prise l'estime forcée, ni l'amour forcé. Par quoi l'égalité subsiste comme au temps d'Ésope, ni plus ni moins ; l'égalité, loi de diamant, claire et dure. « Je puis mettre Platon aux fers, se dit Denys ; mais je ne puis pas mettre son jugement aux fers ; et quand je le pourrais, quelle valeur en un jugement serf ? Ce que je veux, c'est qu'il m'approuve librement. »

Ces traits sont écrits partout, dans l'histoire, dans la légende, dans les belles œuvres, dans les grandes vies. Le pouvoir ne cessera d'être humilié. Beethoven, dans une scène célèbre, enfonce son chapeau jusqu'aux oreilles au lieu de saluer la cour. Mais en Goethe, qui saluait si bien, le mépris n'était pas moins marqué. Le seul départ d'un beau vers se moque des puissances ; et, au rebours, tout ce qui est flatteur est plat. On ne peut point du tout gouverner l'artiste, ni le saint, ni le sage. Cet étrange et subversif caractère est tracé partout. L'ambitieux peut-il seulement lire un conte ? L'égalité y éclate. Et il me semble que je n'aimerais point trop, si j'étais roi, ces palais qui naissent d'une parole, et, d'une autre parole, sont effacés ; c'est traiter bien légèrement les plaques, les cordons, les épées. En toute œuvre vénérée il y a lèse-majesté. Mais oui, par cela seul que ce n'est pas un tyran qui l'a faite.

Ce qui, dirait Candide devenu vieux, ce qui ne va pas sans inconvénient ; car il y a du malheur dans la politique, et une rage mal dissimulée ; et cela retombe sur nous. Il faut payer tous ces mépris. Tout homme qui a pouvoir finit par se venger ; l'épée tuera ; car que peut-elle de plus ? Le pouvoir rend méchant par une réelle impuissance, aussitôt sentie. Descartes s'en va. Pascal regarde au ciel. Kant écrit sa Raison Pure, et évidemment sans prendre conseil de la Bonne Pensée. Chacun a sa manière ; mais tous s'enfuient. Cette fuite des vraies valeurs est sous les doigts du tyran ; il la sent toujours. Et qui empêche que son valet le juge, son valet qui ne dit rien ? Il n'est pas un général qui ne rougisse d'être approuvé. On nous raconte, comme un éloge, qu'il admet la contradiction, et que même il la cherche. « Ne pensez pas à me faire plaisir », disait Pétain. Mais le franc-parler n'est pas longtemps favori. C'est qu'avec le franc-parler l'égalité se montre ; l'égalité, qui n'est jamais loin dès qu'un homme parle à un homme. Ainsi la vanité ne se trompe pas elle-même. Je cherche l'homme qui est fier d'être décoré ; je ne l'ai pas trouvé. Mais méfions-nous, dit Candide ; tout ambitieux est bientôt furieux ; l'humeur le tient ; il s'y livre. Il n'y a que l'aveugle colère qui le puisse consoler ; d'où les guerres, ces vengeances de rois. Et en vérité, dit Candide devenu sage, on devrait chercher l'occasion d'admirer les rois, sincèrement et librement ; cela rendrait service à tout le monde.

Propos de politique (1934)

XXIX

Le pouvoir célébrant la prise de la Bastille

[Retour à la table des matières](#)

Le pouvoir célébrant la prise de la Bastille, c'est comme le prêtre bénissant Jeanne d'Arc. Le pouvoir est un être qui digère les affronts ; cela fait qu'il n'y a point de pouvoir sans aigreur, ni sans esprit de vengeance. La Restauration ne fut pas longtemps prudente ; Louis-Philippe non plus. Et si je redescends à nos rois de carton, un directeur des postes n'accepte point le ton égalitaire d'un délégué ; il cuit et recuit sa colère ; il attend l'heure et l'heure vient toujours.

Pourquoi vient-elle toujours ? Pourquoi cette longue suite de victoires et de défaites ? Ce n'est pas seulement parce que le cortège des privilégiés revient toujours, et crie fort ; car combien sont-ils ? C'est surtout parce que le pouvoir a la charge de l'ordre, et que le citoyen moyen, celui qu'on appelait l'homme du juste milieu, formera toujours une puissante masse, qui ne s'arrange pas longtemps de l'incertitude. Ce jeu est simple, mais encore n'en voit-on pas toujours les ressorts. Ayez une police bien nourrie et bien broyée. Tout est là. Mais n'entendez pas que cette police peut tout et permet tout. Non. Elle est une garantie de l'ordre et une forte image de l'ordre ; et ainsi, tant qu'elle n'est pas évidemment injuste, elle plaît à voir au citoyen du juste milieu. Cet homme paisible paie l'impôt, se range et se laissera même bousculer un petit peu. Ce n'est pas qu'il ne puisse l'empêcher, c'est qu'il ne le veut pas.

Il n'y a guère de tyran qui ait compris ces choses. Quand on voit ce qu'on peut faire avec une section bien rangée et qui fait retentir le pas cadencé, on sent le pouvoir au bout de ses doigts. On ne doute plus de rien. On oublie entièrement l'axiome premier de toute politique, c'est que la masse gouvernée est toujours la plus forte ; ou, pour dire la chose autrement, que toute garde s'arrête net un peu avant le moment où elle assommerait le citoyen du juste milieu. Voilà pourquoi tout pouvoir essaye de passer les bornes et jamais ne le peut. Dans un moment d'enivrement, il donne de ces ordres qui paraissent très simples du fond d'un cabinet, mais qui, dans le fait, ne sont jamais exécutés. C'est ce qu'on a vu ; c'est ce qu'on verra.

On évoque maintenant, et fort à propos, l'affaire Dreyfus. On ne dira pas que les pouvoirs de ce temps-là manquaient de résolution ; bien plutôt ils en vinrent à oser tout, ce qui remua la masse qu'il ne faut pas remuer ; et tout fut dit. Mais je veux ajouter ici quelque chose ; je crois qu'il n'y a que le juste orgueil offensé qui puisse faire masse. Les intérêts divisent les hommes et les rendent prudents. Un employé de l'État balance entre le traitement qu'il désire, et le traitement qu'il a et qu'il voudrait bien garder. L'ouvrier de même, entre deux salaires. L'un et l'autre ne sont jamais sans redouter quelque crise qui avilira la monnaie, ou, ce qui est la même chose, élèvera le prix de la vie. Le meneur souvent se laisse prendre à la flatterie et à l'ambition. De toute façon, il y a le pour et le contre ; le calcul jamais ne fit les révolutions ; tout homme qui calcule appartient au parti moyen vous pouvez, en manœuvrant, le gouverner mais ne l'offensez pas.

Ne l'offensez pas en montrant que vous croyez pouvoir tout. L'homme se résigne à l'inégalité, pourvu que ce ne soit pas une inégalité de mépris. Les crimes des passions viennent tous de ce que l'on se croit méprisé. La partie qui sent le mépris est, dans l'homme, la plus redoutable, parce que c'est la meilleure. Les tyrans de Dreyfus montrèrent un impudent mépris du jugement commun ; c'est la faute de tous les pouvoirs ; et ils viennent là parce qu'ils n'ont affaire directement qu'à des valets très bien payés et très polis. L'aveulement des soutiens de l'ordre est incroyable. On se souvient d'une souscription publique qui voulut honorer ce qu'on appelait le faux Henry. Je sentis à ce moment-là que c'était trop, et que la masse sentait que c'était trop. Bourgeois et ouvriers marchèrent ensemble contre la nouvelle Bastille ; nul ne calculait ce qu'il y gagnerait : c'était proprement une affaire d'honneur ; et l'acquittement du capitaine Dreyfus fut une réparation d'honneur. Instruisez-vous, comme dit Bossuet, instruisez-vous, juges de la terre.

Propos de politique (1934)

XXX

Du premier regard je connus que le R. P.

[Retour à la table des matières](#)

Du premier regard je connus que le R. P. Philéas était dans ses bons jours. « Eh bien donc, me dit-il, toujours en état de mutinerie ? Mais peut-être voulez-vous entrer en arrangement ? Parlez. l'ai pleins pouvoirs. »

« Mille exemples, lui répondis-je, font voir que tout est pardonné et même oublié. Et n'enseignez-vous pas que Lucifer n'est damné éternellement que par sa propre volonté ? Pour moi je m'obstine à espérer mieux que ces gras pouvoirs qui n'ont pas une idée hors de leurs coupons de rente. »

« César, dit Philéas, n'aimait pas les gens maigres, mais il se vantait ; ce n'était qu'un chef de mutins, et Napoléon aussi. Les pouvoirs sont gras par définition. Ils sont la graisse et le poids. »

« Centre de gravité », lui dis-je.

« Bonne métaphore, répliqua-t-il. Mais vous autres, les mutins, vous imaginez un pouvoir maigre, plein d'idées et de méchanceté. Erreur mythologique. Les pouvoirs réels sont un capital d'inertie ; principes d'union par la

masse même ; comme ils ne se remuent point, on vient à eux. Oui, mon cher, les mutins ont à faire le premier pas, et puis encore le second ; ils capitulent, et personne ne leur demande rien. Simplement, physiologiquement comme vous aimez à dire, la masse attire les corpuscules. »

« Le royaume de Dieu, lui dis-je, n'est donc que matière, et vils intérêts ? »

« Mais, répliqua-t-il vivement, le royaume de Dieu n'est pas de ce monde. Et l'ordre politique est méprisable ; au reste frappés d'aveuglement, grands et petits, comme il est écrit. »

« Bien habiles, lui répondis-je, ces pouvoirs aveugles. »

« Non pas habiles, répondit-il, ni ambitieux, ni rien qu'on puisse dire. Et c'est une grande folie de supposer que la police ait de l'esprit. Gras contre maigres, c'est toute la finesse. Ne m'avez-vous pas dit autrefois qu'un homme gros est politique, par l'attention seulement à ses immenses frontières ? Mais c'est trop dire, et il n'a nullement besoin d'attention pour occuper la place de deux maigres. »

« Admirable ! lui dis-je. Et Machiavel, à ce compte, n'est donc qu'un maigre, qui cherchait comment, par industrie, un maigre pourrait occuper autant de place qu'un gros ».

« Tout est clair, reprit-il, en ce bas monde, qui est livré aux désirs. Les riches ont gouverné et gouverneront toujours ; tous gravitent par là. Remarquez que les partisans maigres réussissent toujours. Rien n'est plus docile que le pouvoir, il abdique, il s'en va ; on le rappelle. Toute l'histoire raconte le retour des Bourbons. Pourquoi ? Vous le savez aussi bien que moi. Il n'est pas de partisans qui ne soient inquiets de leur suite, maigre et agitée, vouée aux ténèbres extérieures. Toute politique est de ralliement et de trahison. Napoléon, ce jacobin, avoue lui-même qu'il ne songea jamais à s'enrichir ; aussi ne fut-il pas compris dans la capitulation. Messieurs les mutins, nous attendons vos propositions ; et nous, les éternels pouvoirs, les éternels vaincus, nous n'avons rien à dire ; nous attendons que toute cette poussière retombe. Un roi ne choisit pas ; il est choisi. Et que pourrait-il sans le consentement ? Voyez, Monsieur le député dîne en ville ; nous ne le lui avons pas conseillé ; cela va de soi ; il gravite autour du centre gras, il va tomber. N'a-t-il pas de l'esprit ? Ne vient-il pas de faire imprimer un livre ? Je ne pense pas qu'il compte sur les mutins pour l'acheter. Et qui donc voudrait de cette gloire péniblement gagnée par le tribun du peuple, et qui dure un jour ? Les gros, il est vrai, ne lisent point. Mais ils savent louer tout ce qui s'attache à leur masse. Ils savent ? C'est trop dire. Ils sont l'éloge et la gloire ».

Propos de politique (1934)

XXXI

Les problèmes politiques

[Retour à la table des matières](#)

Les problèmes politiques sont presque impénétrables. La force gouverne. L'opinion gouverne. Auguste Comte a compris ces deux axiomes ; il les tient devant son regard. Il n'est pas de constitution au monde qui limite la force gouvernante par quelque autre force. Il n'est pas de société organisée où la force publique ne soit supérieure à n'importe quelle force privée. Il n'est pas d'action de police qui n'aille à sa fin par des moyens aussitôt réglés sur la résistance. D'abord une invitation, très assurée d'elle-même, et qui écarte toute discussion ; bientôt sommation, et la force se montre en bon ordre, et imperturbable ; violence n'est pas loin ; comme -on voit dans *Prométhée*, où Violence est silencieuse à côté de Force qui enfonce les clous. Une arrestation se fait ainsi ; que l'homme arrêté soit innocent, cela ne change pas l'action. L'innocent élève son droit contre la force, mais l'idée ne rencontre point le fait. Contre la force il n'y a que la force , et si une force quelconque, comme d'une foule émue par les cris de l'innocent, l'emporte sur la force publique, l'ordre est perdu, la société est défaite ; elle ne se rétablit que par la victoire. L'état de siège est permanent et le sera toujours ; simplement il ne se montre pas tant qu'il n'est pas nécessaire. De même le poing de l'agent ne se ferme que s'il faut le poing ; tout dépend de la résistance. Force doit rester à la loi.

À la loi. Mais je vois ici de l'ambiguïté. On n'entend point, par cette formule de la politique universelle, que c'est la justice, la constitution, la force légitime enfin qui doit l'emporter ; non pas, mais c'est le représentant de la loi

qui doit l'emporter, juste ou non. La moindre émeute rappelle cette vérité amère. Mais elle m'apparaît assez dans les gestes de l'agent aux voitures. Car il n'est point dit que la décision, qui arrête soudain un courant et laisse passer l'autre, sera la plus sage de toutes. L'agent peut s'obstiner ou être distrait ; alors on verra de rares voitures circuler dans un sens, et une masse de voitures s'accumuler dans l'autre ; mais ce n'est toujours pas le voyageur pressé qui est juge ; et s'il veut résister, il saura ce que c'est que la force.

Cet exemple est bon, parce qu'il est simple, et que tout y est étalé sous le regard. Et même nous y voyons paraître l'opinion, par un concert de trompes qui réveillera l'agent.

Et cet agent, alors, sera tout à fait ministre, c'est-à-dire qu'après avoir fait tête contre l'opinion, il cédera le plus simplement du monde. Nul pouvoir n'a jamais bravé l'opinion. On l'a bien vu dans ces scandales de banque ; l'opinion a passé ; ce n'était qu'un souffle léger, mais c'était l'opinion. On ne dira jamais assez que les pouvoirs les plus arrogants se plient aussitôt à l'opinion, comme la flamme au vent. Ce qui fait qu'on en doute, c'est qu'on prend pour opinion celle qu'on juge que tous devraient avoir. Mais doucement ; l'opinion est chose fermée, secrète, muette, obstinée. À qui la faute ? il faut instruire ; et Marc-Aurèle a dit là-dessus le dernier mot : « Instruis-les, si tu peux ; si tu ne peux les instruire, supporte-les. »

D'où cette puissance de l'opinion ? Car enfin elle n'a point force ; elle ne triomphe que par une sorte de paralysie des pouvoirs, qui fait que l'irrésolution circule tout le long de leurs membres. Est-ce parce que la masse des citoyens fait voir une autre force, invincible ? Je ne sais si la masse inorganisée ne sera pas toujours vaincue par des pouvoirs résolus. Mais il s'agit ici d'hommes, qui sont conduits par la honte et la gloire. Un ambitieux qui serait indifférent à l'opinion est un monstre, un être impossible ; supposons même un tel homme ; il n'arrivera jamais au pouvoir. C'est la rumeur qui fait la nourriture de l'ambitieux. Il l'écoute ; il en discerne toutes les nuances ; il se gonfle et se dégonfle selon ces souffles extérieurs. Quand un gouvernement est résolu, par exemple au commencement et au cours d'une guerre, quand il passe allègrement par-dessus les lois, c'est qu'il a l'opinion pour lui ; c'est là, comme je disais, une espèce d'axiome. Mais l'opinion est aveugle ? Je reviens à Marc-Aurèle : « Instruis-les, si tu peux. »

Au temps de l'affaire Dreyfus, on a vu des pouvoirs qui avaient juré, qui s'étaient établis et obstinés, et encore soutenus par l'organisation militaire elle-même, et pourtant dispersés par le vent de l'opinion ; il fallut seulement le temps d'instruire les hommes de quelques circonstances très claires. Il n'est pas toujours facile d'éclairer l'opinion. Si on ne peut l'éclairer, c'est bien vainement que l'on s'élève contre un régime de force ; par le seul doute de l'opinion, par la seule confusion de l'opinion, le régime de force se trouve établi, car il était, il est, et il sera. En revanche rien n'est flexible comme cette terrible force ; elle ressemble à l'acteur ou à l'orateur ; ils sentent l'hésitation et le froid de la salle. Ils en meurent. Ce n'est pas long.

Propos de politique (1934)

XXXII

Lorsqu'on me demande si la coupure

[Retour à la table des matières](#)

Lorsqu'on me demande si la coupure entre partis de droite et partis de gauche, hommes de droite et hommes de gauche, a encore un sens, la première idée qui me vient est que l'homme qui pose cette question n'est certainement pas un homme de gauche. C'est une riposte, ce n'est pas encore une idée. À réfléchir, peut-être, je m'en vais réconcilier tout le monde dans l'amour de la patrie ; car il y a de grands et pressants problèmes, qui nous tiennent unis ; défense commune, prospérité, industrie, transports, monnaie, colonies, travaux publics, sans compter l'ordre de la rue. Cela est pressant, j'en conviens, comme manger et dormir ; cela n'est pas respectable ; ces sages pensées ne me réchauffent pas le cœur. Si c'est pour cela que le suis né, pour garder mon lit, mon fauteuil, ma bourse, et mon plaisir, autant vaudrait boire ; et tout genre d'ivresse incline à droite. Croyez-moi je sais ce que c'est ; et je serais un homme de droite, très cohérent et même très fort, si je voulais bien. Je sais le moyen de plaire à cet homme d'ailleurs charmant qui tourne autour de moi, comme un recruteur. « Il faut voir, dit-il, les réalités ; et l'Allemagne, et l'Italie, et la Russie. Et la crise des affaires ? Et la crise de l'autorité ? Vous profitez de ces choses, mon cher ; vous vivez de respect ; il ne faut plus qu'un petit mouvement ; laissez-vous faire. » Eh ! Diable ! je le sais bien. La pesanteur me tient ; il n'est pas difficile de tomber.

L'homme est moyen ; l'homme est mélange ; l'homme est du centre, et tous reviennent là, comme ces radicaux, dont je ne suis pas sûr de ne pas être,

qui ont battu en retraite avec plus ou moins de dignité, quand ils ont vu le franc fondre dans leur bourse. Les hommes de droite ont aussi de ces mouvements naturels ; et, chose remarquable, ces mouvements sont plus honorables en eux qu'en nous ; eux ils reviennent à l'idée de nettoyer tout de même un peu les taudis, de faire des crèches pour l'allaitement, entendez bien l'allaitement des petits d'homme, et autres concessions au frère inférieur. C'est ainsi qu'un général s'intéresse au rata. En quoi il trahit, car où cela ne mènerait-il pas ? L'homme de gauche, au contraire, trahit lorsqu'il ne pense pas au rata. Cela ne définit pas mal les deux hommes, il me semble.

Je conviens que les hommes se ressemblent beaucoup quant à leurs actions ; cela vient de ce qu'ils sont tenus fort serrés par la commune nécessité. Il faut toujours bien revenir à une humanité assez inhumaine. Le révolutionnaire sera général aussi ; il connaîtra lui aussi une certaine manière d'aimer son semblable, un peu comme on aime les côtelettes. Mais l'homme n'est pas là, dans cette position contrainte ; l'homme sous les débris d'une maison n'est plus guère un homme ; il fait ce qu'il peut ; il prend la forme qui lui est laissée. Qu'il se remette droit, je le jugerai alors d'après ses pensées chéries. Je le juge d'après ce qu'il voudrait être.

Il y a un lyrisme de droite et un héros de droite, comme il y a un lyrisme de gauche et un héros de gauche. L'un en face de l'autre ils sont comme la nuit et le jour, comme le bien et le mal. Vous dites que cette pensée est enfantine ; cette opinion est de droite. Il n'y a jamais de doute, et les réactions sont vives et claires. Servir en commandant, imaginer d'après cela une vie sans peur et sans reproche, à la manière de Bayard, à qui la fidélité et le courage suffisaient, et d'y penser seulement, quand on manquerait de tour de poitrine, sentir ses yeux mouillés de larmes, voilà le lyrisme de droite. Je ne le diminue pas. Observez, et vous verrez que l'amour de la patrie est une absolution pour toute injustice. L'homme est beau quand il paie de sa vie cette arrogante promesse à soi. Mais si Bayard n'est pas mourant au pied de l'arbre, je deviens froid comme un usurier. Il est trop facile de payer d'une mort imaginaire une vie bien réelle, de puissance, de jouissance, sévérité, et de mépris. Quiconque se donne ce lyrisme, et se prépare ce pardon, celui-là est de droite.

Est de gauche, au contraire, le héros d'intelligence. je ne veux pas dire qu'il soit très intelligent, ni très savant ; on peut être très intelligent et trahir l'esprit dix fois par jour. Le héros d'intelligence se dit, en ses meilleurs moments, que l'honneur de l'homme serait de vivre selon le vrai, quoi qu'il lui en puisse coûter ; et que la première trahison est de se boucher les yeux à ce qui le gêne, prenant même l'ironique précaution de se dire et de dire que nul ne peut connaître le vrai. Ponce-Pilate, demandant : « Qu'est-ce que la vérité ? » était-il assez homme de droite ! Et cette ironie est bien forte. Malheureusement pour Ponce-Pilate, il se trouve des cas où la vérité est simple comme tout ; le plus âne des hommes ne s'y trompera que s'il le veut bien. Exemple, l'affaire Dreyfus. Aussi quelle coupure ! Nos Ponce-Pilate en saignent encore. Or les choses en sont là et toujours là ; vienne l'occasion ; les partis sont pris ; et voilà la coupure.

Propos de politique (1934)

XXXIII

Si l'agent aux voitures voulait être juste

[Retour à la table des matières](#)

Si l'agent aux voitures voulait être juste, il interrogerait les uns et les autres, laissant passer d'abord le médecin et la sage-femme ; dans le fait, ce serait le comble du désordre, et tous seraient mécontents. Aussi l'agent ne se soucie point de savoir qui est pressé ni pour quels motifs ; simplement il coupe le flot ; il réalise un ordre tel quel ; non pas meilleur qu'un autre, mais c'est un ordre. Son idée, s'il en a une, est que le désordre entraîne par lui-même une masse d'injustices. Mais il n'a point d'idée. La puissance de l'ordre vient de ce qu'il renonce à conduire les choses humaines par l'idée. L'homme d'ordre résiste là, parce qu'il voudrait adorer l'ordre ; mais l'ordre n'est pas dieu.

Si l'on scrute l'ordre moral, il faut lui ôter cette couronne qu'il remet toujours. L'ordre n'est jamais vénérable ; il nous rappelle seulement l'urgence des besoins inférieurs. L'homme ne peut penser que s'il a dormi et mangé. Et la loi de fer des besoins consiste en ceci, que celui qui essaie de mépriser les besoins s'y trouve aussitôt soumis comme une bête. Essayez d'ajourner le dormir ou le manger, ils vous assigneront, et sans délai. C'est la pensée

toujours qu'il faut ajourner c'est-à-dire l'égalité, la liberté, la justice. Ces choses éminentes peuvent attendre, elles doivent attendre. Tels sont les axiomes de l'ordre. Campé ainsi sur les besoins animaux, l'ordre est invincible.

Que d'hommes ont cherché l'ordre ! Ils entendaient l'ordre selon l'idée, et les fonctions rangées selon les valeurs. Ces recherches peuplent le grand royaume d'Utopie. L'ordre n'est pas à chercher ; il est ; sa vertu propre est d'exister ; on y vient buter. L'ordre ne demande pas permission ; admirez le double sens du mot ; l'ordre est impérieux. Rappeler quelqu'un à l'ordre, c'est une opération de force. Et cette force de l'ordre, attribut de tous les agents de l'ordre, ne fait que traduire la force des besoins inférieurs, non moins brutale. La forte tête de Comte, si bien garnie de connaissances sévères, est allée tout droit à cette idée de l'ordre, qui n'exprime autre chose que notre dépendance par rapport aux choses sans esprit desquelles nous tirons notre vie. Il nous faut premièrement des produits, des métiers, des marches, une monnaie. Si vous effrayez les marchands, il vous faudra chercher votre nourriture comme le moineau, le rat et le lapin. Adieu aux pensées.

La monnaie, comme on a pu voir, comme on a toujours vu, est autant rebelle que l'Océan, et encore plus compliquée en ses remous et tourbillons. C'est qu'elle exprime la pression des besoins, qu'on ne peut oublier. À la première apparence, la monnaie est une invention ingénieuse, et que l'on peut changer d'après l'idée. Dans le fait vous devez suivre ici les marchands. S'ils sont conduits par la convoitise et par la peur, vous ne devez pas vous en étonner ; cela doit être. Les naïves passions des marchands, qui finalement règlent les changes, expriment que la faim passe avant la justice. La peur et la confiance sont des animaux indociles ; ils sont attelés à notre chariot. Si le chariot roule passablement, le cocher pourra rêver à des choses meilleures ; sinon, non. Ce que Comte exprimait par la formule : « Le progrès n'est jamais que le développement de l'ordre. »

La défense, ou police, c'est l'ordre même et le principe de la défense est qu'il faut d'abord vivre ; c'est un principe animal. On s'étonne que les raisonnements se cassent le nez ici ; on s'étonnerait moins si l'on apercevait que c'est la peur et la rumeur de peur qui règlent ces choses. Au fond c'est le besoin de dormir qui porte la défense, et le besoin de dormir n'entend pas raison. L'homme d'ordre veut qu'on prenne la nature humaine comme elle est, et même, par instinct de sûreté, il la prend un peu au-dessous d'elle-même, conduisant la politique comme si les citoyens étaient de grands enfants. Et cela devient vrai aussitôt, si l'on méprise l'ordre. J'aime à plaider pour l'homme d'ordre ; mais lui n'aime pas mes raisons ; c'est que je lui ôte sa couronne. Il n'y a point d'autre piperie en l'ordre que la couronne.

Propos de politique (1934)

XXXIV

Il arrive souvent qu'un grand de la terre

[Retour à la table des matières](#)

Il arrive souvent qu'un grand de la terre se rapproche des paysans et artisans, et retrouve dans leurs discours le pur bon sens, si rare dans les hauts. Il arrive moins souvent que l'esclave trouve à admirer dans le maître ; ou bien, ce que l'esclave admirera dans le maître, c'est une sorte d'enfance, une ignorance, une naïveté. Au reste, il n'en peut être autrement. L'homme s'instruit par la sévérité du maître, et encore mieux par le contact de la chose, qui n'a point d'égards. Je plains ceux qui trouvent toujours leur dîner fait. Certes ils pourront montrer un certain goût et une certaine facilité d'apprendre ; mais ils apprendront mollement. Peut-être faudrait-il dire qu'ils acquièrent les connaissances, mais sans les rudes vertus qui font que l'on va jusqu'au bout de l'idée. Il ne manque pas de jongleurs d'idées ; mais le vrai penseur se reconnaît à l'encolure ; et Rodin fut bien inspiré quand il représenta son *Penseur* comme une forme rustique, chargée de matière, et adhérant au rocher comme un coquillage. Effacez l'inscription le Penseur, écrivez l'Esclave, nul ne sera étonné. C'est l'esclave qui pense, et c'est le maître qui joue.

Le maître ne connaît guère celui qu'il emploie ; c'est qu'il le considère comme un instrument, principalement docile ; c'est qu'il rapporte à lui-même toutes les vertus de l'employé. Au rebours l'employé connaît assez bien le

maître, car il l'explore, si l'on peut dire, avec prudence, n'ayant jamais la ressource de forcer, qui dispense si bien de penser. Je ne veux point dire que tous les esclaves aient du génie ; mais je crois que, toutes choses égales, le génie se développera mieux dans l'esclave, par une patience qui est de métier, par un silence qui est de métier ; et surtout parce que le mépris est alors long à acquérir ; au lieu que le maître commence par le mépris. Rassemblez et fortifiez les pouvoirs, vous n'aurez que de belles apparences, et une majesté vide. De l'autre côté, brassez tous les genres d'esclaves ; il en sortira des chefs véritables, sans aucun semblant, et soutenus par une masse de vertus résistantes et comme pierreuses, à l'épreuve des soucis, des fatigues, des douleurs. La pensée s'éveille mieux d'un lit dur.

Ainsi l'inégalité ne cesse de se corriger elle-même. Le fils du riche viendra aux folies du prodigue ; le fils du roi n'aura même plus la fureur de punir, qui seule fait durer les tyrannies. L'histoire, vue de haut, ne serait donc qu'une guerre d'esclaves, qui toujours dépose le maître. Et l'art de gouverner, si caché, si borné dans ses ruses, si énigmatique, ne serait qu'une ignorance massive, impénétrable, imposante par là, tant qu'on n'essaie pas. Comme dit un personnage de Claudel : « Ce gros Louis XVI, la tête ne lui tenait guère. » Mais il vient un respect pour ces idoles creuses ; le pouvoir est inexplicable ; voilà sa force. Il y a de la superstition dans l'obéissance ; et la majesté a été inventée pour remplacer les vertus qu'on attendait.

Tout pouvoir viendrait donc d'en bas, et commencerait aussitôt à se faner par l'exercice. Dans le cercle de nos expériences, nous voyons que le tribun ne gagne presque jamais à être ministre, et que le syndiqué ne gagne presque jamais à être président. Il faudrait un chef qui, par préjugé, considérerait tout homme comme son égal. Cela ne se trouve pas une fois par siècle. Je compterais plutôt sur la sagesse de l'esclave, qui finira par comprendre que le pouvoir n'est sain pour personne. je n'efface pas l'ambition ; cela ne serait pas terrestre ; mais je la conçois limitée dans les meilleurs par un recul vers la position de juge, qui fait la conscience de l'homme. J'imagine l'homme le plus populaire d'une ville disant : « Mon affaire n'est pas d'être député, mais de surveiller le député » ; et, de même, le député disant : « On ne m'a pas élu pour être ministre, mais pour surveiller les ministres. » De tels hommes, à tous les degrés, formeraient et formeront l'invincible opinion. Et maintenant même, lorsqu'on agite le seau, et qu'on voit comment ils courent à la pâtée, regardez ceux qui ne courent pas. Maîtres sans aucun pouvoir ; ce sens est le plus beau.

Propos de politique (1934)

XXXV

Les puissances n'ont point d'idées

[Retour à la table des matières](#)

Les puissances n'ont point d'idées. Chateaubriand s'en étonnait ; il ferait de même maintenant et toujours. Au centre de la puissance on trouve toujours quelque Charles X massif et impénétrable. L'idole gouverne parce qu'elle ne bouge pas, et parce qu'elle n'entend rien. Il faut comprendre ces fastueux cortèges où chacun à sa place est une idole. Un huissier à chaîne est bien autre chose qu'un flatteur ou un approbateur ; simplement il conserve son apparence ; il ne pense que chaîne et mollets ; et le porte-queue pense à garder sa distance. La technique militaire repose sur les intervalles et alignements ; elle craint par-dessus tout l'enthousiasme, et les hommes à idées. Approuver est inconvenant ; cela signifie qu'on pourrait blâmer. Les esprits remuants sont ramenés au badinage. Tardieu plaisait aux militaires. Mais quelques-uns ont le souvenir d'un discours officiel où la doctrine de Marx était prise à partie ; ce n'était rien.

Il importe que ce ne soit rien. Les idées ne restent jamais tranquilles ; elles se réfutent fort bien elles-mêmes. Ce qui fait vivre une idée, c'est une contradiction hardie, formulée, qui la porte à une idée plus profonde ; ainsi réfuter c'est comprendre, et c'est confirmer. Un homme qui s'est essayé à la technique

du pouvoir, par alignement et défilé de masses musculaires, hommes ou chevaux, ne porte plus son attention à autre chose. Louis XIV aimait par-dessus tout passer en revue le régiment qui était à lui. Cet ordre est tout l'ordre. Les idées reviennent toutes là. On trouve quelquefois, dans le haut des subalternes, des hommes qui font semblant de penser ; mais le plus haut pouvoir se garde de ce détour inutile. Tout est discipline ; et, comme a dit l'oracle : « Quand on veut entrer dans une équipe, on ne doit point dire du mal des camarades. »

La pensée est révolutionnaire ; il n'y a qu'elle qui le soit. Et, à première vue, elle devrait vaincre. N'est-elle pas ce qui invente moyens et machines, et ce qui place le coin justement où il faut ? Oui, quand il s'agit de changer les choses, par exemple de jeter un pont ou de creuser un tunnel. Aussi tout est révolution permanente dans les machines. Mais quand les choses à mouvoir sont des hommes, tout change. La pensée les éveille, et ne peut les mouvoir qu'en les éveillant ; seulement la pensée éveillée est merveilleusement divisée contre elle-même. Un hérétique ne fait pas une Église, il en fait cent et mille ; presque autant que d'hommes ; car, ce qui est posé par l'hérésie, c'est le droit à l'hérésie ; tout homme pensant use de ce droit ; il commence par là. La pensée fait aussitôt des égaux, qui se doivent respect ; ainsi tous sont chefs, et il n'y a plus de chef. L'esprit anarchique est au fond de l'esprit révolutionnaire ; on peut le craindre et vouloir s'en détourner, mais cela n'avance pas beaucoup. Car que peut-on enseigner, en ces entretiens où se prépare la résistance, sinon le libre examen ?

Et comment repousser l'objection quand on est soi-même objection ? On entend crier partout Unité ! Unité ! Mais ce cri est le cri des pouvoirs, parce qu'ils ne pensent point. L'unité se fait par des discours vides et toujours les mêmes. Il y a une forte scène de Rabelais : thèse en charabia ; contradiction en charabia ; conciliation en charabia par le très sage Pantagruel lui-même, qui a compris le jeu. Cette raillerie énorme va au fond des choses. Au reste la messe est chantée en latin.

Ésope avait déjà bien plus d'idées que son maître. Le malheur des esclaves qui pensent, c'est que chacun d'eux a son idée, et comprend que l'on contredise. L'unité ne peut se faire que par la colère ; c'est ce qui fait qu'on voit naître aussitôt, sous la division des doctrines, la division de l'humeur. On voit bien que Trotsky n'a pas d'ennemis plus intimes que les socialistes révolutionnaires ; et comment voulez-vous que ceux qui sont sans idées ne gouvernent pas ceux qui ont des idées ? Telle est la force de l'huissier à chaîne et à mollets, qui pense chaîne et mollets et qui ne pense rien d'autre.

Propos de politique (1934)

XXXVI

L'Europe est grosse

[Retour à la table des matières](#)

L'Europe est grosse. L'enfant donne déjà des coups de pieds. Que sera l'enfant ? Guerre ou révolution ? On le saura quand ce terrible enfant viendra au monde. Toujours est-il que ce germe se développe selon une loi intérieure. Selon que nous, chétifs, nous nous accorderons à sa forme, il nous sauvera ou nous brisera. C'est ainsi que Beethoven enfant était déjà Beethoven, croissant et se fortifiant par les choses et les hommes ; mais non pas selon les choses et les hommes, selon lui. L'histoire se fait de même, et ne nous demande pas permission.

C'est ainsi que parle le prophète, qui est poète. Et j'aime le prophète. Mais à la prophétie je secoue les oreilles comme le célèbre âne rouge, que l'on ne peut atteler. Des êtres comme Vinci, Michel-Ange, Beethoven, Goethe, Hugo, je les aime ; je les prends comme ils sont. Toute parcelle de leurs œuvres est à leur ressemblance. Je n'y vais pas choisir, ni gratter, ni effacer. Comme je voyais ces temps-ci en Platon et Aristote, deux vieux amis à moi ; ils sont parfaits l'un et l'autre et sans reproche, ils diffèrent comme la rose et l'œillet ; je ne veux point choisir, ni préférer ; encore moins corriger. Je leur sais gré de leur être. Et par ce chemin j'essaie de savoir gré à tout homme de son propre être. Autant qu'un homme est lui-même, qu'il ne cède point, qu'il n'imité point,

je le vois beau. L'artiste va là tout droit ; par sa vertu d'être soi il met au jour la vertu de chaque être. Une nature, autant qu'elle est forte, est bonne et juste. C'est pourquoi de ce qui pousse et grandit par sa propre loi, j'attends quelque bien. Je ne veux pas mutiler, je veux aider et délivrer.

Mais je ne respecte pas les Métaphores, ni les êtres de raison, comme on dit. Une nation n'est pas un être ; une révolution n'est pas un être ; ce ne sont que des pailles au vent. Léviathan n'est ni beau ni sage. Léviathan c'est l'association, c'est le bureau et le président ; c'est l'opinion commune, qui n'est de personne, et qui n'est rien. C'est la statistique, c'est la moyenne ; c'est l'ordre et la discipline ; c'est l'imitation de tous par tous, c'est le stérile esprit de commandement et d'obéissance ; c'est le rapport extérieur, qui de tout homme fait une chose. Léviathan, c'est le sergent-major. Lisant Spinoza, qui certes est un être, je me disais qu'il y a des essences inflexibles, livrées à un océan de hasards. L'histoire est un océan de hasards.

Cette prédestination, qui fait les génies, je ne vais pas la transporter aux peuples, êtres de rencontre. Hegel, qui a si fortement posé l'homme pensant et agissant, glisse de là à parler de l'esprit d'un peuple. Mais ce n'est qu'une métaphore. je la refuse. Et pourquoi ? C'est que je ne trouve point de tissu vivant entre les individus, de tissu vivant qui puisse faire un être, un peuple pensant. Intérêts, industries, constructions, voies de communication, provisions, archives, ce ne sont que des choses, des parcelles d'or, de papier, de fer, de pierre, disposées ainsi, et qui pourraient être disposées autrement. Il ne faut pas soumettre l'homme à l'outil. Ces liaisons mécaniques qui font un peuple, n'en attendez pas pensée ou œuvre. La tête manque. L'unité n'est que d'accumulation. Un grand peuple sera une grande caserne, ou une grande usine de toute façon une grande administration toutes les idées périront là, comme nous voyons qu'en une association avec statuts l'idée périt aussitôt, et la mécanique annule l'homme.

Croire à cela, c'est mal croire. Respecter cela, c'est mal respecter. Il n'y a de fatalité historique que parce qu'on y croit. Il faut résister aux prêcheurs. Si les hommes croyaient en l'homme et ne cherchaient pas l'esprit où l'esprit n'est point, ils s'arrangeraient de politique comme ils s'arrangent des éléments, les détournant et soumettant par leur industrie. Ils feraient l'histoire, ou plutôt ils la déferaient, sans respect ni religion. Fausse grandeur, d'un homme ajouté à un homme comme chose à chose. L'Océan est grand, mais l'homme y navigue. Épictète disait : « Tu as peur de toute cette grande mer ; il ne faut pourtant qu'une pinte d'eau pour te noyer. »

Propos de politique (1934)

XXXVII

Une constitution politique

[Retour à la table des matières](#)

Une constitution politique, de quelque nom qu'on l'appelle, ne se fait jamais selon un projet ; bien plutôt, semblable en cela aux organismes naturels, elle s'adapte, et produit elle-même ses moyens de défense. Au reste, le droit tout entier se fait et se change par des expériences continuelles. Dans chacun des jugements rendus ici ou là, il se trouve une grande part de routine, une naturelle paresse, et un petit éclair de sagesse. Tout cela ensemble prend place dans l'énorme répertoire de la jurisprudence ; les précédents s'accumulent, et font loi avant qu'on y pense ; quand on y pense, tout est fait. Telles sont les lois ; et comme Montesquieu l'avait vu, ce sont des lois naturelles. Nous croyons qu'il y eut un Lycurgue ou un Solon qui fit des lois toutes neuves ; la légende est toujours ainsi et trompera toujours. Je suis assuré que ces hommes très sages regardèrent seulement comment le peuple vivait, produisait, échangeait, et firent seulement passer l'usage dans la loi. Le génie de Napoléon n'a pas inventé le Code Civil ; il a traduit en lois les coutumes de nos provinces, c'est-à-dire une longue pratique, une pratique dormante qui n'ouvrait que rarement un œil. Ne vous trompez pas au juge ; il sait très bien quand il peut dormir ; il s'éveillera au bon moment.

Cet esprit, tout alourdi de nature, contre-balance utilement l'esprit abstrait, qui est l'esprit fou. L'esprit fou, c'est l'esprit gouvernant qui s'aperçoit que le beurre est trop cher, et qui annonce que tout cela va changer. Les vaches n'en vont pas moins de leur pas tranquille, et le vacher prend toujours le pas des vaches. C'est ainsi que le troupeau des intérêts suit ses mille chemins, sans s'occuper beaucoup de ces lois qui naissent tout armées, non pas du ventre et de la poitrine, mais de la tête, hélas, du grand Jupiter. Ainsi un peuple a une constitution comme un individu a des yeux, des oreilles, un nez. Chaque peuple a son visage, où tout s'ajuste ; et vous n'allez pas dire qu'il faudrait un nez un peu plus long ; ne touchez pas au nez ; il faudrait changer tout. Mais qui donc a travaillé ici ? Qui donc a contribué ? Tous ont travaillé, comme le terrassier qui choisit un manche de pelle contribue à courber, façonner et polir la forme juste.

Je pensais à ces lois de santé comme je lisais les procès-verbaux de la Commission d'enquête, qui sont réels, qui sont humains, qui éclairent tout. Non pas comme ces immenses enquêtes, à forme statistique, qui font paraître des déserts inhumains ; mais ici un détail conduit à un autre ; et le lecteur moyen en apprend plus en une demi-heure sur la politique et sur la finance qu'il ne ferait en des ouvrages dogmatiques, et en y usant dix ans de sa vie. C'est que la Commission d'enquête est un outil de circonstance, ou ce qu'on appelle un moyen de fortune. L'outil a la forme de la chose ; il se trouve appliqué juste au point de difficulté. L'esprit fou voulait prédire que par ce rustique moyen on ne ferait rien, on ne saurait rien. Le fait est qu'on sait tout. La lumière éclaire largement les choses et les hommes. On demande où cela mène, et quelles sanctions suivront. Mais le lecteur moyen se moque des sanctions ; la lumière suffit ; je dirai, bien mieux, qu'elle instruit les coupables eux-mêmes ; on les voit qui pénètrent dans leur propre pensée ; ils s'arrêtent devant l'ombre qu'ils portent ; ils ne savaient pas qu'ils étaient ainsi faits. Et voilà ce qui arrive d'une assemblée qui théoriquement devrait faire des lois, et qui ne peut. Toujours est-il qu'elle est assemblée, et qu'il s'y fait un travail réel et imprévu. L'opinion réelle finit par s'y exprimer, moins dans les votes comptés que dans les discussions ; moins encore dans les discussions que dans ce genre d'enquête, où le bon sens fait plier la loi apparente, d'après une loi réelle et non écrite. Il n'y avait qu'à laisser aller ces terribles monologues, d'un magistrat, d'un financier, d'un journaliste. La république radicale n'a même pas à les juger ; ils se jugent. Cela est Platonicien. Quand on croit en avoir fini avec la pensée, c'est à ce moment-là qu'elle se montre.

Propos de politique (1934)

XXXVIII

Lamartine, à Constantinople

[Retour à la table des matières](#)

Lamartine, à Constantinople, dans un bazar, admirait la grâce naturelle de jeunes enfants qui jouaient aux billes. Survinrent deux hommes qui examinèrent les yeux et les dents de ces enfants ; c'étaient des acheteurs, et ces enfants étaient à vendre, comme chez nous les chevaux. Lamartine ne le comprit pas tout de suite ; on peut même dire qu'il ne le comprit jamais tout à fait. Nous attachons grand prix à notre semblable. Par la seule forme, nous devinons la personne ; nous la posons égale à nous, et libre comme nous voulons l'être. Cela ne fait pas que la personne humaine soit toujours traitée comme telle. Il y a de terribles métiers ; il y a des taudis ; peut-être faut-il dire qu'il n'y a pas une parcelle des commodités de notre vie qui ne soit payée par la misère de quelqu'un. Mais enfin il n'y a plus d'esclaves, et nous ne voulons plus d'esclaves. Nous avons formé cette idée ; nous y tenons.

Nous avons encore d'autres idées, concernant les peines, la torture, le droit des accusés, le droit de l'enfant, l'éducation, les bonnes mœurs. Et cela revient toujours à respecter la personne humaine, et enfin à supposer, mieux, à vouloir par préjugé, qu'un homme vaut un homme. C'est une idée qu'il faut porter à bras, car elle est souvent démentie et toujours menacée. À la guerre, on ménage moins l'homme que le cheval. Le premier interrogatoire se fait trop

souvent à coups de poing et à coups de pied. L'industrie attelle l'homme comme le laboureur attelle les bœufs. La colère et l'avidité reviennent toujours à l'esclavage. La frivolité refuse de voir. Mais enfin, quand tout est clair, l'opinion n'hésite pas ; nous sauvons le principe. Si nous sommes cruels, c'est encore pour sauver le principe. Quand on a assez compris le mouvement naturel des passions, on s'étonne moins des difficultés et des contradictions ; on accepte une contrainte souvent importune, quelquefois très pénible. Comme nous acceptons cette contrainte, ainsi nous l'exerçons. Qu'on nous signale une maison où la personne humaine est violée, avilie, torturée, nous enfonçons la porte.

Au temps de Jean-Jacques, comme on peut voir par l'*Émile*, un homme qui naviguait en Méditerranée courait le risque d'être esclave en Alger, lui, sa femme et ses enfants. Il fallut bien enfoncer cette porte-là ; celle-là et bien d'autres. Il n'y a plus de négriers ; mais si notre police se relâchait, il y en aurait demain. L'idée qui fait vivre notre civilisation, c'est que cette civilisation ne va pas de soi, et que les passions sont et seront toujours les mêmes.

L'hospitalité homérique est une grande chose. Ils disaient que les dieux se déguisaient en pauvres et mendiants. Certes, nous avons ici quelque chose à prendre. Mais nous devons savoir aussi que le fidèle Eumée, porcher en Ithaque, avait été acheté comme un jeune veau. Lamartine fut reçu pacifiquement et noblement par un chef arabe très puissant ; mais la conversation fut néanmoins épineuse, par ceci que le grand chef considérait la doctrine de la Trinité catholique comme une superstition qui méritait la mort. Nous avons peine à respecter la pensée de notre semblable ; mais enfin, nous nous y efforçons ; nous sauvons le principe.

Il est facile de louer les mœurs des sauvages, et Montaigne a écrit là-dessus des choses généreuses et fortes ; mais, à défaut d'une connaissance plus approchée, nous devons savoir, et ne jamais oublier, que la simple et aveugle coutume établira partout, et ici même, si nous laissons faire, un régime de crasse, de négligence et de fanatisme ; sans compter la force nue, qui passera comme le cyclone. Certes, il faut payer l'ordre, et même très cher ; nous aussi nous le savons, qui avons fait la guerre. Nous sommes colonisés, si je puis dire, par nous-mêmes, et sans douceur ! Qui n'a pas accusé les lois ? Qui n'a pas souhaité de vivre sans maître ? Mais le moindre mouvement de foule, quand ce ne serait que de panique, nous rappelle que l'homme est un animal dangereux à lui-même. La paix est un état sévère, et qui fait tout aussitôt oublier que la sévérité est nécessaire. D'où le rêve idyllique renaît toujours ; seulement, il suffit de trois bandits pour nous remettre en ordre. Rêver que des populations naïves et ignorantes étaient bien heureuses avant nos gendarmes, c'est toujours rêver. C'est le même rêve.

Propos de politique (1934)

XXXIX

On cherche une culture qui convienne

[Retour à la table des matières](#)

On cherche une culture qui convienne à l'homme de demain, et qui nous change un peu de l'éternel art de persuader, qu'on nomme rhétorique, et qui est, au vrai, la sophistique. Je vois bien que tout se plaide, et, par exemple, que la thèse Franklin-Bouillon arrive à une sorte de vraisemblance, et que la thèse opposée y parvient moins aisément, parce qu'elle est plus neuve, et de toutes façons moins bien payée. Mais supposons qu'on puisse retourner complètement un auditoire et l'entraîner à la paix, comme je crois qu'on peut le faire, aura-t-on labouré les esprits ? Non pas. On aura éveillé en eux des sentiments vifs, comme l'horreur du carnage et l'horreur de l'esclavage ; on leur aura donné expansion parce qu'on leur aura donné expression ; on les aura délivrés de la honte d'être toujours réfutés. Mais le problème lui-même aura-t-il été seulement gratté de l'ongle ? Il me semble, au contraire, que la réfutation de la réfutation se produira de nouveau, avec les mêmes chances et la même apparence de raison ; j'en vois tous les jours le signe en des orateurs et en des journalistes qui, je crois, sont de bonne foi ; à plus forte raison faut-il penser que le citoyen moyen et très occupé, dont tout dépend, se trouve jeté d'une thèse à l'autre selon ce qu'il entend et ce qu'il lit. Cette instabilité est comme

stabilisée. Preuve que les esprits ne sont pas éclairés, et encore moins formés. Mais comment les former ?

Si je voulais relever l'art de persuader, je le considérerais en quelque sorte sous une autre dimension, autant qu'il éclaire et forme l'orateur même. Car en dehors de l'action sur une foule, qui est comme la surface du métier, la rhétorique apprend deux choses au rhéteur. D'abord, par une réflexion sur les sentiments et les émotions, et finalement sur la physiologie de la chose, l'orateur apprend comment les opinions changent dans un homme, et pourquoi ; il connaît que les preuves, dans la matière historique, qui dépasse de si loin notre instrument géométrique, physique et chimique, sont des moyens d'exciter et d'apaiser, et au fond de gagner du temps sur l'humeur, qui d'elle-même toujours passe à son contraire par la fatigue. C'est connaître l'homme par culture ; c'est ne pas se croire ; c'est reconnaître en soi les mêmes ressorts du croire et du décroire ; c'est être sage par sophistique jugée. L'intime pratique des hommes, et des affaires que je nommerai sensibles, permet de vérifier ces vues idéologiques, et d'être assuré que toute querelle peut être apaisée comme les pêcheurs noient le poisson. Cette technique a son prix ; il faut pourtant que l'homme de demain en saisisse quelque chose, et cesse d'y voir une sorte de magie. Comment, sans une ample connaissance de la sophistique ? C'est ce que je ne vois pas. Lire beaucoup, et du meilleur, cela me paraît la condition première de toute culture politique.

Toutefois la familiarité aux sciences n'y est pas non plus étrangère ; mais il faut craindre de la science ce qui n'est qu'opinion, c'est-à-dire expérience sans preuve. Par exemple le maniement d'un appareil à radiations, comme récepteur sans fil, n'apprend rien du tout. Ce n'est qu'une autre croyance. Au contraire l'appareil géométrique, mesure, arpentage, lever de plans, orientation, accompagné de ses preuves, donne l'idée d'un savoir en lui-même complet, et que l'expérience vérifie. Ce qui, à vrai dire, ne peut servir directement à percer le brouillard politique ; mais ce qui, par opposition, détourne de juger ici d'après des preuves, évidemment sans proportion avec l'objet ; par quoi on arrive, dans l'extrême complication des causes, à juger par volonté, c'est-à-dire à prendre parti, et à mépriser les sophistes. Et la science ouvre ainsi indirectement des vues sur l'action. Car l'homme embarqué n'attend pas de connaître tous les filets et remous de l'eau pour aller où il veut aller. La complication supérieure des conditions, qui fait que la situation réelle est impossible à mettre en preuve, est aussi ce qui fait que cette situation est modifiable et que l'homme la traverse par la vertu de constance.

Propos de politique (1934)

XL

Comme j'admira la force pesante

[Retour à la table des matières](#)

Comme j'admira la force pesante des vaches, les unes broutant, la jambe avancée, les autres ruminant, debout sur leurs piliers ou couchées selon la paresse, le bel équilibre de ces formes fut troublé par une cause que d'abord je n'aperçus point. Toutes s'éloignaient assez vite d'un centre perturbateur qui semblait n'être rien ; enfin le vainqueur de ces fortes bêtes sortit d'un petit pli du terrain qui suffisait à le cacher ; ce vainqueur était un enfant de trois ans qui élevait une frêle baguette. Petit roi ; mais les gros yeux des bêtes y avaient reconnu aisément la forme du roi. C'est la coutume ; ainsi pensaient les grosses bêtes, ou plutôt elles le disaient bien clairement par leurs actions, sans penser plus loin que leurs actions, car telle est la coutume.

Une vache se décide quelquefois selon sa force. J'en vis la preuve un autre jour quand l'esclave voué au maintien de l'ordre, le chien, vint chasser la gourmande d'un gras pâturage où elle ne devait pas être. La grosse bête chercha la brèche, ne la trouva pas, et chargea contre une barrière, montrant cette puissance guerrière qui étonne dans une vache ; la barrière fut en morceaux du premier choc ; je ne sais ce qu'en pensa le maître, mais le chien était content.

Ces paraboles muettes m'en rappelèrent une autre, depuis longtemps oubliée. Comme je gardais un troupeau en compagnie du pâtre et d'un chien, il arriva que les vaches firent cercle contre le chien, un cercle de cornes ; et le chien s'enfuyant vers nous, nous courions grand risque. Mais le pâtre se mit à marcher à quatre pattes, comme un animal, et les vaches reprirent aussitôt leur fonction ruminante. Effet de coutume encore, car cette étrange apparence d'une forme humaine à quatre pattes ne correspondait à rien de ce qu'une vache avait pu voir, ni à rien de ce qu'une vache eût jamais fait. Le gouvernement, mettons que c'était moi, avait eu bien peur ; il reprit son souffle, et n'en pensa pas plus long qu'une vache. Ainsi vont les choses, car un résultat vaut mieux qu'une pensée.

Maintenant que je suis provisoirement à l'abri des vaches, des chiens et des pâtres, il me plaît de penser que, roi constitutionnel en cette circonstance, et incapable comme un roi, j'aurais dû décorer le pâtre, mon ministre, de la Grande Étoile de la Ruse, réservée aux orateurs. Car c'est proprement éloquence de produire devant les yeux du troupeau en révolte une apparence tout à fait inattendue et nouvelle qui, en réveillant la pensée, la jette en des difficultés insurmontables. Il est clair qu'on ne peut penser en troupeau ; chacun retourne en lui-même pour délibérer, et oublie ce qu'il allait faire. Par où je comprends que la coutume est favorable au tyran, et l'intelligence aussi. C'est pourquoi, remarquant que, nous autres citoyens, nous avons l'intelligence plus subtile que celle des vaches, je ne nous vois point pour cela mieux armés qu'elles contre nos maîtres. Car qui débrouillera les discours de Coty, les discours du *Temps*, ceux de Herriot, et mille autres ? Pouvons-nous retrouver la forme humaine en ces étranges apparitions, dettes, armées, industrie, finance, qui se plient comme des clowns de cirque, et boitent exprès, tombent exprès, et soudain s'envolent dans les nuages ? Qui leur refusera une pensée ? Qui y trouvera une pensée ? Impossible. Or cela même nous occupe un petit moment. Nos espoirs sont grignotés par des petits moments de pensée sans issue. Il faudrait donc ne point penser ? Mais nous voilà à la coutume, c'est-à-dire à ruminer, ce qui a deux beaux sens, dont l'inférieur emporte l'autre. Car la révolte ne donne pas de pain ; et le malheur du citoyen, c'est qu'à résister à ses maîtres il perd du temps, au lieu que le maître gagne sa vie à gouverner ; c'est proprement son métier. Supposons que je fasse un discours aux vaches sur le droit des vaches et qu'elles commencent à me comprendre ; je leur ferais justement l'effet du mystérieux pâtre ; elles iraient paître.

Propos de politique (1934)

XLI

La trahison est naturelle dans un député

[Retour à la table des matières](#)

La trahison est naturelle dans un député, à quelque parti qu'il appartienne. Et la trahison, comme on l'a cent fois remarqué, consiste à tirer vers la droite après avoir juré de rester plus ou moins à gauche ; chacun sait qu'il y a une droite et une gauche en tous les points de l'hémicycle ; et vous n'entendrez jamais dire qu'un député ait glissé à gauche malgré les promesses faites aux électeurs. Ce phénomène d'attraction, ou de répulsion, ou d'ionisation, comme on voudra dire, mérite d'être considéré avec attention ; le jeu politique revient tout à ces mouvements insensibles qui déplacent lentement et sûrement les représentants du peuple vers les ennemis du peuple.

Ennemis du peuple ? J'appelle ainsi ceux qui pensent que la Révolution fut une folie, que le peuple ne connaît nullement son propre bien, qu'il faut le ramener à l'obéissance, et le conduire à ses destinées d'après les lumières supérieures, qui brillent pour Coty, Kérillis, Bourget et autres génies nationaux, qui éclairent encore un petit peu le boursier Herriot, mais qui sont invisibles à vous et à moi, au commerçant, au paysan, à l'ouvrier, à tous les petits. Là-dessus on peut rire, car le peuple est à ses prétendus chefs comme un terrassier à un enfant ; il est très sain de rire ; mais enfin les récents

événements ont prouvé que les esprits enfants, ceux qui se trompent à tout coup et sur tout, ont plus d'un moyen de nous passer la bride. Et tant que nous n'aurons pas compris le jeu, nous perdrons. Je reviens donc à mon député.

Premièrement, il croit savoir, ce qui est la pire ignorance. Il ressemble à ces gens qui reviennent d'Allemagne, et qui disent : « Vous ne connaissez pas l'Allemagne. » L'Allemagne est à peu près aussi facile à connaître que l'Amérique, ou la Chine, ou le problème des changes, ou celui des douanes. Dans ces immenses objets on trouve de quoi prouver n'importe quelle thèse. Ce qu'on en dit n'est jamais vrai ; sans compter que tout change d'un jour à l'autre. Or, le député fait sonner cette fausse monnaie des pédants de politique ; il incline à penser que le peuple est là-dessus tout à fait aveugle, qu'il est difficile de l'éclairer, qu'il demande des choses impossibles, comme la paix, la justice dans l'impôt, une police égale pour tous, et qu'enfin l'art du politique est de refuser en détail ce qu'on a promis en gros. Ce métier, quand on le voit sous cette lumière, donne de l'amertume, de l'impatience, un peu de mépris.

Ces sentiments sont chauffés à blanc dans la cornue, parisienne, qui est méphitique. Il faudrait plus d'espace et de solitude aux amis du peuple. Il faudrait que la populace des parasites, intermédiaires, intrigants, joueurs, marchands de plaisirs, journalistes, vaudevillistes, leur laissât un peu plus d'air. Il faudrait aussi qu'ils ne soient pas tant serrés les uns contre les autres, échangeant leurs idées, qui n'ont pas une journée d'âge, et qui périssent le soir même. Tour à tour flattés et injuriés selon qu'ils risquent un pas à droite ou qu'ils reviennent sur leurs positions. J'y joins les ambitions, qu'on ne peut blâmer, car, sans ce piquant, la vie du politique serait mortellement ennuyeuse. Et voilà pourquoi le député mûrit mal ; voilà pourquoi vous le retrouvez misanthrope et pessimiste par cette opinion trouble qu'il a de lui-même. Là-dessus on me dit souvent que les partis, s'ils étaient forts, vaudraient mieux que les hommes ; mais je n'en crois rien. Les partis ont leurs gouvernants, qui suivent le destin de tous les gouvernants, j'entends qu'ils sont hommes d'État, mais prématurément. Homme d'État, on l'est toujours trop. Dix minutes par jour c'est assez et trop ; le reste du temps qu'il soit homme ; mais c'est beaucoup demander.

Propos de politique (1934)

XLII

L'homme de Platon

[Retour à la table des matières](#)

L'homme de Platon, qui est l'homme, est fait d'une tête, d'une poitrine et d'un ventre. Et, parce que l'équilibre, qui serait justice, est rare, et que l'homme bascule presque toujours d'un côté ou d'un autre, nous avons une assemblée de têtes, de poitrines, et de ventres ; et tels sont les partis véritables.

Dans les têtes habite l'utopie, c'est-à-dire l'idée. Les têtes s'occupent de ce qui devrait être, et cela n'est pas méprisables. Les poitrines ont de l'honneur ; et l'honneur, comme on sait, méprise les arrangements. Les ventres sont souvent bilieux et aigres, mais ils sont attentifs à leurs frontières de chair, cela fait un genre de sagesse courte, sur laquelle on peut compter. Platon disait que les artisans sont les ventres de l'État, comme on pourrait le dire aussi des chevaux. Dans le fait, les choses ont tourné autrement, et les maigres ouvriers sont nos têtes ; entendez que s'ils ne pensent pas toujours aisément, du moins ils portent et élèvent les penseurs ; sophistes ou utopistes, il n'importe ; c'est toujours pensée, c'est toujours tête.

Un problème tombe, un problème réel, pressant. On n'a pas plus d'un jour pour décider ; on décide passablement. Il s'agit de cette pente savonnée sur laquelle valeurs et crédit glissent ensemble, et du frein Hoover, qui a produit

un certain effet. Mais examinons le vote. Les ventres aiment bien ce que j'appelle les lieux communs à roulettes ; car quoi de mieux pour digérer ? Les ventres n'en pensent pas long. Mais ici, en ce mauvais détour, ils sentent vivement la crise des affaires ; ils ont de longues antennes par là. Ils ont perdu, car tout le monde a perdu. Faim d'ogre, sagesse d'ogre. Le ventre sait très bien compter, et la cote est sa pensée. Donc, se priver des invectives et des mépris faciles ; aller au plus pressé. Ce qu'ils ont fait. L'économique ramène la politique assez brutalement ; les ventres sont sensibles à ce genre de contrainte.

Les têtes aiment bien contester et contrarier. En principe elles votent contre les ventres. Mais on ne peut pas toujours s'amuser. Ensemble paraissent la paix, le désarmement, la fraternité universelle. Occasion rare ; court moment. Les têtes, d'un seul mouvement ont obéi à l'idée. À tous risques, et même d'accord avec les ventres. Et la tête, après avoir voté, peut bien se féliciter encore plus de ce qu'elle a fait. Ne sait-on pas que l'intérêt dessine d'une certaine manière l'idée, et que l'extrême dessous rejoint souvent le dessus ? Et cela même est dans la pure doctrine. C'est donc quelque chose d'être socialiste.

On ne sait que faire des poitrines. Ou plutôt si ; on devrait les mettre au premier rang des batailles ; le fait est qu'elles n'y vont pas toujours d'elles-mêmes, et c'est bien regrettable. Mais quels combattants ! Il ne faut qu'une vibration de mots ou de clairon pour les jeter dans un noble délire. Il leur faut un ennemi ; ils le voient ; ils le montrent. « C'est un piège ; c'est une manœuvre de guerre. Où sont nos armes ? Courons aux remparts ! Et puis il me semble qu'on nous traite un peu légèrement. Sommaton par télégraphe, cela ne peut aller. On nous presse, donc nous résistons. À moi la colère, alliée de l'honneur ! » Avouez que c'est une étrange idée que de télégraphier à une poitrine. Cette majesté sonore a horreur de la surprise. Elle veut des préparations et des politesses ; comme ces chevaux au sang vif auxquels il faut parler avant de les toucher. Chatouilleuse poitrine ! L'ennui, c'est qu'on l'aime ; car elle n'est qu'amour, générosité, fidélité. L'honneur est honorable ; les mots le disent, et cela va de soi. Mais on finit par apercevoir que l'honneur n'est généreux que de sang, et n'est fidèle au fond qu'à sa propre colère. Les vieilles traditions de l'honneur ne sont que justes. L'homme d'honneur devait mettre sa vie en jeu, et tout de suite. Cela était un peu fou, mais grand. C'est une misère que l'honneur en discours et que ces poings qui ne frappent jamais que sur une table. Et comme disait le fameux Pape, tragédien n'est pas loin de comédien.

Propos de politique (1934)

XLIII

Un homme libre contre un tyran

[Retour à la table des matières](#)

Un homme libre contre un tyran, telle est la cellule politique ; et cela est abstrait, comme la politique elle-même. Si chaque homme libre avait charge d'un tyran, qu'il tiendrait sous son regard, on arriverait à une sorte d'équilibre ; il suffirait de contredire, de raisonner, quelquefois de se moquer, et toujours de faire jouer la puissante amitié humaine. Dans le fait, les tyrans se réunissent autant qu'ils peuvent et réchauffent leurs maximes ; et les hommes libres, de même, forment des assemblées où les tyrans sont durement secoués ; mais les tyrans n'en savent rien. Toutefois, cet autre tableau politique est lui-même abstrait. On trouve les deux espèces d'hommes dans tous les partis, et presque dans toutes les places. L'affaire Dreyfus, qui rompit les partis, fit apparaître de ces antagonismes intimes. D'officier à officier, de bureaucrate à bureaucrate, de chrétien à chrétien, d'incrédule à incrédule, on discutait les yeux dans les yeux ; et c'était la bonne manière. On sait qu'il se forma à la fin une opposition de droite et de gauche parmi les amis de la justice. C'est que les uns aiment la justice tyranniquement et les autres démocratiquement ; ou, pour parler autrement, les uns se poussent vers le haut avec la résolution d'être de bons rois ; les autres se défont de la justice royale, et résistent tant qu'ils peuvent, tirant la barbe à toute majesté.

Qu'il y ait des tyrans socialistes, syndicalistes, communistes, on le sait. Un prolétaire qui voudrait bien n'être ni tyran ni esclave ne cesse d'admirer ces petits rois qui posent la question de confiance et invoquent la raison d'État. Les chefs radicaux ont leur couronne aussi, et leurs dogmes, et leurs mouvements d'impatience royale. Et, au rebours, parmi les modérés et même parmi les bonapartistes, boulangistes, royalistes, autant que ces mots ont encore un sens, il y a des ferments de liberté ; non pas tant dans les chefs, qui sont comme tous les chefs, mais dans les troupes électorales, souvent portées de ce côté-là par le bonheur de s'opposer aux pouvoirs existants. On a joué sur le mot liberté ; mais il ne faudrait pas croire que ceux qui sont partis en croisade pour la liberté religieuse sont tous des hypocrites. Le parti catholique se divise maintenant explicitement en un parti peuple et un parti noble ; mais toujours on y a trouvé janséniste contre jésuite ; et l'affinité des grands chefs catholiques avec tous les pouvoirs forts se marque quelquefois en traits qui font caricature, comme évêques décorés et choses de ce genre.

L'union sacrée est le paradis des tyrans mais que signifie l'union sacrée, sinon un oubli des fins politiques qui ne sont pas le renforcement et la consécration de tous les pouvoirs ? Tous ceux qui aiment le pouvoir, même en imagination seulement, se serrent alors en phalange. Et les hommes libres se mettent en rangs aussi. Car les hommes libres, extrêmes mis à part, savent aussi le prix de l'ordre. Ils voudraient seulement qu'on n'abuse pas des occasions pour mettre tout le monde au pas militaire. Et ils savent bien que tout pouvoir, abuse et abusera. D'où une opposition diffuse, infatigable et souvent de bonne humeur, qui ne construit pas, qui ne propose rien, qui n'a pas de plan pour sauver les finances, ni pour sauver la paix, mais qui se méfie des sauveurs. On a souvent remarqué que tout est négatif dans les thèses fameuses que résument les mots Liberté, Égalité, Fraternité ; mais c'est qu'en effet on ne peut fonder ni maintenir aucun ordre d'après ces énergiques sentiments. Toute police les nie ; et il faut une police. Et les tyrans de toute espèce sont parfaitement à leur place sur les sommets de l'ordre. Ils ont les vertus de l'emploi, qui ne sont pas petites ; et ils y trouvent les plaisirs de l'ambition, sans lesquels le métier de régner serait parfaitement ennuyeux. L'homme libre se range et s'efface ; l'ambitieux se pousse. Il ne peut en être autrement ; un socialisme aura toujours un préfet de police, un général, un grand juge, qui marcheront allègement sur les libertés, si on les laisse faire ; et les sous-ordres imiteront les grands chefs, comme on voit partout ; l'espoir de gouverner ne va jamais sans une sorte de religion à l'égard de ceux qui gouvernent. Et cette procession chante conquête, gloire et massacre ; on ne le sait que trop ; elle nous le crie aux oreilles. Que prospère et s'assure de soi la bienfaisante race des hommes libres qui refusent pouvoir ! Si elle fait seulement équilibre, homme contre homme, ce sera déjà beau.

Propos de politique (1934)

XLIV

Toute manœuvre à plusieurs veut un chef

[Retour à la table des matières](#)

Toute manœuvre à plusieurs veut un chef ; et ce chef est absolu ; dire qu'il est absolu, c'est dire qu'il est chef. Quand vingt hommes soulèvent un rail, ils obéissent à un chef ; s'ils discutent dans l'action même, ils auront les doigts écrasés. Un grand carrefour, et encombré d'autos, veut un roi absolu. Un pilote, dès qu'il met le pied sur le grand navire, y est roi ; et le changement de roi se fait le plus facilement du monde ; le commandant qui a régné jusque-là n'est nullement diminué ni humilié ; il sera roi de nouveau, et personne n'en sera étonné. La monarchie semble donc être une partie de l'ordre. Et remarquez que tous ces rois sont jugés. Un intempérant, un distrait, un visionnaire ne tiendrait pas longtemps dans ces postes-là, et même il n'y serait pas mis. Ceux qui célèbrent l'ordre, le pouvoir fort, et l'obéissance, disent des choses évidentes et que tout le monde sait.

Le pouvoir monarchique n'est pas tout l'ordre. Il faut compter le pouvoir d'organisation et de préparation qui, au contraire, semble, par sa nature, divisé et délibérant ; l'exécution ici ne presse plus ; on prend le temps d'examiner, et chaque spécialiste donne son avis après avoir mis au point sa loupe, son télescope ou son microscope. Ces mêmes commissions, dont nous avons

abondance, jugeront les actions des rois, ou choisiront, au concours, les candidats au poste de roi et les futurs spécialistes. Ce système n'est pas propre à l'État. Dans une usine, dans une banque, dans un journal, les choses se passent à peu près de même. Et finalement, par ce travail des commissions et ces rois soumis à l'épreuve, les pouvoirs se dessinent, et seront partout et toujours les mêmes ; et les favoris, s'ils ne sont que favoris, flatteurs ou gendres, ne jouent pas un grand rôle dans les affaires réelles, car la nullité tombe d'elle-même. Il est juste d'admirer les grands corps, d'ingénieurs, de conseillers, ou de chefs d'exécution, pour le savoir, la conscience et l'exactitude qu'on y trouve, que ce soit dans les services publics ou dans les affaires privées. Ainsi nous sommes tous gouvernés, et mieux que passablement, selon le principe de l'aristocratie, qui est que le meilleur doit commander.

En tout cela, qui est éternel, je ne vois point de démocratie. Que le meilleur, et qui a charge de commander ou de conseiller, selon ce qu'il vaut, soit pris au concours dans le peuple, cela ne change rien aux pouvoirs ni à l'obéissance. Que le commandant du navire soit fils de prince ou fils de soi, il ne vous fera pas moins mettre au cachot si vous résistez ; et la justice ne dira son mot qu'à la fin de la traversée. Sinon c'est la révolte, avec tous ses risques, et finalement d'autres pouvoirs, qui ressembleront parfaitement aux anciens pouvoirs ; cette remarque a été faite mille fois, sans qu'il en sorte une pensée utile. Nous sommes comme engourdis et fascinés devant ces pouvoirs, qui renaissent comme les têtes de l'hydre. Où donc est le point de résistance ? Et serons-nous toujours taillables et corvéables, autrement dit contribuables et fantassins, sans aucune espérance ?

L'effort démocratique est jeune ; il se laisse aisément détourner. On lui fait croire qu'il s'agit d'élire des chefs, et on lui montre aussitôt et bien aisément que cela est absurde. Dans le fait les chefs ne sont pas élus ; les ministres ne sont pas élus ; un directeur, un inspecteur, n'est pas élu. Qu'un élu, par ses moyens propres, arrive à gouverner ; aussitôt il échappe, par un traité plus ou moins secret avec l'organisation gouvernante, tant publique que privée, qui lui donne boules blanches et mention très bien. Après quoi, tout fier de ce brillant sujet, nous ne demandons qu'à le réélire les yeux fermés. Grande sottise, mais nous nous en guérirons. Nous avons à élire des résistants, c'est-à-dire des tribuns qui restent citoyens et qui prennent le parti des citoyens. Cette précieuse espèce n'est pas rare, mais elle est aisément corrompue, soit par un concert d'éloges qui monte comme un encens des pouvoirs intéressés, soit par des moqueries, calomnies et injures, ce qui fait que l'existence du radical pur n'est jamais sans amertume. Que faire, sinon le payer d'amitié, de fidélité et de gloire ? À vrai dire, nous devrions garder toute notre acclamation pour lui, pour l'incorruptible, au lieu d'applaudir ceux qui ont réussi à nous duper. Mais patience. Le peuple cherche son chemin ; le troisième pouvoir, celui qui dit non, entre en scène ; et les pouvoirs meurent de peur ; cela on ne peut pas le nier. Le difficile est de jouer ce jeu avec modération et sans haine aucune ; pour y arriver, comprenons par les causes.

Propos de politique (1934)

XLV

Il y a encore des socialistes

[Retour à la table des matières](#)

Il y a encore des socialistes qui promettent la lune. Peut-être sont-ils sincères ? Ou bien plutôt pensent-ils qu'il faut émouvoir les imaginations, et montrer un but lointain afin de faire quatre pas. Mais, selon mon opinion, ce système est mauvais. Le difficile est de faire seulement un pas, et, à vrai dire de refaire toujours le même pas, car les forces opposées ne cessent jamais d'agir. Un bon socialiste disait à peu près ceci : « Nous vivons sur une mince couche d'humanité au-dessus d'un abîme de barbarie ; il s'agit de nous maintenir dans cette pénible position. » J'aime mieux cette manière de poser le problème. Non, certes, je ne promettrais pas la lune ; je promettrais tout au plus de nous maintenir en cette position passable où présentement nous sommes. Là-dessus, exclamations. « Quoi ? Cette crise, ce chômage, ces armements, vous trouvez cela passable ? » C'est que j'ai vu pire, et vous aussi. La guerre nous a tenus en enfer pendant quatre ans. L'avez-vous empêchée ? Non. J'ai bien le droit de me méfier de vos promesses et de vos systèmes.

Toutefois le mot que je citais me paraît un peu noir. Pourquoi déclamer ? La guerre n'est nullement un effet de barbarie. La guerre est faite et préparée par des hommes admirablement raisonnables et qui ne sont pas méchants.

Simplement ils font leur métier. Un colonel se propose de tenir un millier d'hommes en rangs, avec défense de rire ; il trouve donc que la prison, le conseil de guerre, les compagnies de discipline et le peloton d'exécution sont des moyens nécessaires. Cherchez mieux, vous ne trouverez rien ; dès qu'on veut un genre d'ordre où les hommes d'exécution sont des outils comme pelle et pioche, il est impossible d'être bon. Voilà donc un homme qui, par métier, est impitoyable il voudrait bien être le père de ses soldats il voudrait aimer et être aimé ; peut-être a-t-il cette illusion un jour sur deux, Mais supposez une petite révolte, et un groupe de délégués venant donner son avis sur les exercices ou sur les manœuvres aussitôt les grands moyens entrèrent en jeu des vies seront perdues, d'une façon ou d'une autre ; la question d'autorité étant posée, il n'y a point d'arrangement. Si les délégués ne frappent pas d'abord, ils sont perdus. Vous voyez que la seule nation d'armée enferme toute la guerre possible. La barbarie n'est pas dans les hommes ; elle est dans l'institution.

Supposons un moment que des délégués ouvriers, pour avoir parlé au patron avec fermeté, soient aussitôt jetés en prison et déportés ; supposons que l'un d'eux, pour avoir tendu, le poing, soit condamné à mort et exécuté. Un tel régime n'est pas impossible ; le fascisme italien n'en est pas très éloigné. On peut essayer de prouver que, hors d'un tel régime, l'industrie nationale ne peut se développer assez ; on peut rappeler à ce sujet que la vie même d'un simple citoyen ne compte pas auprès des intérêts supérieurs de la société ; ce raisonnement est le même que celui des militaires. De braves gens se laisseront convaincre, et gouverneront l'usine selon la force, sans remords et même sans méchanceté. Ou plutôt ils se feront méchants par raison, absolument comme Lénine ou Trotsky se faisaient méchants par raison. Les uns et les autres sont convaincus qu'ils travaillent à des fins qui les dépassent, Patrie ou Humanité ; l'ivresse de commander vient épauler cette dogmatique Raison ; et l'histoire recommence, aussi dangereuse à ce que je crois par les bons que par les méchants.

Mais quoi faire ? Un pas en avant dès qu'on trouve passage. Vous savez bien qu'il ne manque pas de patrons qui vous dresseraient pour votre bien, comme les militaires vous dressent pour votre bien. Tranquillement vous arrêtez le patron, et tout net ; il n'a même pas occasion d'oser. Ce grand succès vient d'un jugement assuré. Vous décidez que la condition humaine est incompatible avec un esclavage même raisonnable. Cette idée est invincible ; mais il faut la sauver tous les matins, et c'est beaucoup de la sauver. La même idée est sans force contre les armements et contre la guerre ; c'est que le grand échafaudage des raisons d'État est toujours debout ; c'est que la critique n'a pas encore déshabillé les diplomates. Affaire de patience ; travail quotidien et travail de tête ; il est clair que l'armée se forme et se gouverne maintenant comme au temps de Wallenstein. Une foule de braves gens croient que c'est nécessaire, de même qu'une foule de braves gens croyaient que Dreyfus était coupable. Affaire de discussion, et d'homme à homme. Vous sauverez un peu de liberté et dix ans de paix. Vous dites que vous ferez mieux ; mais je me méfie. Le mieux, c'est le grand appât ; c'est la lune.

Propos de politique (1934)

XLVI

Les pouvoirs élus ne valent pas mieux

[Retour à la table des matières](#)

Les pouvoirs élus ne valent pas mieux que les autres ; on peut même soutenir qu'ils valent moins. L'électeur ne saura pas choisir le meilleur financier, ni le meilleur policier. Et qui pourrait choisir ? Dans le fait les chefs réels s'élèvent par un mélange de savoir, de ruse et de bonne chance, et aussi par l'emportement de l'ambition. Les chefs sont des produits de nature ; et l'on ne demande point s'il est juste qu'une pomme soit plus grosse qu'une autre. Un chef grossit et mûrit de même. Nous voyons partout des gros et des petits. Nous savons ce que peut faire un homme qui a beaucoup d'argent. Mais il serait absurde d'élire un homme riche, je veux dire de décider par des suffrages que cet homme aura beaucoup d'argent. L'inégalité des hommes est de nature, comme celle des pommes. Et le pouvoir d'un général d'artillerie est de même source que celui d'un financier. L'un et l'autre se sont élevés par un savoir-faire, par un art de persuader, par un mariage, par des amitiés. Tous les deux peuvent beaucoup dans leur métier, et étendent souvent leur pouvoir hors de leur métier. Ce pouvoir n'est pas donné par la masse, mais plutôt est subi et reconnu par elle, souvent même acclamé. Et il serait faible de dire qu'un tel pouvoir dépend du peuple et que le peuple peut le donner et le retirer. Dans le fait ces hommes gouvernent. Et de tels hommes sont toujours groupés en

factions rivales, qui ont leurs agents subalternes et leurs fidèles sujets. C'est ainsi qu'un riche fabricant d'avions gouverne une masse ouvrière par les salaires. Toute société humaine est faite de tels pouvoirs entrelacés. Et chacun convient que les grands événements politiques dépendent beaucoup des pouvoirs réels, et de leurs conseils secrets. Il y a une élite, et une pensée d'élite ; d'où dépendent trop souvent les lois, les impôts, la marche de la justice et surtout la paix et la guerre, grave question en tous les temps, et aujourd'hui suprême question, puisque toutes les familles y sont tragiquement intéressées.

Or, ce qu'il y a de neuf dans la politique, ce que l'on désigne du nom de démocratie, c'est l'organisation de la résistance contre ces redoutables pouvoirs. Et, comme on ne peut assembler tout le peuple pour décider si les pouvoirs abusent ou non, cette résistance concertée se fait par représentants élus. Ainsi, l'opinion commune trouve passage ; et tant que les représentants sont fidèles et incorruptibles, cela suffit. Le propre des assemblées délibérantes, c'est qu'elles ne peuvent se substituer aux pouvoirs, ni choisir les pouvoirs, mais qu'elles peuvent refuser obéissance au nom du peuple. Un vote de défiance, selon nos usages politiques, ressemble à une menace de grève, menace que les pouvoirs ne négligent jamais.

D'après cette vue, même sommaire, on comprend pourquoi tous les pouvoirs réels sont opposés à ce système ; pourquoi ils disent et font dire que les représentants du peuple sont ignorants ou vendus. Mais la ruse principale des pouvoirs est de corrompre les représentants par le pouvoir même. C'est très promptement fait, par ceci, qu'un ministre des Finances, ou de la Guerre, ou de la Marine, tombe dans de grosses fautes s'il ne se laisse conduire par les gens du métier, et se trouve alors l'objet des plus humiliantes attaques, et qu'au contraire il est loué par tous les connaisseurs et sacré homme d'État s'il prend le parti d'obéir. C'est ainsi qu'un homme, excellent au contrôle, devient faible et esclave au poste de commandement. On comprend que les représentants, surtout quand ils ont fait l'expérience du pouvoir, montrent de l'indulgence, et soient ainsi les complices des pouvoirs réels ; au lieu que ceux qui sont réduits à l'opposition se trouvent souvent rois du contrôle, et fort gênants. C'est pourquoi le problème fameux de la participation au pouvoir est le vrai problème, quoiqu'on ne le traite pas encore à fond. La vraie question est de savoir si un député est élu pour faire un ministre, ou pour défaire les ministres par le pouvoir de refus. Ces rapports ne font encore que transparaître. On s'étonne que le Président suprême ait si peu de pouvoir. Mais n'est-il pas au fond le chef suprême du contrôle ? Ce serait alors un grand et beau pouvoir, devant lequel tous les pouvoirs trembleraient. Ces choses s'éclairciront, en dépit des noms anciens, qui obscurcissent tout.

Propos de politique (1934)

XLVII

Parmi tant de tableaux

[Retour à la table des matières](#)

« Parmi tant de tableaux, artistement nuancés, dit Castor, dans lesquels on nous présente la politique des divers pays, je m'arrête à votre imagerie en couleurs crues. Les partis, dites-vous, se tiennent à la gorge, homme contre homme, chacun cherchant à faire plier l'autre. Et il arrive que, par une fausse manœuvre, l'un des deux se trouve à genoux, sans pour cela céder jamais ; toutefois cela est l'exception ; le plus souvent, le groupe des lutteurs est debout et presque immobile, sans que l'on remarque le moindre progrès. L'esclave est sur le point de se délivrer ; le tyran est sur le point de prendre l'avantage. Aucun homme ne change d'opinion. La seule idée d'examiner reviendrait à desserrer la prise ; on ne peut, car l'adversaire prendrait avantage. Il n'y a point de modérés, car il n'y a point de méthode douce pour tenir au collet un adversaire d'égale force. Sur la Société des Nations, sur les changes, sur les dettes, sur les droits de douane, sur le chômage, il y a toujours deux partis ; il y a instantanément deux partis. La question n'est pas connue et ne peut l'être ; le temps manque ; il s'agit de garder appui sur le sol et de conserver la prise. Ce tableau me plaît. Il est faux et vrai à la manière des mythes. Jupiter a fait deux espèces d'hommes et il a pris soin de les faire

égales en nombre et de les conserver telles, afin que le commandement et la résistance se fassent équilibre, de la même manière que pesanteur et solidité ensemble font l'édifice, et ainsi de suite ; vous composerez ce mythe aussi bien que moi. »

« Il se peut bien, lui dis-je, que toutes les affaires humaines dessinent réellement un mythe. Rappelez-vous l'affaire Dreyfus ; chacun alla tout de suite à l'extrême ; c'était le moins qu'on pût faire. Et cette soudaine lumière fit paraître la lutte politique comme elle est. Il y a encore des gens qui croient que Dreyfus était coupable ; ils sentent bien que céder sur ce point-là, ce serait lâcher prise sur tout. Et quand l'homme m'a livré sa chère pensée là-dessus, même si ce n'est que par un geste, tout m'est connu ; je sais ce qu'il pense et ce qu'il pensera de l'Allemagne et de l'Amérique, des congrégations et du pape, des grèves et des assurances sociales, du fascisme et du socialisme. Ce qui n'empêche pas une certaine politesse, et un essai de modération ; car Jupiter nous a donné à tous la raison et le respect de l'homme, aussi voit-on des sortes de réconciliations bien agréables. Mais nous savons tous que cela ne peut durer. Nous savons bien tous que demain, et peut-être tout à l'heure, il faudra reprendre parti ; ou plutôt, tout en faisant preuve de courtoisie, on n'a pas cessé de tenir parti. Chaque parti, comme vous l'avez remarqué, reproche à l'autre ses extrêmes ; tel est renvoyé au roi et au pape, tel autre à Moscou ; en cela les deux partis ont raison. Plutôt le tsar, pense l'un ; plutôt les Soviets, pense l'autre. Pensées superflues, lorsque chacun dispute le terrain pied à pied, là où il se trouve, écartant l'un, soutenant l'autre, louant tel roman, jetant l'autre avec mépris, selon le genre de pression qu'il y reconnaît aussitôt infailliblement. En toutes choses il faut voter blanc ou rouge. Ainsi parce que la circonstance nous presse, le mythe est vrai. Jupiter lui-même est effet et non cause. Qu'est-ce que ce maître immortel sinon le pouvoir même, toujours absolu soit qu'on l'adore, soit qu'on l'exècre ? Il y a des religions, parce qu'on n'a pas le désir de nuancer, d'argumenter, ni même d'examiner. Et croyez-vous, par exemple, que l'égalité permette des nuances ? L'inégalité non plus. Coty ne reconnaît d'autre pouvoir que le sien. Et il y a abondance de Coty, comme la moindre discussion le fait voir. »

« Très bien, dit Castor. Mais alors comment se fait-il qu'un peu partout, et sauf accident de guerre, le parti de la résistance aux pouvoirs soit imperceptiblement le plus fort, disons à vingt voix près ? »

« Achéons le mythe, lui répondis-je, par un trait de satire, et que chacun en pense ce qu'il voudra. Les hommes libres ont des chefs, en cette guerre contre les tyrans ; et ces chefs risquent bien d'appartenir à l'autre espèce. Je dis quelques-uns ; et c'est autant de moins dans le parti des tyrans. Cela suffit à faire pencher un peu la grande mêlée. »

Propos de politique (1934)

XLVIII

Le congrès radical jette un beau défi

[Retour à la table des matières](#)

Le congrès radical jette un beau défi. C'est un congrès d'hommes nus. Ils ne peuvent rien, et c'est leur vertu de ne rien pouvoir. Car ils nient les pouvoirs qui, depuis la guerre, nous mènent insolemment au fouet. Un métallurgiste, un parfumeur, un évêque, un général, deux ou trois journalistes, et quelques avarès à coupons pour faire garniture, tel est le Grand Conseil qui a juré de nous conduire selon ses propres fins. Les radicaux n'ont pour eux que d'être méprisés par le Grand Conseil ; toute leur force est là. S'en rendent-ils compte ?

Un cœur tendre voudrait bien être aimé des deux côtés. Impossible. Il faut rompre avec les salons et avec l'Académie ; rompre à jamais. Il faut compter pour rien le mépris des brillants subalternes. Ce n'est presque rien tant qu'on reste dans l'opposition ; ce sont, par comparaison, les temps agréables du métier radical. Mais qu'ils arrivent au pouvoir une fois de plus ; une fois de plus ils trouveront des caisses vides, l'ironie des chefs de service, les injures de la Presse, les huées de la rue, et l'épouvante de leurs propres troupes. En revanche, ils auront l'amitié socialiste, toujours perfide par des raisons de doctrine ; car un article de foi des socialistes, c'est que les radicaux ne

pourront jamais rien. Tel est le terrain mouvant. Je me souviens du jour, car ce ne fut qu'un jour, où Caillaux eut le pouvoir sur les finances. Les actes de force jaillirent de lui comme un tir de mitrailleuse. Mais ce ne fut pas long. Quand il se retourna vers ses troupes, il n'avait plus de troupes. Un grand socialiste, que je ne pouvais qu'estimer, me dit alors à l'oreille « Caillaux est fini. » Je le crus un moment ; c'était faux ; on en eut tout de suite, et toujours depuis, cent preuves.

Les troupes revinrent ; mais trop tard. La panique agit promptement et irrémédiablement. Nous passons notre temps, nous autres radicaux, à fuir quand nous avons la victoire, et à revenir quand l'ennemi s'est retranché. Les radicaux sont assurés de vaincre ; mais sauront-ils porter la victoire ?

Je n'accuse pas les hommes. C'est la situation qui est difficile. Et pourquoi ? C'est que le parti radical est une force d'opinion, et qu'il y a deux opinions. Il y a l'opinion des urnes et l'opinion bavarde. La première résulte d'un rassemblement du citoyen sur lui-même, et dans une sorte de solitude. Il juge alors les arrogantes Majestés ; il sait bien qu'il n'a qu'à lever le doigt ; il lève le doigt. Cette force silencieuse balaie tout. Mais c'est alors que l'autre opinion siffle à ses oreilles. Il devrait s'y attendre, et, comme Ulysse aux sirènes, s'attacher au mât par un grand serment ; donner au moins vingt mois de crédit à ses amis, et leur permettre même quelques fautes. Qui n'en fait pas ? Mais avez-vous jamais vu un journal radical qui ne soit pauvre ? Avez-vous jamais assisté à une conversation de politique où les radicaux ne soient criblés de flèches venimeuses ? Entre le renard d'administration, qui raconte avec esprit les erreurs du ministre, et l'ironique socialiste, qui explique que ces erreurs étaient inévitables, vous ferez figure de bétotien ; on vous prouvera que vous ignorez l'histoire, la géographie, l'économique. Cette situation est trop pénible pour un ami de la raison et de la justice. Où est l'homme cuirassé de fer, qui tiendra bon devant les Grands Sophistes de droite et de gauche ? Et s'il est ministre ? Croyez-vous qu'il ira chercher des éloges dans quelque petite feuille radicale ? Non. Il ouvrira le *Temps*, avec l'espoir, toujours trompé, d'y trouver une bonne parole. Il faudrait ne pas lire le *Temps* et ne pas dîner en ville. C'est le régime du pain sec, pour un ambitieux. Et pouvez-vous concevoir un homme politique qui ne soit pas ambitieux du tout ? Les vieux n'ont guère d'illusions là-dessus, s'ils n'ont pas oublié Combes et Pelletan. Les jeunes devraient lire ces biographies et les faire illustres. Il n'est pas dit que la liberté ne sera pas payée cher, ni qu'elle fera plus que tenir péniblement, et même sans avancer d'un cheveu, devant les antiques puissances, qui savent si bien punir et récompenser.

Propos de politique (1934)

XLIX

Si la guerre est le vrai de la vie

[Retour à la table des matières](#)

Si la guerre est le vrai de la vie, s'il faut s'y attendre et s'y préparer, si c'est seulement dans la guerre que l'ordre humain se montre tel qu'il doit être, si les vertus humaines éclatent alors, et s'il fait bon vivre dans ces temps terribles, comme j'ai entendu dire par un enthousiaste, alors je trouve que la commune manière de penser et de vivre est bien ridicule. Car pourquoi parler de libres opinions, quand il est entendu qu'à partir de l'annonce de guerre les opinions sont toutes dictées et imposées ? Pourquoi toute la presse n'est-elle pas réduite à un *Bulletin des Armées* ? Pourquoi donner au peuple ces maigres vacances du temps de paix ? Pourquoi laisser croire au citoyen qu'il dispose un seul moment de lui-même ? Pourquoi faire voter, puisque ce qui importe, dépenses militaires et action de force, aura lieu, que le peuple le veuille ou non ? Faire la paix, faire la guerre, renouveler l'armement, chercher des alliés, exercer les hommes, ce sont des choses qui dépendent du chef, non des hommes ; et jamais on n'a poussé l'extravagance jusqu'à faire voter les hommes sur l'offensive, la tactique, et choses de ce genre. Il est entendu, il est répété, il est crié partout que la vie du citoyen ne pèse rien devant l'intérêt national. L'homme n'est absolument qu'un moyen et un instrument pour le grand être qu'on nomme la patrie. Nationaux le disent ; radicaux le disent. Je ne suis même pas sûr que les socialistes ne le diraient pas, si on les poussait un peu ; car voici

comment ils argumentent : « Nous refusons la patrie et nous refusons la commune défense parce que la patrie prétendue n'est qu'une coalition d'intérêts ; mais quand la patrie sera juste et harmonieuse, alors vous verrez si nous saurons mourir pour elle. » Cela nous promet un camp retranché, mieux organisé que tous ceux que l'on a vus, et une armée permanente de toute la nation, le contremaître étant sergent et l'ingénieur colonel, ce qui revient à dire que le règne de la liberté et de la justice signifiera toujours l'esclavage sans recours pour celui qui ne sera pas premier en mathématiques, physique et chimie. L'Armée Nouvelle sera tout simplement l'armée ancienne. Et il suffira d'une querelle entre deux systèmes socialistes pour qu'on aille aux armes, et que l'État-Major pousse les hommes comme des pions d'échiquier.

Si les choses humaines sont ainsi, c'est Mussolini qui a raison. Tout chef est général en chef ; et il est absurde d'attendre une déclaration de guerre pour lui remettre ses pouvoirs essentiels ; c'est aussi absurde que si l'on attendait la guerre pour fondre des canons. Toute institution est de guerre, toute formation est de guerre, tout enthousiasme est de guerre. Admettons le suffrage qui acclame, car c'est l'esprit même d'une armée ; mais quant au suffrage qui détrône, qui renverse, qui révoque, c'est un non-sens que l'ordre militaire a toujours écrasé et écrasera toujours ; au vrai c'est mutinerie ; et il n'est jamais trop tôt pour punir tout commencement de mutinerie. La vie privée et la pensée secrète sont des délits pour l'Œil vigilant. Celui qui n'acclame point, on suppose qu'il blâme, et c'est très bien supposé. Dans l'état de solitude et de séparation, l'homme n'est pas homme. Il faut l'encadrer et l'entraîner, l'arracher à lui-même, le disposer dès ses premiers ans, selon une fin plus haute que lui, par une discipline émouvante, par des discours, des chants et des spectacles qui vont tous à une même conclusion. L'exil ou la prison pour ceux qui prêtent mollement leur science, leur éloquence, leur culture, leur philosophie même, à cette grande idée.

Voilà donc une sorte d'idéal réalisé quelque part. Cela réveille l'attention ; cela donne un sens terrible à des discours auxquels on s'accoutume trop aisément. Quelquefois, on trouve un peu dur de refuser pour toujours confiance et amitié à un brave homme qui se réchauffe à d'antiques métaphores. Il faut pourtant voir où va sa pensée, si pensée il y a. Et s'il n'y a point pensée, c'est pire encore ; car il est le complice de ce qu'il repousse. D'où celui qui veut d'abord la paix, doit comprendre qu'en cela il veut quelque chose de neuf et d'inouï, qui n'est nullement compris dans les plans politiques entre lesquels les ambitieux nous donnent à choisir. Et cela se fera, non point par plans, mais par ferme volonté de chacun.

Propos de politique (1934)

L

Le fougueux nationaliste a couru

[Retour à la table des matières](#)

Le fougueux nationaliste a couru sur moi du plus loin qu'il m'a vu. « Toujours, m'a-t-il dit, cette politique de négation et de rébellion ! Toujours, et dans un temps comme celui-ci, quand il faut décider sur la Chine et le Japon, sur l'Amérique, sur la Russie, sans compter l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre, remuantes voisines ; quand il faut décider tout de suite et quand la décision engage l'avenir de nos enfants ! Il faut construire. Allons, dites, où sont vos projets ? »

Enfin je trouvais à qui parler. Un mot n'attendait pas l'autre. « Vous voulez savoir, lui dis-je, quels sont mes projets ? Très simple. Je ne veux plus vous entendre, vous et vos pareils. Non que j'espère vous mettre en prison ; ce n'est pas ma manière. Mais je veux qu'un bon mouvement de masse, et tout pacifique, vous décourage d'écrire et de parler. Nous n'en sommes pas si loin, à ce que je crois ; mais quoi qu'il en soit, je sais très bien ce que je veux. Vous êtes né pour commander, pour conseiller, pour avertir, pour alarmer. je ne sais d'où vous avez reçu cette mission. Du ciel, peut-être. Vous êtes le prophète. Vous venez d'Allemagne, où vous avez vécu huit jours ; vous savez les projets

de l'Allemagne ; vous avez surpris ses armements secrets. Vous avez rencontré un journaliste qui revient de Chine, et en avion encore ; cela vous suffit pour démêler le problème d'Extrême-Orient et pour annoncer l'avenir de l'aviation. Vous avez dîné avec un banquier, d'ailleurs ruiné ; et vous connaissez le secret de la livre, du dollar et du florin. Vous lisez dans le jeu de la finance internationale. Selon moi ces grands faiseurs d'affaires n'ont jamais su où ils allaient, et on ne le voit que trop. Mais vous, vous flairez les coalitions et les pièges. Ce que je veux, c'est qu'on rie de vous, de vos discours, de vos articles et de vos affiches. Ce que je veux, c'est que l'on voie en vous et en vos pareils des colonels sans régiments ; des hommes qui croient tout naïvement que s'ils commandaient et si la poussière des hommes obéissait sans rire, tout irait bien. Ce que je veux, c'est que chacun détourne ses yeux de cette folle image du monde, qu'il trouve dans les journaux, et regarde mieux à ses intérêts proches, à ses libertés menacées, à sa vie même, qui n'est au regard de vos projets qu'une vile marchandise, enfin à ses proches ennemis, dont le jeu est assez clair.

« Il y a des siècles, mon cher tyran, que les hommes se laissent gouverner par ceux qui prétendent savoir, et qui tout simplement aiment le pouvoir, et se choisissent eux-mêmes comme chefs du spirituel et du temporel. Les résultats sont et seront toujours massacres et ruines partout. Vous voulez m'apprendre le secret de la Chine et du Japon, le secret de l'Amérique, le secret anglais, le secret allemand, le secret italien. Je n'ai qu'à regarder autour de moi, car c'est tout pareil. Je reconnais le tyran au son de la voix. J'essaie contre lui, ou, si vous voulez, nous essayons, nous qui sommes las de l'esclavage, une formation massive et résistante, qui puisse paralyser la redoutable agitation d'un petit nombre ; et toute la difficulté est de ne pas mettre un tyran à la place d'un autre ; au contraire, d'administrer au jour le jour et au plus près, selon le bon sens, selon l'égalité, selon l'humanité pour tout dire. Et ce serait un beau jour pour nous, les esclaves, si les hommes les plus savants et les plus résolus se conduisaient à l'égard des autres comme des amis tout simples et sans orgueil, qui les mettraient en garde contre tous les genres d'erreurs passionnées. Nous n'aurons jamais de parfait contrôle et ce régime de coopération sous la grande idée d'égalité. Nous ne l'aurons jamais parce que les tyrans sont infatigables et inconsolables. Mais nous pouvons nous en approcher par un refus obstiné de toute tyrannie. Là-dessus, vous sachant battu d'avance, vous montrez du doigt les terribles voisins. Mais eux aussi ils ont des tyrans qui voudraient leur faire peur de nous. Or, autant que les tyrans persuaderont dans chaque pays, il y aura menace de guerre, conquête et revanche, massacre et ruine. Mais autant que chacun aura déjoué la ruse des tyrans, il y aura concorde et alliance entre les peuples. Et puisqu'on voit que l'exemple du voisin est presque tout dans ces luttes, que chacun agisse aussitôt autour de lui, contre la crédulité, contre les abus du pouvoir de tout genre. Ainsi il changera un peu son propre pays, et de proche en proche toute la terre. Telle est ma politique extérieure. » Je parlais ainsi à moi-même, non pas à lui. C'est un homme qui n'écoute jamais.

Propos de politique (1934)

LI

Comme je lisais le troisième volume

[Retour à la table des matières](#)

Comme je lisais le troisième volume des *Oeuvres de Jaurès*, je voyais déjà surgir l'homme tout entier. J'y trouvais la grandeur d'âme, sans aucun genre d'amour de soi ni même de retour sur soi, un vif sentiment de l'ordre selon la justice, une expérience et comme une présence de l'humanité réelle.

Comment n'aimerais-je pas cette universelle, active, éloquente amitié ? Avec lui toujours et de bon cœur. Seulement je ne pense pas du tout comme il pense ; c'est comme si j'étais d'un autre métier, et accoutumé à d'autres outils. Jamais je ne pense à de meilleures lois, à un ordre plus juste, à quelque projet mieux monté qui mettrait l'harmonie partout. De même je ne crois pas à quelque sage banque qui réglerait, pour toute la planète, un équilibre de l'or, de l'argent et du papier ; non plus à quelque sage entrepôt qui réglerait entre tous pays la circulation des marchandises ; non plus à quelque universel entrepreneur qui composerait les équipes et donnerait une juste impulsion à tous les travaux. Et pourquoi ? C'est que je veux toujours joindre la raison aux sens et même aux travaux des mains. Je veux des entreprises à la mesure de l'homme, et pour le chef, quel qu'il soit, un chantier dont il puisse faire le tour en une journée. C'est pourquoi tout ce qui est petit me plaît, petite culture,

petite industrie, petite banque, petits comptes. Un budget de cinquante milliards ne me paraît pas objet pour un penseur quel qu'il soit. Je vois plutôt le penseur creusant devant lui, tout près de lui, pour lui seul. Voilà le bon roi. Tous les progrès se font par cette espèce de roi sans couronne. Ce genre de pensée s'affaiblit dès qu'il s'étend. L'homme qui a inventé la banque prêtait à son voisin. Il n'y a plus de Turenne parce que les armées sont trop grandes. Ces manières de penser détournent d'être socialiste.

Ou bien ne peut-on être socialiste de son poste, et en creusant toujours devant soi ? En lisant Jaurès, je remarquais que je ne trouvais pas en lui la moindre trace de l'esprit de révolte, qui est impur, qui tient aux passions et à l'humeur, mais qui donne aussi plus de mordant aux pensées. Certes, il y a de la grandeur dans l'entreprise de persuasion et dans la discussion sans armes. Mais aussi, dès que les thèses s'étendent, ou, pour mieux dire, dès que les thèses sont des thèses, tout se plaide. La Révolution Russe, comme le marque Ferrero, s'est faite par un immense refus d'obéissance, répondant à un abus de pouvoir évident. Cela épouvante. Mais je me demande si le simple suffrage, tel que nous l'avons, n'est pas plus effrayant pour l'ambitieux. Car le suffrage est bien une sorte de refus d'obéissance. Le dénouement du boulangisme, refus d'obéissance. La séparation de l'Église et de l'État, refus d'obéissance. L'affaire Dreyfus, refus d'obéissance. La chute de Millerand, refus d'obéissance. Que ce refus soit promptement suivi du refus de refus, que les électeurs reviennent, d'un mouvement presque insensible, à accepter de nouveau l'ordre tel quel, par la vue ou l'imagination d'autres abus, c'est ce que nous voyons et c'est ce que nous verrons. Dans l'un et dans l'autre cas, les affaires publiques sont changées d'après un esprit de résistance qui dépend de milliers d'individus ordinairement muets, et fort occupés chacun d'administrer un royaume à sa mesure. Cet ordre est bien plus neuf qu'on ne croit. Nous offrons au monde une sorte de modèle politique assez mal fait ; mal fait, je le crois bien. Quel est donc le penseur qui l'aurait conçu ? Mais plutôt il s'est fait par l'effort d'une multitude de penseurs inconnus, chacun d'eux retranché dans son droit de refus. Et quel est le penseur à vastes conceptions qui ne s'est pas moqué, un jour ou un autre, de cette coalition des pense-petit ? C'est pourtant là, à ce que je crois, l'ordre nouveau. Et maintenant, penseur, il t'est permis d'éclairer ton voisin, et le voisin de ton voisin. Non pas certes pour l'inviter à former quelque plan de bonheur universel. Mais simplement pour qu'il mesure son pouvoir de refus, pour qu'il l'exerce contre tel abus et tel autre. Pour quoi il n'est pas besoin d'être instruit de tout. Je crois plutôt que les problèmes extérieurs, de paix, de commerce, de crédit, seront grandement changés, et aussitôt plus faciles, si seulement la résistance à telle ou telle tyrannie, des militaires, des industriels, des banquiers, se fait sentir un tout petit peu. Seulement cela ne se fera pas par des pensées abstraites sur l'économique ou sur la politique, mais bien plutôt par un refus d'obéir au delà de certaines limites, et par une tranquille résolution de jeter par terre, une fois de plus, ceux qui se croient maîtres à jamais. Cette force-là, Jaurès la comprenait fort bien ; je ne sais s'il en éprouvait le ressort en lui-même. Il était trop bon.

Propos de politique (1934)

LII

Pourquoi n'adhérez-vous pas

[Retour à la table des matières](#)

Pourquoi n'adhérez-vous pas à un parti révolutionnaire ? » On m'a posé cette question plus d'une fois. Et je répondrai toujours la même chose : c'est parce que je suis plus révolutionnaire que vous tous. Je ne dis pas seulement que je n'ai aucune confiance dans aucun genre de chef ; ce serait trop peu dire. Au fond je suis assuré que tout chef sera un détestable tyran si on le laisse faire. Pourquoi j'en suis assuré ? Parce que je sais très bien ce que je ferais si j'étais général ou dictateur. Les passions qui se rapportent à ce genre de métier ne sont jamais qu'endormies. Quel bonheur d'avoir une garde de fidèles ! Qu'il est agréable de ne jamais revenir sur un ordre ; de n'y plus penser ; d'écraser tout ce qui résiste, comme une grande machine qui passe. Quel bonheur aussi de jouer le grand jeu, de défier, de risquer, de braver !

Quelle éloquence que celle de Napoléon ! Et, parbleu, c'est la même que celle d'un chef de pirates : « Ce que je déciderai, vous le ferez ; et vous pouvez en être sûr. » Cette certitude de soi, on y arrive bien vite. Dans le grand sillage les hommes sont entraînés. Et heureux. De cela aussi je sais quelque chose ; car je suis capable de marcher sur les pas d'un homme brave et résolu. La fidélité est par elle-même délicieuse.

Et quant aux idées, demanderez-vous, qu'est-ce qu'elles deviennent ? Qu'est-ce qu'on en fait ? C'est très simple ; on n'y pense plus jamais. Il n'y a rien de plus facile que de ne pas penser. Il suffit d'être très occupé aux actions. Il suffit d'avoir des intrigues à démêler, un pouvoir à conserver, un ordre à exécuter. Si vous voulez être tyran, ne laissez aucun repos ni aux autres ni à vous-même. Ils seront heureux. Vous serez heureux. La puissance est comme un alcool. Le bonheur d'estimer donne la force de mépriser. On donnerait sa vie pour ses amis. À ce point de résolution, la vie d'un ennemi ne compte guère. Quel est donc l'orateur qui parle en égal à des égaux ? Il commence bien ainsi mais la fureur d'admirer, qui est enivrante, a vite fait de le déloger de sa modestie ; car le fracas des bravos est de force ; l'oreille ne s'y trompe pas. On se sent maître et Jupiter d'un orage humain, d'un heureux orage qui jure de déraisonner. On se dit : « Marchons toujours, puisque moi du moins je sais où je vais. » Mais ce n'est plus vrai. La première faute du chef, la plus aisée, la plus agréable, la plus ignorée de lui-même, c'est de se croire. Là-dessus je n'irai pas ramasser des exemples ; on ne voit que cela. Alexandre, Napoléon, Lénine, Trotsky, ce sont des hommes divins ; ce furent des hommes divins au commencement. Disons en peu de mots que le suffrage périt par l'acclamation. Stendhal, qui a éprouvé tous ces mouvements, a percé d'un coup la cuirasse, comme il fait toujours : « La nation s'enivre de gloire ; adieu la liberté ! »

Pourquoi c'est ainsi ? Il suffit de voir l'homme debout et marchant pour comprendre comment il se fait que c'est ainsi. La tête est petite et froide. Le dos est large et généreux. La pensée est une grande et petite chose qui jusqu'à présent n'a jamais réussi. C'est toujours le thorax, lieu du courage et de la colère, qui prend le commandement. La justice s'irrite à seulement parler fort ; elle n'est plus justice ; et la fraternité enivrée n'est plus fraternité du tout. Voyez les syndicats divisés contre eux-mêmes, et gouvernés par des empereurs, des ministres, des adjudants. Et pourtant s'il y a au monde quelque organisation démocratique, c'est bien celle-là. Tout y devrait marcher par des réunions d'égaux, où le chef n'est que secrétaire. En fait tout va par décrets, mouvements d'éloquence, et union sacrée. Si cet ordre nouveau s'affirme, ce sera par un Alexandre, par un César, par un Napoléon, qui refuseront gloire et puissance, qui seront et resteront peuple en toutes leurs fibres ; qui sauveront dans ce grand corps les pensées diverses, égales, opposées, amies ; qui aimeront la justice, et refuseront ce mouvement de mordre, si terriblement joint à toutes nos amours. Et Descartes le solitaire a bien dit que notre plus ancien amour est de bien manger ; d'où vient que tout amour dévore ce qu'il aime. Là-dessus vous dites que la froide sagesse vous ennuie. Très bien. Jouez donc éternellement le même jeu. Vous changerez seulement de maître. L'Armée Nouvelle attend des volontaires. Courez-y. Une fois de plus vendez la liberté. Librement vendez-la.

Propos de politique (1934)

LII

Avec un peu plus d'espoir

[Retour à la table des matières](#)

Avec un peu plus d'espoir et de résolution, les socialistes seraient radicaux. Il faut un ordre, des pouvoirs, des services publics, un budget ; tout le monde comprend bien que ces nécessités ne sont pas des inventions de la bourgeoisie ; et il est très évident que la gestion des grandes entreprises par la communauté elle-même redoublera les maux d'administration. L'État est comme un monstre aveugle ; on commence à le savoir. Et si vous croyez que l'État socialiste saura ce qu'il fait, c'est que vous n'avez pas encore compris la leçon de ces comptes immenses et impénétrables, qui font que le monde civilisé s'est ruiné sans savoir comment ni pourquoi. C'étaient les meilleurs, pourtant, qui faisaient ces comptes ; ils étaient instruits ; ils avaient intérêt à ne pas se tromper. Aurez-vous mieux, pour gérer la grande usine ? Vous aurez pis. Quand on voit, par d'éclatants exemples, que des hommes éprouvés, rompus aux affaires d'argent, ou à la fabrication, ou au commerce, perdent bientôt la notion du possible et du risque, et même la vue de leur propre fortune, dès que leur entreprise dépasse la longueur de leur bras, comment peut-on croire qu'on trouvera des chefs suffisants pour l'immense travail de compensation et d'équilibre qui réglerait monnaie, travail et produits sur toute

la terre, par une sorte de télévision et de radiophonie continues ? Certainement non ! Le salut et le remède ne sont nullement dans l'esprit centralisateur et administratif ainsi étendu et uniformisé comme une algèbre. Beaucoup comprennent cela ; tous le sentent. Et c'est pourquoi il n'y a plus d'espoir dans le vieux rêve collectiviste. Ce n'est qu'un moyen de refuser énergiquement ce qui est, et de blâmer sans faiblesse la politique aux yeux crevés. Il est clair que le gros animal à toute petite tête ne peut plus remuer sans écraser quelque chose. Personne n'a de mécanicien suffisant pour cette machine. Il faut certainement freiner, diviser ce grand corps, réorganiser à partir de l'entreprise limitée, que l'homme puisse percevoir en toutes ses parties et dont il puisse répondre.

Or, par la nature même de cette immense réforme, il n'y a point d'homme qui la puisse concevoir avant qu'elle soit faite. Cela, c'est l'utopie même de tous les Oustrics. Ce n'est pas par l'idée qu'il faut commencer ; c'est au contraire par le dessous ; et l'initiative de sagesse ne peut venir que d'un immense refus de ce système abstrait, à la fois ruineux et méchant, qui a fait la grande guerre comme il a fait la grande banque, absolument sans comprendre ce qu'il faisait. Or le citoyen, qui en tout cela paie exactement de sa peau, commence à comprendre qu'il n'y a point, en ces cataclysmes mécaniques, d'autre coupable que lui-même. Comme l'actionnaire s'en remet au banquier, ainsi le citoyen s'en remet aux pouvoirs, en se disant : « Ces gens-là sont bien mieux placés que moi pour connaître les conditions de la paix et de la prospérité. » Telle est la faute. Et le remède est de couper le crédit, dans tous les sens du mot. Le remède est de ne point croire au regard d'aigle du général, de l'organisateur, du gouvernement. Ce sont des hommes. La grande idée qui éclairera notre avenir par le progrès des lumières, c'est qu'il y a peu de différence d'un homme à l'autre, en ce sens surtout que devant l'immense problème réduit à dépendre d'une seule pensée et d'une seule clef, tous sont également insuffisants. Il faut donc rabattre ce pouvoir centralisé, ce pouvoir à qui on confie tout, ce pouvoir qui devrait penser toute l'humanité et toute la planète et qui ne peut. Ne plus l'aimer ; ne plus l'acclamer ; au contraire le tenir en crainte. L'essieu crie aussitôt dès qu'il n'est plus graissé ; quels que soient les grands projets, il faut descendre il faut toucher le métal qui chauffe ; il faut remédier ; il faut attendre. C'est ainsi que le citoyen écrasé doit crier. Et cet autre ordre, à marche pénible et lente, est juste le contraire de l'ordre militaire, où les souffrances de l'exécutant ne comptent absolument pas. Et faites bien attention ici. Ce n'est pas la peur ni aucun genre de lâcheté qui peut être le ressort de l'existence commune. L'homme vaut mieux que cela ; il l'a prouvé cent fois. Le fait est que, pendant que le simple citoyen se résigne, et même se console par le courage, la marche des affaires devient tout à fait stupide par cette vertu mal employée. C'est par raison qu'il faut résister, et se priver même d'héroïsme. Car qu'ont-ils fait là-haut de notre blanc-seing ? Qu'ont-ils fait de notre obéissance ? Qu'ont-ils fait de l'argent, du travail, et du sang ? Chacun peut voir. Et il s'agit d'arrêter les frais.

Propos de politique (1934)

LIV

La politique est physiologique

[Retour à la table des matières](#)

La politique est physiologique, bien plutôt qu'idéologique. Je voyais hier un paquet d'agents qui attendaient, en battant la semelle, le moment de refouler les étudiants monarchistes et patriotes. Ces agents n'étaient pas contents ; après les coups de canne ils le seront encore moins. Voilà une opinion. Il faudrait payer les futurs notaires, et les futurs avocats, et les futurs médecins, pour qu'ils donnent l'assaut au Sénat tous les jours. La police ne tarderait pas à prendre des opinions très républicaines. Mais qui ne voit, en revanche, le danger des tumultes communistes, socialistes, radicaux, pacifistes ? Par l'effet des coups de poings donnés ou reçus, la police devient alors monarchiste et nationaliste. Là, me disais-je, se trouve le point dangereux. Quand les défenseurs de l'ordre se trouvent alliés aux fanatiques de l'ordre, tout commence à aller mal pour la liberté. Un homme qui saurait agiter au moment convenable ces poings et ces colères, simplement comme on vanne le blé, changerait beaucoup les opinions et toute la haute politique.

Dans toute l'Europe il n'y a que rivalités, querelles, bagarres, mais nez à nez, et de chien à chat. Voilà ce qui change les empires ; et la politique extérieure dépend des querelles intérieures. Je montre le poing à l'ennemi lointain,

mais c'est seulement pour irriter mon voisin, mon rival proche, le maître que je crains, l'esclave que je crains. Être patriote, c'est une manière de faire reproche ou injure à l'autre parti. Une assemblée n'est qu'une bagarre où l'on brandit les opinions comme des armes. Une réforme absurde est acclamée par cela surtout qu'elle est huée. Supposez une chambre dispersée, que l'on persuade par radio et qui vote par téléphone, tout sera bien plus froid et bien plus raisonnable. Si l'on invente dans la suite quelque manière de disputer ainsi sans se voir, on aura la paix intérieure, et, par suite, la paix extérieure. Platon aurait aimé à dire que si la guerre n'était pas d'abord en chacun d'eux, elle ne serait pas entre eux, individus ou pays. C'est ainsi qu'il est clair que l'armée est un moyen de gouvernement intérieur ; mais on ne le dit point ; et l'on invente l'ennemi afin de garder l'armée. On se porte vers la frontière, mais c'est pour vaincre l'ennemi intérieur. La lutte contre les émigrés fut hautement symbolique. Mais si vous suivez la lutte des partis jusqu'à l'élément, vous trouvez la lutte de voisin à voisin, tel paysan contre tel seigneur, tel ouvrier contre tel surveillant, tel employé contre tel chef. Chien contre chat ; et les opinions suivent, même religieuses ou métaphysiques. Ce qui ne veut point dire qu'un homme ne se fera pas tuer pour une opinion, et contre ses intérêts. Mais ce qui explique ce genre d'obstination c'est encore l'irritation et l'emportement. L'esprit ne se fixe que par la colère. Il ne serait pas difficile d'expliquer toute l'histoire de la Réforme par des intérêts, des colères et des bagarres où les dogmes n'étaient pour rien. Au rebours ce sont les luttes qui font les dogmes ; et l'on arrive aisément à croire n'importe quoi devant un ennemi qui crie le contraire.

Toujours guerre, donc, et toujours maîtres et esclaves, si nous n'arrivons pas à nous défier de notre colère même, qui est notre tyran à tous. Et premièrement il ne faudrait jamais considérer le voisin, mais premièrement garder la paix en soi-même, c'est-à-dire le calme et l'industrielle ruse. L'opinion silencieuse, le vote silencieux, le rire tranquille, voilà des forces qui n'ont guère encore été essayées que par quelques sages. L'âge n'y fait rien, car on voit des vieillards convulsionnaires.

Toute l'affaire est de comprendre un peu comment l'homme est fait et comment les peuples sont faits ; les peuples sont faits d'hommes, et il n'y a pas de mystères dans les grands mouvements des peuples. Nous avons à nous défaire de la mythologie politique, qui personnifie encore les masses. Il faut défaire par la pensée les grandes idoles, et tout ramener au corps humain et aux passions de l'homme. En quoi faisant on ne changera pas le voisin, mais on se changera beaucoup soi-même, simplement par rire d'un mouvement de frapper qui nous ferait croire à un ennemi. En vain l'on crie. La justice s'établira par la paix en chacun ; elle ne peut être par aucun autre moyen.

Propos de politique (1934)

LV

L'aristocratie est le gouvernement

[Retour à la table des matières](#)

L'aristocratie est le gouvernement des meilleurs. Ce genre de commandement n'est point une chose rare ; c'est une chose au contraire très commune, et qui fait vivre toutes les sociétés sans exception. À l'entrée de la passe le pilote prend le commandement ; cela ne fait point difficulté. Dans le bateau de sauvetage, le bon rameur tient la rame, le plus habile navigateur est au gouvernail, la meilleure vue observe les choses. La femme dirige la lessive, et l'homme ne s'en mêle pas parce qu'il n'y entend rien.

La Timocratie est le gouvernement des nobles ; nobles ou notables, c'est le même mot, qui veut dire connu. La science et la compétence n'éclatent pas toujours ; on choisit l'homme connu. L'homme connu c'est souvent l'homme vieux ; l'homme vieux peut avoir été fort capable, et ne l'être plus ; mais il est orné d'une longue approbation. Et fort souvent on tient compte de ceci, qu'un homme à ses vingt ans était le meilleur de ceux de son âge. Il faut dire aussi que le sérieux, les bonnes mœurs, l'exactitude dans les choses faciles, donnent une réputation qui n'est ni toute fausse ni toute vraie. On comprend que la

timocratie remplace en bien des cas l'aristocratie, et ne la vaut point. Il y a des occasions où l'on écoute avec respect un ingénieur blanchi et décoré, pour obéir au fin contre-maître quand l'ingénieur est parti ; il arrive aussi que l'ingénieur reste. Et les galons l'emporteront toujours sur le savoir, dès que le savoir est difficile à reconnaître.

La parenté vaut honneur, quand ce ne serait que par le nom. La recommandation ou protection d'un homme honoré vaut honneur ; la gloire, comme on voit assez, passe même aux gendres. Ici paraît l'oligarchie, qui est le pouvoir d'un petit nombre de familles ; et l'oligarchie est au fond la même chose que la ploutocratie, ou gouvernement des riches ; car on achète des gendres et on les pousse. L'argent n'est que la forme visible de l'honneur transmis. Si l'on regarde de près une carrière de gendre, on comprend comment l'argent soutient le nom, et donne des ailes au talent. L'ingénieur épouse la fille de l'actionnaire et prend une avance immense sur ses égaux. Sans compter que, plus directement, l'homme riche s'entoure d'hommes de talent qui le grandissent et qu'il pousse. Le tissu ploutocratique est très serré, très compliqué, très caché. Il est faux de dire qu'un imbécile chargé d'argent arrive jamais à un pouvoir quelconque. Ce qui est vrai c'est que l'argent orne le talent, l'assure, et l'élève sur le pavois. La ploutocratie travaille et organise ; en ce sens elle réveille la bureaucratie, qui est timocratie ; mais en un autre sens elle la corrompt. Lisez sur ce sujet les procès-verbaux de la Commission d'enquête, qui font comprendre quelque chose par l'analyse des décombres ploutocratiques ; quelque chose, non pas tout, car une entreprise prospère est toute cachée et impénétrable.

Il reste à décrire la tyrannie, qui est le gouvernement du pire. La tyrannie, comme dit Platon, est le pouvoir exercé dans la ruche par le Grand Frelon, animal brillant, bruyant, gourmand et paresseux, qui rassemble autour de lui la masse des frelons vulgaires et s'en fait une garde. Et quelquefois la tyrannie occupe toute l'apparence d'une société ; mais soyez assurés qu'elle ne détruit jamais ni la ploutocratie, ni la timocratie, ni même l'aristocratie ; mais plutôt elle les exploite par violence et peur. Ce qui importe, c'est de remarquer qu'en toute société il y a toujours une part de tyrannie diffuse qui vit d'intrigue et de menace, et qui trouve en beaucoup d'hommes une partie qui lui pardonne beaucoup ; car tout homme s'ennuie quelquefois de raison.

La démocratie, par rapport à tout cela, n'est sans doute que résistance à tyrannie, à ploutocratie, à timocratie, en vue de sauver l'aristocratie, qui est le bien de tous. Et il n'y a pas plus de démocratie pure qu'il n'y a d'aristocratie pure, ni de timocratie pure, ni de ploutocratie pure, ni de tyrannie pure. La démocratie voudrait, par un jugement public, s'opposer à une corruption des pouvoirs qui ne cesse jamais d'agir, et qui nous ferait marcher tête en bas, armée, police, industrie, commerce, banque et tout, si les gouvernés croyaient ce que disent les frelons, les riches et les messieurs décorés.

Propos de politique (1934)

LVI

Les électeurs enverront à la Chambre

[Retour à la table des matières](#)

Les électeurs enverront à la Chambre une belle masse de députés radicaux. Mais beaucoup de ces députés trahiront ; ainsi les pouvoirs réels, militaires, financiers, cléricaux, policiers pourront encore jouer leur jeu. Maintenant, pourquoi les députés trahiront-ils ? C'est qu'envoyés pour contrôler, ils partiront pour gouverner. La seule idée d'être ministre les change déjà ; le métier de ministre les corrompt tout à fait. À ce moment heureux de l'ambition, ils passent de l'autre côté de la barricade ; ils sont désormais contre le peuple et pour les bureaux.

Les bureaux militaires auraient bientôt mobilisé toute la nation, si on les laissait faire. Et cela se comprend ; ils n'ont jamais assez d'effectifs, assez de pouvoir, assez de bonnes places ; et en cela ils sont plus sincères qu'on ne croit ; car, ne pensant qu'à une seule chose, ils essaient de la porter à la perfection. Un ministre de la chose militaire devient aussitôt plus militaire que les militaires ; il ne pense plus qu'inspection, fortification, manœuvres, armement. S'il ne sait pas le métier, il trouve des subalternes qui le lui apprennent. On lui répète qu'il est responsable de la défense ; il s'y donne tout. Dans le

fait, c'est l'homme de métier qui gouverne ; et le ministre est en quelque sorte l'avocat de ses bureaux il plaide pour eux. Or, selon le bon sens, le rôle du représentant du peuple est, au contraire, de plaider pour le peuple contre les bureaux. Car il n'est pas raisonnable de laisser les spécialistes organiser une défense à tout ruiner et à tout casser. Cette folie est celle de tous les Hauts Salariés, quelle que soit leur fonction ; ils consomment des journées de travail sans les compter ; ils ne s'occupent pas de savoir si nous sommes assez riches pour nous payer la plus belle armée, le plus beau paquebot, le plus beau réseau de chemins de fer. Ils dépensent tranquillement, nous font voir le brillant résultat, et nous présentent la note à payer. Notre affaire à nous, citoyens, est de résister, par délégués élus pour cela. Mais où est le meilleur de nos délégués ? Il est devenu ministre ; c'est-à-dire qu'il est le suprême ingénieur ou le suprême militaire. Et, par cet ingénieux système, il est clair que nous serons ruinés, comme on voit et comme on verra.

Il ne s'agit pas ici de règlements ; il s'agit de mœurs politiques, que les uns acceptent et acclament, que les autres refusent. Selon les uns, il faut faire de grandes choses et ne pas regarder au prix ; selon les autres, il faut considérer ce qu'on peut y mettre, afin que la plus belle organisation du monde ne nous laisse pas finalement mutilés et misérables. Le premier système a le suffrage des bureaux et des fournisseurs, ce qui, par ramifications, va déjà assez loin. Le second système a pour lui la masse de ceux qui paient. Ainsi les élections sont et seront toujours favorables au contrôle, à l'économie, à la paix. Mais faites voter, sur les mêmes questions, la Chambre ainsi élue ; le résultat sera tout autre. Observez le député, voyez chez qui il dîne, ceux à qui il veut plaire ; vous trouverez que la société des bureaucrates et des fournisseurs le tient serré, par les parentés, par les amitiés, par les intérêts. Et n'oubliez pas non plus que le ministre en espoir se met aisément à la place du réel ministre, et le comprend à demi-mot.

Que faudrait-il ? Une certaine sauvagerie une école de la pauvreté et du mépris ; une simplicité plébéienne. Ces choses seraient bientôt objets d'ambition, si le peuple y poussait. Alors le député, même ministre, exercerait continuellement son pouvoir de refus au nom du peuple. Les injures et les calomnies que vous prévoyez, et dont vous devinez les causes, au lieu de l'effrayer, le confirmeraient ; car on rirait des affiches que les ennemis du peuple colleraient sur les murs. L'amitié populaire se mesurerait exactement aux insultes reçues par l'incorruptible tribun. Nous avons vu ces choses au temps de Waldeck, de Combes, de Pelletan ; nous les reverrons. Il n'est que de choisir des députés qui sachent rester peuple. Cela ne signifiera pas victoire, mais compromis entre les éternels pouvoirs et le peuple des résistants.

Propos de politique (1934)

LVII

Après la victoire électorale

[Retour à la table des matières](#)

Après la victoire électorale, les difficultés se montreront ; toujours les mêmes au fond. Chômage, déficit, menaces de guerre, ce seront des prétextes pour revenir à l'ancienne politique, à l'éternelle politique. Mais pourquoi ? C'est que tout élu est un ambitieux, c'est que le pouvoir est l'idole de l'ambitieux. Gouverner est pour lui comme respirer ; ainsi tous les ambitieux s'accordent physiologiquement. Les différences de doctrine n'ont pas alors beaucoup d'importance ; et il est remarquable que toutes les vues sur le bien public enferment une menace d'inégalité. Toujours la liberté et la puissance du tout nous est présentée comme fin ; toujours l'esclavage des parties nous est présenté comme moyen. Remarquez que l'idéologie politique ne change pas beaucoup ce rapport des gouvernés aux gouvernants. J'ai souvenir d'un livre socialiste qui fit du bruit et qui avait pour titre *l'Armée Nouvelle* ; il ne changeait pas beaucoup l'ancien ordre, mais plutôt il le confirmait, essayant de fonder le pouvoir absolu sur le mérite et sur le libre consentement. On y aperçut quelque chose de neuf contre l'égalité et quelque chose d'effrayant, c'est que le pouvoir absolu était un devoir civique au même titre que l'absolue obéissance.

La politique vue par l'ambitieux serait donc l'art de faire durer l'esclavage en changeant seulement les noms. La guerre, ou plutôt la menace de guerre, serait la manœuvre première de l'ambitieux ; il inventerait des périls ; il les créerait ; tout au moins il les grossirait. Je ne crois pas à un calcul froid ; toutes les passions se persuadent aisément de ce qui leur plaît. L'ambitieux aime l'ordre armé, la fumée de la poudre et l'épreuve du combat ; il y jetterait sa vie ; je le crois. Un homme n'est pas moins redoutable parce qu'il est sincère ; tout au contraire. Modérant autant que je peux l'expression d'une juste défiance, je dis seulement que les vues de l'ambitieux sur le bien public sont nécessairement déformées par l'ambition même. C'est le pouvoir qui est juge des devoirs. Et le résultat est toujours un plan de sécurité parfaitement absurde, puisqu'il nous prépare tranquillement les plus grands maux.

Les peuples commencent à comprendre ce jeu dont ils sont les dupes ; ou plutôt, car les anciens fabulistes apercevaient déjà le vrai rapport des grands et des petits, les peuples commencent à exercer par institution leur puissance de résister ; mais cela ne leur donne pas encore prise sur l'immense bureaucratie militaire, qui se multiplie par les ambitions petites et grandes, et nous offre toujours le même projet, à peine renouvelé, d'une immense usine pour la commune défense, où les ambitieux sont organisateurs, calculateurs ou surveillants, selon leurs moyens, pendant que celui qui voudrait seulement être son propre maître est réduit à creuser la terre avec ses mains, comme une bête. Or, le nombre nie obstinément cette terrible inégalité ; obstinément et inutilement ; inutilement, parce que les représentants du peuple, élus premièrement pour résister, se font aussitôt organisateurs, instructeurs, surveillants. Les représentants des esclaves prennent de bonne foi le rôle de maîtres. Il faudrait des députés qui gardent en eux-mêmes jalousement l'esprit du citoyen et de l'homme de troupe ; et sans doute pourrait-on les y aider par une continuelle vigilance ; il est très vrai qu'il faudrait encore des délégués pour surveiller les délégués. Alors vous verriez la déroute de cet effrayant pouvoir qui, musculairement compté, est comme rien. Vous l'avez vue, cette déroute, vous qui avez souvenir du petit père Combes, et de ce pouvoir contre les pouvoirs.

Maintenant, si vous savez aussi que les ambitieux grands et petits ont gardé la terreur et l'horreur de cette courte révolution, si vous savez qu'ils ont juré de la rendre à jamais impossible, et si enfin cela vous étonne, vous scandalise, et bientôt vous décourage, c'est que vous n'avez pas assez compris le jeu des politiques. Où est-il dit que les pouvoirs se limiteront eux-mêmes ? Ne comptez pas là-dessus. Comprenez pourquoi un ambitieux se dit plus volontiers socialiste que radical, et pourquoi le radicalisme a été méprisé, tué et solennellement porté en terre, mais bien vainement. Après cela, ne formez pas de grandes espérances, mais plutôt rappelez obstinément à vous le beau ballon que vous avez gonflé et qui, maintenant, s'élance vers le ciel politique. La démocratie ne peut pas être dans les institutions ; elle reste dans la masse du peuple ; et le peuple perd absolument son pouvoir de résistance dès qu'il cesse de l'exercer.

Propos de politique (1934)

LVIII

Tout homme qui vient au monde

[Retour à la table des matières](#)

Tout homme qui vient au monde se trouve aux mains de plus fort que soi, père, mère, nourrice ; ainsi il apprend en même temps à craindre, à respecter et à aimer les puissances. Tel est le premier fonds du cœur humain, et la contradiction y fermente car il est naturel aussi de haïr ce que l'on craint. La saveur composée de ce mélange nous revient toujours à la bouche. Chacun se dévoue à un maître, et volontiers le loue, ce qui est orner l'obéissance ; mais c'est l'art du maître, en revanche, de relever celui qui loue, par un amour de gloire et par une sorte de confiance. C'est ce que l'on remarque au cortège des rois de tout genre, qui ne manquent jamais d'acclamations. J'aperçois une contradiction et une vanité du côté du roi aussi, car il ne peut pas aimer beaucoup l'acclamation forcée, mais il aime peut-être encore moins l'acclamation libre, où quelque menace sonne toujours. Le pouvoir absolu est un problème sans solution. Cependant l'on vit et l'on acclame ; on aime un pouvoir fort, étant entendu qu'il sera juste. Tout pouvoir a connu les revirements, les trahisons, les abandons ; tout pouvoir oublie cela même ; et l'assujetti a bien d'autres choses à quoi penser ; il a ses travaux, ses fêtes, ses amours. Au total, il n'est ni agréable ni sain de haïr. La révolte même veut un chef aimé, par quoi l'ancien ordre revient aussitôt, ce que l'homme moyen sait très bien prévoir. Par ces causes, les pouvoirs établis peuvent durer longtemps.

Toutefois il reste de la fragilité dans les pouvoirs ; on dirait quelquefois que l'esclave le sait mieux que le maître. Mais ces choses ne sont pas à dire.

Jean-Jacques est le premier et peut-être le seul qui ait gratté le pouvoir jusqu'à l'os. Voltaire n'est rien à côté ; ce n'était qu'un sujet mécontent qui cherchait un bon roi. C'est que Voltaire, de même que les autres enfants terribles de l'époque critique, n'avait point creusé jusqu'à la morale ; il pensait que l'honnêteté n'était qu'une conformité de sentiment à l'égard d'une société passable ; affaire de civilisation en somme, d'où l'idée d'un bon roi, et d'un arrangement. Jean-Jacques, longtemps ignoré, et toujours vagabond, a trouvé le temps de réfléchir à fond et dans la solitude ; et, ayant fait l'expérience que l'on est souvent forcé et sans façons, il connut aussi que l'on n'est obligé moralement qu'à l'égard de soi. Il est évident que celui qui n'est honnête que par force n'est pas honnête du tout ; mais, si l'on prend le temps de réfléchir là-dessus, le mélange que je disais se trouve défait ; la liberté est du côté du bien, et inséparable de toute vertu, et la force alors est nue. Tout est rassemblé en ce court chapitre du *Contrat Social*, qui a pour titre le droit du plus fort. Il y est prouvé qu'il n'y a point de droit du plus fort, et que l'on n'est point moralement obligé à l'égard de la puissance, mais forcé. Le pistolet du voleur me force ; il ne m'oblige point. Chacun comprend. Maintenant appliquez cela aux rois ; une bonne moitié de ceux qui ont compris trouvent tout aussitôt que la pensée est une charge importune. Seulement comment faire pour empêcher que ce qui ne devait point être dit ait été dit ? Il nous faut vivre désormais dans cet état violent. *La Ligue des Droits de l'Homme* s'efforce de ne pas exister ; elle ne peut.

La solution est dans le *Contrat Social*, qui nomme souverain le peuple assemblé, et qui nomme tout le reste, que ce soit roi, consul, colonel, juge ou député, magistrat seulement, entendez serviteur du peuple. On ne vivra pas selon cette formule, et Jean-Jacques lui-même l'a dit, sans une fédération de petites républiques ; mais, en attendant, l'idée nous tient. Le suffrage est le court moment du souverain. Après quoi les pouvoirs revenant sous le nom de magistratures, réalisent politique, conquêtes, colonisation, guerres et traités contre le souverain au nom du souverain, faisant jouer cette idée redoutable que chacun n'obéit qu'à tous, et que le chef commande au nom de tous. Comment savoir, lorsque l'événement presse, et quand la seule prétention d'examiner est si sévèrement punie ? La guerre ou seulement la menace de guerre remet les peuples en esclavage au nom de la liberté même. Il reste pourtant que ces terribles chefs sont finalement jugés par les troupes, et détrônés sans cérémonie. Il n'y a pas un ambitieux qui ne maudisse Jean-Jacques trois fois par jour.

Propos de politique (1934)

LIX

La droite pique maintenant les radicaux

[Retour à la table des matières](#)

La droite pique maintenant les radicaux comme on pique des bœufs ; et le cuir plébéien n'est pas si dur qu'on pourrait le croire. Deux défauts à la cuirasse, il me semble, qui sont colère et résignation ; et les deux ensemble font courage, finalement courage dans la boue et le froid, sans compter même le continuel péril. Par les vertus de l'esclave, n'importe quelle guerre peut commencer et durer. Vous pouvez parler de nécessité au piocheur ; il comprend tout de suite, qu'il soit terrassier ou boursier. Les, vrais riches, à structure de riches, ont plus de jeu dans l'esprit, parce que la réalité les tient moins serrés ; ils ont coutume de changer beaucoup de choses par des paroles ; c'est pourquoi ils gouvernent naturellement, au lieu que les autres sont gouvernés naturellement.

On a vu quelquefois de grands bourgeois, c'est-à-dire nés gouvernants, venir au parti du peuple ; je citerai Waldeck, Rousseau et de Pressensé, pour ne parler que des morts. Et ce que l'on remarque en ces hommes d'État, c'est qu'ils ne croient point du tout à la nécessité éloquemment annoncée ; mais plutôt ils se fient à la complication des choses, et y tracent leur chemin. Comme

a aperçu, et cette idée n'a pas encore été considérée comme il faudrait, que c'est la complexité d'un système qui donne prise à la liberté réelle. Le même penseur aimait à joindre pauvreté et nécessité, d'après le double sens du mot nécessaire, si naturellement éloquent.

Or la politique riche se sert de la nécessité comme d'un aiguillon ; elle n'y croit pas. Les intérêts font voir une incroyable souplesse ; ils profitent de tout, inventent continuellement. Le travail est plus borné ; il forme à l'exécution. Je veux dire qu'il y a un état de soumission ordinaire, qui est justement honoré, qui convient à l'homme, et sans lequel nous ne pourrions vivre un seul instant dans une nature qui n'a point d'égards pour nous. L'ordre politique exprime ces différences par une situation paradoxale en apparence, et bien ancienne, qui soumet les travailleurs aux oisifs, en dépit de l'inégalité des forces, qui est évidente. Aussi, quand le nombre a parlé, rien n'est dit encore. La droite n'a nullement renoncé à l'espoir de faire continuer par les radicaux sa propre politique. C'est déjà commencé. Oui, disent-ils, vous prêterez de l'argent à nos alliés, comme nous avons fait ; et ce sera pour payer quelque commande d'armes au Creusot ; et vainement vous dites que le Creusot vend impartialement des armes aux ennemis comme aux alliés. Mais, dites-moi, sait-on d'avance qui sera ennemi et qui sera allié ? Vous ferez comme nous ; il n'y a qu'un chemin, il n'y a qu'un très étroit chemin.

Tout est chemin dans ce monde, comme sur la mer. Toutes les alliances sont incertaines ; toutes les promesses flottent. Qui se croit forcé, il l'est. Ce sentiment fait le naufrage à coup sûr. Il faudrait que l'esprit du travail, si hardi dans le détail, s'élevât jusqu'à l'ensemble, et fit la politique comme on navigue, un coup de barre après l'autre, et toujours en même temps d'après la force des choses, et d'après la volonté humaine, qui se compose aussitôt avec les forces dans n'importe quelle action. L'axiome pratique devrait être que tout ce que l'on fait par la nécessité seule est une faute. Il n'est pas vrai qu'une politique déjà commencée n'ait qu'une suite possible ; elle en a mille. Et le plus petit changement par volonté montre de nouveaux chemins. L'adversaire sait très bien ces choses, et ne décide point que le vote populaire va tout changer ; l'adversaire manœuvre contre la bourrasque. La centième partie seulement de cette ruse ferait passer un peu de justice et un peu de sagesse à travers les élégants filets de ces Messieurs. Mais la vertu d'obéir, qui rend digne de commander, fait souvent aussi qu'on ne sait point commander. L'homme de cœur sera-t-il dupe des gens d'esprit ? Voilà la question.

Propos de politique (1934)

LX

Du fond de l'Hadès s'élève la voix

[Retour à la table des matières](#)

Du fond de l'Hadès s'élève la voix de l'illustre fantassin, ainsi je puis nommer Paul Doumer, plusieurs fois blessé, tué enfin par une balle perdue. Les morts, comme a dit Comte, gouvernent les vivants ; le chef d'hier gouverne encore. Et que disait-il à ses fils, que dit-il à tous ? Que l'homme d'État doit écouter sa conscience, et non pas la voix capricieuse des foules. Je sens ici quelque chose de respectable. Quoique le peuple soit roi, il est évident que la rumeur populaire ne peut faire que ce qui est injuste soit juste ; et il y a un point critique où il faut s'opposer au peuple au nom du peuple. Faites attention que nos meilleurs amis répètent présentement la même chose, et je suis sûr qu'ils sont sincères en cela ; nous gouvernerons, promettent-ils, selon la volonté véritable du peuple, ce que le peuple ne sait pas faire. Et il est très vrai, pensent-ils, que le peuple nous a donné des ordres ; mais il est vrai aussi que le peuple ne sait pas tout ; encore bien moins sait-il ce que personne ne sait, c'est-à-dire ce qui sera demain dans l'univers politique. L'homme d'État, au bord même de l'événement, fera donc son devoir, en méprisant l'acclamation.

Les hommes de devoir sont redoutables. L'artilleur fait son devoir quand il coupe les hommes en morceaux. L'aviateur fait son devoir lorsqu'il descend par nécessité sur une maisonnette pleine d'enfants. Ceux qui porteront l'incen-

die et le poison sur des villes feront leur devoir aussi. Le chef d'État qui prépare ces choses et les mettra en marche, fait et fera son devoir. Les mille bureaux qui entretiendront ce brasier d'hommes feront leur devoir. Les députés qui voteront et acclameront devant ces préparatifs de force et ces œuvres de force feront leur devoir. Tous ceux qui répéteront que leur pays ne peut avoir tort feront leur devoir. Tous ces hommes vertueux ensemble réaliseront une somme d'injustices auprès de laquelle les œuvres des plus célèbres bandits font rire. Méphistophélès fera entendre son rire. L'enfer, encore une fois, sera pavé de bonnes intentions. Si nous ne surmontons cette contradiction, pouvons-nous nous vanter d'avoir une pensée politique ? Sommes-nous le jouet des forces, et devons-nous, d'accord avec tous les hommes de devoir, signer l'abdication de l'homme ?

Je demande qu'on écoute un peu plus attentivement la voix populaire. Elle a profondément senti que les événements humains n'ont rien de fatal, que la volonté de l'homme y est engagée, qu'elle en est responsable. Quoi ? Quand on voit que le pilote arrive à faire sa route sur les flots aveugles, par une volonté qui ne cède jamais, dira-t-on que, sur les flots humains, il n'y a qu'à se laisser porter et à bien mourir ? Mais non. La volonté populaire va droit à l'injustice, et exige que d'abord l'impudent marchand d'armes, qui vend à tous, cesse d'être roi des armements et maître de morale. Et tous les effrontés courtisans du coffre-fort, tous les ennemis du franc populaire, des nécessaires travaux, des justes salaires, il s'agit de les traduire au suprême tribunal, pour un blâme public qui suffira. Cela, n'est-ce pas le devoir aussi ? Et réduire à l'obéissance les subalternes, maîtres de la force, au lieu de suivre aveuglément leurs secrètes alliances, et cette ivresse de victoire qui est toute leur pensée, n'est-ce pas le devoir ? Et enfin, pour serrer de plus près l'orgueilleuse conscience, n'est-ce pas un devoir de sortir de la suprême puissance aussi pauvre qu'on y est entré ? Mépris des richesses, n'est-ce pas devoir encore ? Être arbitre entre le tyran et l'esclave, n'est-ce pas le devoir ? Aider la balance de la nécessité, donner secours à ceux qui ont le moins et qui peuvent le moins, à ceux qui n'ont pas le temps de regarder au loin, à ceux qui nourrissent nos pensées par leur obstiné travail, n'est-ce pas le devoir ? Ou bien le devoir est-il de laisser aller la nécessité comme elle va, et de contresigner tous les pouvoirs de fait ? L'avertissement populaire mérite d'être écouté par la conscience la plus scrupuleuse. Au lieu de se mettre d'abord en garde, qu'elle s'examine elle-même. Il faut qu'il y ait, dans une haute conscience, quelque écho de l'universelle conscience, une fraternité avec la charrue et le marteau, qui ont pris voix et qui ont même parlé assez fort. Hegel a montré que la moralité abstraite c'est le mal, au fond identique à l'autre mal, qui est la nécessité pure. La justice réelle est entre deux, fille des mains et des travaux, paysanne, ouvrière. Qui oublie cela peut parler de sa conscience ; je le défie d'y penser sérieusement.

Propos de politique (1934)

LXI

La politique extérieure n'est qu'un moyen

[Retour à la table des matières](#)

La politique extérieure n'est qu'un moyen de la politique intérieure. De cela vous trouverez des exemples partout ; mais ceux qui nous concernent suffisent bien pour achever notre instruction civique. Comment tenir tout un peuple en camp retranché si l'on n'a point d'ennemis ? Comment aurait-on des ennemis si les traités étaient raisonnables ? Les tributs prolongés sur une grande suite d'années, cela est impossible, cela va contre le bon sens. J'entendais hier un homme qui n'est point radical dire que cinq ans est la limite des paiements d'indemnités de guerre ; après cinq ans la partie jeune d'un peuple a oublié la défaite. Le même homme disait que nous n'aurons pas la paix tant que le couloir de Dantzig existera. Il avait raison ; mais quand on a si aisément raison, cela prouve qu'on se trompe sur le problème véritable. Si l'on avait voulu tuer la guerre, ou disons simplement faire une paix durable, de tels règlements seraient absurdes. Mais si l'on a voulu protéger les privilégiés contre les risques de la paix, c'est-à-dire contre l'imminente République, de telles dispositions sont très rusées. J'admets que les négociateurs n'aient pas pensé exactement à cela ; toujours est-il qu'ils y sont allés comme l'aimant au fer, par un instinct de tyrannie, un brave et bon, et joyeux et enthousiaste instinct, l'ivresse de la victoire n'étant pas séparable de l'ivresse de gouverner.

Sous leurs pieds le peuple allemand et le peuple français, d'un même mouvement. On a vu et on voit les effets. Ces difficultés intérieures des peuples, et la considération des causes et des périls qui en résultent partout pour la liberté et l'égalité, devraient faire l'unique objet des entretiens entre nations. Or, bien loin de là, nous entendons toujours les mêmes phrases, soit que nos délégués ne veuillent pas en changer un mot, soit qu'ils ne le puissent pas. Et pour nous c'est toujours la même perspective, c'est-à-dire la tyrannie exercée par les hauts subalternes, qui, dans le système du camp retranché, sont nos vrais maîtres.

À mon sens, nous n'avons qu'un problème politique à résoudre qui est d'empêcher que la France soit réduite au régime italien. Cela vaut la peine qu'on y pense, et que l'on vise juste. Les Allemands ont à résoudre aussi le même problème, et encore plus péniblement. On parle d'une alliance franco-allemande ; mais cette alliance est faite, et elle est double. Les privilégiés ici et là ont le même intérêt, qui est la menace de guerre ; les peuples ont ici et là le même intérêt, qui est la paix, le désarmement et le nettoyage intérieur. Chacun des peuples aide l'autre en s'aidant lui-même. Les parasites ne cessent jamais de nous dire, et de bonne foi, car ils se croient utiles et, de plus, aimés : « Si vous voulez résoudre les problèmes intérieurs, regardez au dehors. » Et nous ne cessons de dire : « Si vous voulez résoudre les problèmes extérieurs, regardez devant vos pieds ; délivrez-vous des tyrans, et vous aurez la paix. »

On me dit qu'il faut alors détruire et remplacer le capitalisme. Je ne sais ; c'est une entreprise qui dépasse mes vues. Et, au contraire, s'il s'agit seulement de destituer les riches de tout pouvoir politique, je vois très bien que l'entreprise est commencée, et se continuerait aisément si nous n'étions tenus sous la menace, et médusés par un régime de force extérieure qui suppose la violence intérieure. Toutes les fois qu'il apparaît que l'argent gouverne, l'opinion s'indigne ; et vous ne direz pourtant pas que le capitalisme a mené à son gré les dernières élections. S'il n'a pu cela, il ne peut rien ; il ne peut rien, à moins que la ruse de nos ennemis intérieurs, servie par l'aveuglement de nos amis, ne nous remette dans l'état d'effervescence, état mélangé de peur et de colère, où nous étions aux approches de l'an quatorze. Et je dis qu'il faut vaincre de telles apparences, et calmer tous ces sentiments-là par le régime froid. Si nous en sommes-là, comme je le crois, nous allons voir du nouveau.

Propos de politique (1934)

LXII

Tout gouvernement est fasciste

[Retour à la table des matières](#)

Tout gouvernement est fasciste autant qu'il est permanent et sans contrôle ; je veux dire que l'administration rendra obligatoire pour tous, et sans aucune limite, ce qui lui semble utile à l'État. Déclaration obligatoire à la douane, au fisc, au service d'hygiène, à l'enregistrement, au recensement, aux bureaux de l'état civil. En quoi nous prétendons discerner l'utile et l'inutile, et cette prétention est déjà révolte ; car tous ces règlements sont faits par des hommes qui savent mieux que nous ce qu'il nous faut. Cette sorte de raisonnement étourdit ; et nous voyons que cela mène à la tyrannie tout simplement. Le citoyen ainsi serré et presque étranglé considère très sérieusement les députés, les ministres, et le chef même de l'État comme les gardiens des libertés. Toutefois, il remarque, non sans inquiétude, que ses meilleurs amis passent promptement de l'autre côté du guichet, plus préoccupés alors des commodités du pouvoir que de la liberté du citoyen.

Considérant hier un groupe de jeunes têtes pensantes, je me disais, d'après ce que l'on remarque aisément dans la politique, qu'un peu plus de la moitié d'entre elles auraient l'esprit citoyen, et que les autres auraient l'esprit tyran. Ce partage se fera d'après la vocation de chacun, et aussi d'après la situation

de chacun. Toutefois, la situation me semble moins forte que la vocation, car on trouve aussi des hommes qui exercent un petit ou un grand pouvoir, et qui n'en aiment point l'abus. Les neutres suivent leur état, résistants s'ils sont citoyens ; tyrans un peu s'ils administrent. L'armée des tyrans est un peu moins nombreuse que l'autre. Mais en revanche, que d'avantages chez le maître, qui gagne sa vie à gouverner, au lieu que le résistant ne gagne pas sa vie à résister, et pense nécessairement à bien d'autres choses au moins cent heures contre une. La plus petite des deux troupes est concentrée et organisée ; la plus grande est dispersée et occupée par mille travaux. Nous ressemblons, nous autres résistants, à ces milices féodales qui voyaient débarquer les pirates et qui couraient de la bêche à l'arbalète.

À ces troupes dispersées il va se présenter une épreuve de choix. Les manœuvres contre les gaz, que les militaires préparent tout doucement, vont être justement les grandes manœuvres pour l'armée des citoyens. Et, dans le moment où l'on voudra les exercer à la défense contre une attaque d'avions supposée, ils auront l'occasion de s'exercer à une défense d'un tout autre genre. On me conseille, je suppose, de mettre un masque et de descendre à la cave à un signal donné. Je résiste ; on essaie de me forcer. Peut-on me forcer ? Voilà la question. Je suppose que quelque préfet me convoque, usant à la fois de menace et de persuasion. Je réponds : « Il y a abus de pouvoir ; il faut une loi ; je l'attends. Et quant à ma propre sûreté, je l'entends autrement. Je soutiens que cet exercice contre les gaz est très dangereux pour moi et pour tous, en ce sens qu'il va à présenter comme possible et même permise une action atroce. S'en protéger d'avance et par système, c'est établir peu à peu et tacitement une convention que l'on n'oserait pas rendre publique. C'est dire : « Nous sommes prêts ; attaquez donc ! » C'est avouer en même temps que l'on tient la riposte prête. En ce cas particulier, et favorable parce qu'il est nouveau, je me prouve à moi-même que le refus de me défendre est la meilleure défense. Et, puisqu'il ne faut pas moins de courage pour mourir tranquillement au troisième étage que pour s'enfuir sous la terre avec des tampons sur le nez, l'éperon ordinaire des guerres manque ici son effet.

« Maintenant, ajouterais-je, je vais vous dire toute ma pensée. Vous trompez les femmes, si vous leur faites croire qu'un masque les protégera contre ces gaz qui brûlent la peau et contre ces foyers instantanés qui brûlent tout. Vous les trompez si vous leur faites croire qu'un masque sera mis utilement à un malade ou à un enfant qui vient de naître. Ce n'est donc ici que comédie, et dangereuse comédie. Le seul espoir des faibles est qu'on les sache sans défense. Oui, cela même, que les faibles sont sans défense contre l'homme volant, il faut le publier ; car il importe beaucoup que l'homme volant le sache, et le pire danger est qu'il croie le contraire. D'où mon refus, dirais-je, que je donne en exemple. »

Propos de politique (1934)

LXIII

Je ne sais si le président Herriot

[Retour à la table des matières](#)

Je ne sais si le président Herriot nous comprend bien. Je vois de lui des discours qui datent de mon enfance. Il nous est dévoué, je le sais ; il nous aime ; il veut notre bien. Mais il sait quel est notre bien ; même contre nous il nous servira ; ainsi font les parents à l'égard des enfants. Ces métaphores sont usées. Elles nous renvoient à un temps où l'on croyait aux hommes d'État. Or, par un éclaircissement nouveau et jusqu'ici inconnu, nous savons que les hommes d'État se trompent souvent ; et, bien mieux, nous devinons pourquoi. Nous les voyons assaillis par une foule de parasites, flatteurs, sollicitateurs, qui sont nos ennemis jurés. Nous entendons, et ils entendent encore bien mieux, la clameur assourdissante de tous ceux qui ont le pouvoir et les places. Nous savons aussi que le pouvoir par lui-même aveugle, et d'abord fatigue. C'est pourquoi lorsqu'un homme d'État, si ami qu'il nous soit, parle de sa conscience et de son devoir, nous sommes inquiets. L'appel à la confiance a toujours été une manière de forcer. Quoi ? Une seule lumière va-t-elle donc éteindre les lumières de nos représentants, déjà vacillantes ? Avons-nous fait un plébiscite ? Avons-nous un roi ?

Les vieux fantômes de la politique n'ont jamais fait que guerre et dette, dette et guerre. C'est jugé, et l'histoire n'est que trop claire. Napoléon, le plus grand des chefs, s'est trahi lui-même. Au fond je soupçonne qu'il en est des hommes d'État comme des militaires, qui ne savent rien au monde que l'art de commander. Je sens très bien que l'éloquence m'entraîne, que l'ordre m'entraîne. Je ne suis que trop disposé, moi et des milliers d'autres, à garder l'alignement et à marcher au pas du chasseur à pied. Mais où nous mène-t-on ? Voilà la question indiscrète, qui scandalise nos grands Messieurs, et peut-être Herriot lui-même, assurément ceux qui l'entourent et qui espèrent quelque monnaie de puissance. Nous résistons à notre ami ; nous résistons à notre élu ; tel est l'ordre nouveau. La démocratie n'a encore fait au monde que l'affaire Dreyfus ; et, depuis, mille artistes en commandement ont défait l'affaire Dreyfus. Nous avons fait les élections, cassant très explicitement Tardieu, Chiappe et compagnie. Depuis, et sans attendre une seule minute, mille artistes de commandement ont juré de défaire les élections ; je les vois au travail. Il nous reste quelques amis ; entendent-ils le grignotement ?

Le peuple est roi ; la volonté générale est la loi ; et la volonté générale est infaillible, puisqu'elle implique que ce qui est imposé à l'un est imposé à tous ; il n'y a d'erreur possible qu'autant que quelques-uns légifèrent pour tous. Mais il est évident aussi que la volonté générale s'exprime tout juste dans le moment du vote. Il est clair que les délégués sont portés à l'oublier, et les magistrats supérieurs encore plus. Et, comme on ne peut pas voter tous les jours, il faut donc que l'opinion presse continuellement sur les pouvoirs ; et cela ne va pas sans difficulté, car l'opinion est dissoute après l'élection ; et l'on sait que la presse sert presque toujours les tyrans réels, et non pas le peuple. Il est bon de remarquer aussi que, dans les associations, quelles qu'elles soient, et dans les partis, quels qu'ils soient, les mêmes forces s'exercent contre l'opinion, en vue de la tromper, de la détourner et de lui ôter le courage. N'empêche que, dans l'affaire Dreyfus, l'opinion a traversé tous ces barrages, par les efforts convergents d'une multitude d'hommes libres, qui n'avaient aucun pouvoir défini. Cet ordre nouveau est mal connu ; il repose, à ce que je crois, sur une multitude de petits centres d'amitié, où chacun dit librement son opinion, sans jamais l'imposer. Cette liberté réelle foisonne maintenant comme jamais. C'est une belle rumeur, et neuve, que le peuple entend très bien. Les pouvoirs y devraient bien prêter l'oreille avant d'y être forcés. N'est-ce pas mieux d'être amis ?

Propos de politique (1934)

LXIV

L'Europe manque de radicaux

[Retour à la table des matières](#)

L'Europe manque de radicaux. Cette espèce est très méprisée ; mais elle leste la politique. Et qu'est-ce que c'est donc qu'un radical ? C'est premièrement un incrédule au deuxième degré, j'entends celui qui premièrement ne croit rien, et qui, de plus, est assuré que n'importe quelle croyance, même agréable, entraîne aussitôt toute l'injustice et tout le mal possibles. Puissances d'en haut, puissances d'ici, toutes sont jugées comme puissances. Non, non, il n'y a point de miracle, ni de sauveur, ni d'arrangement, qui nous puisse garantir un an de paix. On ne peut se fier qu'à une quotidienne politique de défiance, de résistance, de surveillance, qui n'amuse personne. C'est que l'adversaire ne se lasse pas, et ne donne point de champ ; notre maître, même le plus doux, nous tient exactement le couteau sous la gorge. Et ce n'est nullement exagéré, dit le radical ; car il a fait la guerre.

Le radical porte en lui-même son ennemi, qui est un citoyen obéissant. Le radical sait bien qu'il obéira à la loi ; il ne voit pas comment ce qui est bon pour les autres ne serait pas assez bon pour lui. Il veut être une unité indistincte dans la masse des infortunés exécutants ; première justice, humble justice qui ouvre aussitôt la porte à toute l'injustice. Cela il le sait, il l'avait prévu, il l'a vu, il l'attend encore pour demain. Cette inertie exaspère les

généreux des deux camps extrêmes : « Si froidement servir la patrie ! » dit le colonel. Et l'autre : « Si lâchement trahir ses frères ! »

Eh là ! Doucement, se dit le radical ! Je n'ai jamais juré d'empêcher la guerre par l'insurrection. Et ceux qui ont juré cela, je vois qu'ils ne le font pas. Je hais qu'on promette ce qu'on ne peut faire. Attention ici, je n'ai aucune défiance à l'égard des ouvriers et paysans, ni aucune crainte ; j'ai même d'immenses espérances ; et c'est pourquoi je me laisse appeler radical-socialiste. Je conviens que ceux qui tiennent l'outil et la machine ont un immense pouvoir sur nous tous, et un pouvoir légitime, qui correspond à l'empire irrésistible des besoins les plus urgents. Donc que les travailleurs, par des syndicats réels et pleins, par d'immenses coopératives, par un serment fait et tenu, soient les maîtres du marché ; qu'ils fixent largement les salaires, qu'ils exténuent les industries inutiles, et d'abord les industries nuisibles ; qu'ils s'opposent par refus aux transports nuisibles ; qu'ils soient assez forts contre les folies du pouvoir par le non et par les bras croisés, je le veux bien. Quand j'en serais gêné, diminué, appauvri, cela n'est que juste, et je suis ici comme l'enfant devant la nourrice. Mais enfin cela ne se fait pas. Je veux dire que l'on me montre des projets, au lieu d'une pression tranquille et continue. Bref j'attends qu'aux radicaux-socialistes répondent des socialistes radicaux. J'attends et mon attente n'est pas tout à fait vaine.

Elle ne peut pas l'être, poursuit le radical monologuant. Je ne laisse pas la coupure se faire. Non, je n'abandonnerai pas le monde ouvrier, quand il m'abandonnerait ; je ne lui rendrai pas mépris pour mépris. Et pourquoi ? C'est qu'au fond du radical qui obéit toujours, il y a un esprit radical qui n'obéit jamais, qui ne veut point croire, qui examine, et qui trouve dans cette farouche liberté quelque chose qui nourrit l'immense amitié humaine ; et c'est l'égalité. L'esprit d'égalité c'est, d'un côté, la résistance, le refus d'acclamer, le jugement froid ; de l'autre, c'est la confiance en l'homme, l'espoir dans une instruction et une culture égales pour tous, et l'horreur de tout régime où l'homme serait moyen et instrument pour l'homme. Philosophie courte, mais ferme, je dirais même impitoyable. Et cela fait un parti modéré et redoutable.

Propos de politique (1934)

LXV

Celui qui n'aime pas l'argent

[Retour à la table des matières](#)

Celui qui n'aime pas l'argent ne gagne pas d'argent. Celui qui n'aime pas le pouvoir n'a aucun pouvoir. Ainsi la partie des citoyens qui est tempérée et sage ne cesse de se démettre ; et au contraire les agités et les méchants occupent aussitôt le terrain qui leur est laissé. Socrate remarquait déjà que l'honnête homme paie plus qu'un autre, et gagne moins qu'un autre. Ainsi le combat politique est entre des hommes nus et des hommes bien armés. On peut encore dire avec d'autres mots que l'intrigue est un travail qui ne produit rien, mais qui donne pouvoir ; au lieu qu'un travail réel exclut l'intrigue et laisse sans défense. Même dans le monde ouvrier celui qui fait figure de chef est naturellement un homme qui a laissé le travail, j'entends le travail sur les choses, comme bêcher, piocher, marteler, limer, et qui apprend l'intrigue, c'est-à-dire le travail sur les hommes, comme persuader, menacer, flatter. Ainsi, à mesure que le chef s'élève, il est moins digne d'être chef. J'ajoute que le hardi politique ne manque pas de moyens pour étourdir l'ambitieux à qui il reste des scrupules et une sorte de honte. Le monde poli fait élégamment cette éducation à rebours. Si l'on comprenait mieux les causes, on mènerait mieux l'éternel combat du citoyen contre ses maîtres. Une des fautes les plus communes est ici l'indignation, qui ne peut durer, et qui conseille de ne plus penser et de laisser les choses aller comme elles vont. Elles vont toujours mal.

Je n'ai pas l'espoir de voir le paysan au pouvoir, ou bien le terrassier ; dès qu'il aurait le pouvoir, il ne serait plus paysan ni terrassier. Le travailleur appelle bourgeois ceux qui ne font rien que gouverner et administrer ; c'est dire que ce qui gouverne est bourgeois. Les classes sont des êtres métaphysiques ; en réalité l'aptitude conduit à la fonction et la fonction même développe l'aptitude. C'est pourquoi la tyrannie se reforme toujours et menace toujours. Il n'y a pas deux classes, l'une qui tyrannise et l'autre qui résiste ; mais il y a un recrutement continu et un continu passage d'un camp dans l'autre qui, chose remarquable, se fait toujours dans le même, sens. On ne revient point de bourgeoisie.

Par quelle obstination nous poussons et soutenons le bourgeois moyen, que je nommerais bourgeois malgré lui, je ne puis assez l'admirer. Je voyais hier une photographie de notre ami Herriot, le nez en l'air et s'intéressant à tout. Ce n'est plus le célèbre Tigre, ce n'est plus le mangeur de chair crue. Cet homme-là n'aime pas tant le pouvoir ; il n'a pas assez de plaisir à se venger. Il tient la terre, il ne s'y cramponne pas. Aussi j'ai su que, dans les commencements de sa vie politique, c'était un jeu pour les fripons de le déporter. Ce travail se continue, n'en doutez pas. Et si nous tendons encore nos trappes de notre côté, il se lassera et nous dira bonsoir ; et aussitôt nous aurons pire. Platon avait l'idée qu'il faudrait forcer les vrais chefs. Nous ne pouvons pas forcer ; mais l'acclamation suffirait ; l'amitié suffirait. Je pense qu'en ces temps difficiles nous devons nous défier de l'indignation et faire crédit à l'enfant du peuple. Le Tigre ne pensait jamais qu'à lui-même. Ce n'est déjà pas une petite vertu que de se promener en ramassant quelque sujet de livre ; mais c'est une vertu bien menacée ; car pendant ce temps-là il ne regarde pas où il pose le pied. Homme nu, comme je disais, au milieu d'hommes armés. Nous, du moins, simples citoyens, ne faisons pas les imprudents. Tout bien pesé, si l'on proposait une trêve de deux ans en faveur d'Herriot, je signerais. Car il ne s'agit pas de rêver.

Propos de politique (1934)

LXVI

Dire que la démocratie a fait son temps

[Retour à la table des matières](#)

Dire que la démocratie a fait son temps, cela a grand air. Mais ce mot du nouveau Chancelier de fer n'a pourtant point de sens. Il ne peut s'appliquer qu'à la pure démocratie, qui ne fut jamais, et qui ne sera jamais. Le monarchique subsiste entier, et subsistera toujours dans l'agent qui arrête l'ivrogne ; car le pouvoir est absolu dans le moment où il s'exerce ; et même le pacifique bâton blanc exerce un pouvoir sacré. Celui qui résiste doit être forcé, et l'on comprend ce que cela veut dire ; c'est que la force publique n'a ici d'autre loi que d'employer des moyens supérieurs à la résistance. Nul n'y trouve de difficulté hors de l'emportement, qui toujours extravague ; et chacun s'empporte plusieurs fois par jour. Bref, il faut de l'ordre, et l'ordre est monarchique. Cherchez maintenant les conditions de ce pouvoir monarchique, vous serez surpris en découvrant que la fermeté y importe plus que le savoir ; il n'y aurait guère d'inconvénients à rendre héréditaire la fonction de l'agent aux voitures.

Le pouvoir des meilleurs, que l'on nomme aristocratie, s'exerce partout dans la région moyenne, et par le consentement unanime. Le maître actuaire est celui qui compte le mieux ; le pilote est le plus habile marin ; le praticien

de fonte règle la coulée ; celui qui sait l'anglais enseigne l'anglais ; et le médecin décide si vous mangerez des tomates ou des petits pois. Ce pouvoir est oligarchique, car les compétences supérieures sont rares. Ce pouvoir n'est pas monarchique, attendu qu'il n'est point d'homme qui sache bien tous les métiers. Et, comme tous les travaux dépendent de plusieurs métiers, les compétences sont astreintes à délibérer sans jamais se bien comprendre. Alors intervient le supérieur bâton blanc, qui veut une solution telle quelle, et qui l'obtient. Une oligarchie aristocratique, réduite à elle seule, ne ferait jamais rien. Mais Auguste Comte a dit mieux : « Pour décider, il faut de la force ; la raison n'a jamais que de la lumière. »

Les choses n'iront donc jamais sans une tyrannie assez goguenarde, celle qui enferme à clef les corps délibérants, afin d'en tirer une conclusion quelconque. Chacun sent bien qu'il vaut mieux décider à tous risques que délibérer sans fin. Et Descartes a très bien dit que pour sortir d'une forêt, il faut choisir une direction, et s'y tenir ; car le risque de tourner en cercle est le pire. Il ne faut donc point chicaner contre le roi ; et il n'est pas dit que le roi sera si remarquable. Le règne financier de Poincaré éclaire cela de toutes les façons. Le règne militaire de Joffre aussi.

Bon. Mais il faut des limites au pouvoir monarchique. La masse consent ; la masse a de la patience ; et cette remarque même fait ressortir la disproportion évidente entre le petit nombre des chefs et la multitude des sujets. Un agent aux voitures qui deviendrait fou serait promptement déporté, d'une façon ou d'une autre. Ce serait une petite révolution. Les grandes révolutions sont confuses, et gâtées par les pillards. Le jugement suffit ; nul n'a jamais gouverné contre le peuple ; et le jugement vaut mieux. D'où l'on doit souhaiter, dans l'intérêt même des pouvoirs, qui sont toujours à la merci d'un mouvement de masse, que les sujets soient sages et instruits. Ainsi se montre la démocratie, qui a toujours existé sous une forme ou sous une autre, et qui n'est qu'un pouvoir de contrôle et de résistance. Dans le *Château des Cœurs*, qui est une féerie peu connue de Flaubert, la princesse, voulant éprouver son pouvoir, dit à deux esclaves : « Tuez-vous » ; et ils se tuent. Au point critique, la mutinerie est inévitable. Même dans une armée, le pouvoir démocratique est à considérer, et fut toujours considéré. Et c'est moins la constitution qui y force que la clairvoyance des sujets. Car il n'y a point de constitution qui sauve la liberté si le peuple est ignorant et crédule. Mais croire que le peuple gouverne et administre, c'est oublier les pouvoirs réels, qui sont ce qu'ils sont moins par l'origine que par la fonction. Par exemple cette conversion des rentes a été étudiée par l'oligarchie aristocratique ; le roi décide ; le peuple n'est que spectateur ; il jugera sur les effets de cette mesure-là et de bien d'autres. Ce qui importe c'est la communication aisée et continuelle entre les pouvoirs et les citoyens, ce qui se fait chez nous de mille manières, et plutôt organiquement que dialectiquement. La représentation proportionnelle est dialectique ; le scrutin d'arrondissement est organique, comme le conseil municipal est organique. On ne fabrique pas plus une constitution qu'on ne fabrique un cheval.

Propos de politique (1934)

LXVII

Il me paraît naturel que l'homme de la rue

[Retour à la table des matières](#)

Il me paraît naturel que l'homme de la rue se fasse une imagerie simplifiée du drame européen, dans laquelle les rôles de la vertu, de la brutalité et de la ruse soient distribués comme au théâtre. Ainsi, son journal en main, fait-il comparaître devant la magnanimité française, la prudence anglaise, la duplicité italienne, la colère allemande, faisant ingénument l'éloge de sa propre patrie, ce qui est naturel, et n'espérant guère que le monde la comprenne jamais. Ce texte n'a point changé et l'orateur se croit obligé d'y revenir, semblable aux grandes personnes qui écrivent pour les enfants.

L'homme d'État, tel que je le conçois, peut bien être un Machiavel, c'est-à-dire simplifier beaucoup ses harangues, et ne point tenter de communiquer au public ce qu'il a lui-même appris par son métier. Je ne juge même pas ses projets, bons ou mauvais. Il se peut qu'il pense premièrement à son propre pouvoir, ou bien à des privilégiés sur lesquels il s'appuie ; ou peut-être croit-il, comme le fameux Frédéric, que les peuples sont des chevaux difficiles à mener. Mais que l'homme d'État, en lui-même et pour lui-même, pense comme l'homme de la rue, cela me paraît inconcevable. Car enfin il sait l'histoire, et, bien plus, il a pu juger l'histoire récente autrement que par les

journaux. Il fut lui-même vaincu ; il sait ce que c'est qu'un peuple vaincu ; il y a remarqué les mouvements de l'honneur, si évidemment favorables à certains intérêts, soit de l'avarice, soit de l'ambition, soit de la peur. Il a dénombré les bonapartistes et les boulangistes ; il a vécu dans l'Union Sacrée. Il sait comment ces sursauts d'enthousiasme et de colère se communiquent aisément à ceux qui n'ont que leurs bras, et qui ont coutume de se fier à leur propre force. Maintenant il retrouve chez les vaincus d'aujourd'hui les mêmes sentiments mélangés ; il devait attendre de tels effets. Il a prévu que la situation de vainqueur dans la paix serait difficile à tenir, et que les traités seraient nécessairement vus d'un autre œil par celui qui y a tout perdu, que par celui qui les a dictés. Il a compris, car il n'est pas aveugle, que le droit et la justice n'ont pas le même sens pour celui qui s'y meut selon sa force, que pour celui qui sent le poids des chaînes. Il peut conclure que la guerre appelle la guerre, que les foules sont déraisonnables, qu'il en sera toujours ainsi. Il peut aussi manœuvrer pour la paix, d'après ces conditions mêmes, qu'il juge inévitables, comme on a vu Briand plus d'une fois modérer des sentiments forts et respectables, en rappelant que l'honneur était sauf des deux côtés, après ce long et terrible combat. Mais, qu'il s'oriente ainsi ou autrement, je ne puis croire que l'homme d'État conduise les affaires avec les sentiments et les réactions d'un petit pâtissier, témoin généreux d'une rixe, et à peine retenu par ce grand panier qu'il porte sur la tête.

Je ne puis le croire ; et quelquefois je suis porté à le croire. Le monde des hommes qui m'entourent nie presque de point en point l'idée que je m'en faisais. L'homme de la rue montre souvent du bon sens en cette querelle des peuples. Il sait très bien que c'est au vainqueur à tendre la main ; il ne s'étonne pas si le vaincu ne répond pas vite à ce geste. Tels sont les sentiments naturels d'un homme qui se sent fort, et qui n'a pas peur. Et ajoutons qu'il a le souvenir très précis de ce que c'est qu'un combat, comme aussi l'expérience très directe des ruines de toute sorte qui sont la suite d'une affaire d'honneur entre peuples, ce qui le conduit à craindre son propre enthousiasme, et à apprécier mieux la sagesse de Sancho ou celle d'Ésope. Et si les peuples pouvaient parler entre eux, par quelque bouche véridique, on sait bien ce qu'ils diraient.

Au rebours, on croirait quelquefois que la naïveté que l'on suppose dans le peuple a passé presque entière dans ses gouvernants. On s'étonne de voir que les mouvements d'instinct et d'humeur, d'après lesquels on a dessiné pendant la guerre un fantassin de fantaisie, se montrent encore trop souvent en des fantassins amateurs, qui n'ont jamais porté l'arme. Un oubli total de l'histoire, une simplification digne des contes d'enfants, où la querelle est toujours entre les bons et les méchants, une indignation contenue, mais que je crains sincère, un appel de tout cœur aux témoins impartiaux, un étonnement de les trouver froids, une résignation à jouer une fois de plus la vertu isolée et méconnue, voilà ce qui m'étonnerait en des hommes qui font voir de l'intelligence et même du goût ; cela m'étonnerait si je n'avais commencé à comprendre que le jugement, si naturellement clairvoyant en celui qui fait, risque d'être faible et enfant dans celui qui fait faire.

Propos de politique (1934)

LXVIII

Un ami me disait hier que deux ans

[Retour à la table des matières](#)

Un ami me disait hier que deux ans de crédit à Herriot c'est bien long. Moi aussi je trouve déjà que c'est bien long. C'est pourquoi il faut jurer. Attention ici. Ni mon humeur ni mes idées ne me rendront satisfait de ce gouvernement, ni vraisemblablement d'aucun autre. Chacun de ceux que je nomme les hommes libres aura sa manière bourrue de réagir, et ses lucides raisons de critiquer. Telle est la dangereuse situation des résistants. En considérant cette turbulence, qui d'ailleurs me plaît, je me fais à peu près l'idée de ce qu'est le sens politique sans lequel on ne gagne rien et on ne garde rien. En présence d'ennemis intérieurs puissants, résolus, invariables, il faut faire phalange ; car, dans la formation de batteurs d'estrade, nous perdrons. Mais cela ne veut pas dire que nous allons adorer ce cœur impétueux, ce cœur despotique, ce sacré cœur, comme nous disions hier. Aux yeux des vrais amis d'Herriot, il est clair que Bergery avait raison. Comment ferons-nous pour ne pas mourir de cette contradiction ? Je crois qu'on peut s'en tirer selon une formule spécifiquement radicale, qui est celle-ci : ne pas adorer, ne pas renverser.

Cette tactique sera mieux comprise par un exemple. Il nous plaît de déplacer le trop célèbre Chiappe. Nous trouvons de la résistance ; il s'agit de pousser et encore pousser ; je veux dire que le ministère ne doit pas cesser

d'être interrogé, interpellé, je dirai même éclairé, car il ferme les yeux, il refuse de voir. Ce travail poursuivi avec obstination dans la presse, à la tribune, dans les réunions, partout, doit conduire à rendre impossible le fonctionnaire dont il s'agit. Mais, quel que soit le résultat, la faute serait de précipiter le ministère, sur un refus net ; car le résultat serait celui-ci : nous perdons Herriot et nous gardons Chiappe. Je dirais alors, comme le fameux Pyrrhus : « Encore quelques victoires comme celle-là, et nous sommes tout à fait perdus. »

Car essayons de suivre les effets. Le ministre a couvert son subordonné ; geste noble, geste de grandeur, agréable à rappeler, et qui fait une sorte d'amitié dans le protecteur, pour le protégé. Je tiens compte aussi des éloges, qui sont un poison subtil. L'homme d'État se trouve consacré en sa partie mauvaise, qui est de police et de misanthropie. Bref, nous achevons, par ce beau coup, une partie de lui-même dont il ne sait pas encore s'il a honte ou gloire. Nous le convertissons. À la haine répond toujours la haine ; et les idées suivent ; car l'humeur trouve aussitôt de bonnes raisons. Un homme sincère est redoutable, et, dans de tels mouvements de guerre, la vertu offensée combat pour le pire. C'est ainsi qu'en un enfant généreux, un soufflet juste tue la justice. Non. Non. Point de châtement ; seulement de la lumière.

Je veux dire que, dans l'exemple considéré, et dans tous les autres, la critique ne doit pas s'exercer à coups de poing. Il faut sans relâche apporter des documents et des idées ; aider à cette autre conversion qui se fait en chacun de nous par la revue des preuves, et qui est si difficile dans un ministre. Ce travail fait et refait, dans un débat qui sera aussi clair et aussi émouvant que vous voudrez, aussi mordant que vous voudrez, car je ne prêche point la faiblesse, alors, au vote, refaire phalange et fidèlement soutenir celui qui se voyait par terre. Comptons les résultats. Sécurité de pouvoir, mais non pas sécurité d'esprit. Retour de sentiment et d'amitié ; situation favorable pour mépriser en soi, comme il convient, la partie esclave, toujours si forte par la nécessité. Le jugement rendu libre, ce qui ouvre les chemins à la justice ; car le jugement forcé est injuste toujours, par un mépris de soi qui donnera des fruits amers. Au contraire, un peu de loisir, un peu d'espace et de temps pour délibérer de soi, cela permet à un homme, harassé par sa fonction, de se reprendre et de se refaire. Bref, l'opinion est assez puissante pourvu qu'elle ne veuille pas l'être trop. Songez à ceci. Si vous jetez bas l'homme d'État par quelque pression mal calculée de l'opinion, alors l'opinion n'a plus de prise ; elle tombe dans le vide. C'est pourquoi la fidélité politique signifie quelque chose. Et je ne fais ici que commenter une parole mille fois citée : « Un discours a quelquefois changé mon opinion, jamais mon vote. » Ce qui scandalise d'abord. Mais enfin, que veut-on et qu'espère-t-on, si ce n'est pas soutenir une opinion ou changer une opinion en ceux qui décident ? Faute de réfléchir là-dessus, nous serons victimes du paradoxe républicain, qui est de s'unir pour sauver le droit de toutes les dissidences.

Propos de politique (1934)

LXIX

À en juger par les coups de poing

[Retour à la table des matières](#)

À en juger par les coups de poing, la police est radicale à présent. Les coups de poing de l'adversaire feront entrer cette conviction, encore un peu jeune, à travers le cuir de force. Saint Christophe, selon une légende qui est pleine de sens, était un géant qui cherchait le maître le plus puissant ; il finit par trouver un enfant tout faible et le prit pour un roi ; mais il avait cherché longtemps. Léviathan, ce gros corps dont nous sommes les cellules, a une très petite tête sur son corps énorme. Aussi y a-t-il dans la politique une grande partie d'opaque et d'impénétrable, et un jeu des forces brutes. Je ne pense pas que l'homme le plus intelligent puisse gouverner rien s'il ne se résigne pas à ces forces sans idées. Ici tout est gauche et redoutable. On ne peut porter un bol de lait en courant ; c'est qu'il se fait des remous. Ainsi une mer d'hommes ne va pas où on voudrait, ni où elle voudrait. Comme la vague se résout en un choc de gouttes d'eau, en des chocs plutôt, ainsi l'histoire se fait à coups de poing ; et la pensée d'un coup de poing est toute à sentir, à prévoir et à frapper vite, ce qui est plus physique que politique. Cette déraison seule fait quelque chose, et l'on ne peut diriger que ce qui est commencé. C'est pourquoi on a toujours comparé le gouvernant à un pilote, qui regarde bien où il veut aller, mais d'abord où il est porté. Hermidas le sauveteur ne discute jamais le coup

de mer. Les intellectuels ne sont pas bons dans ces jeux ; il faut, dans l'homme qui dirige, une bonne part de défense prompte et aveugle, et une sorte de réponse insensée. Affaire à lui de changer ce mouvement en idée ; et idée tordue, vous pouvez vous y attendre.

C'est ainsi que nous avançons, vague après vague ; et les fautes dépassées ne comptent plus, car tout problème est neuf et surprenant ; les journaux nous l'apprennent tous les matins. C'est pourquoi la récrimination n'est pas bonne. Au pilote, je regarde l'épaisseur.

Non point la constance à l'idée, mais premièrement la constance à soi, à soi cuir et force. Car, que me font ses idées si le diaphragme cède ? Dans les coups durs, c'est la peau qui est entamée. L'esprit pur ne cesse de fuir, et les hommes ne sont pas encore accoutumés à cette trahison surnaturelle. Ils s'en vont, du meilleur d'eux-mêmes, pleurer au désert ; et César règne.

Compter sur ce qui déplaît, aimer ce qui résiste, enfin ne pas compter un esprit séparé, qui ne fera rien. Au temps où Caillaux a approché du pouvoir, je savais qu'il en abuserait ; je savais que le premier mouvement serait un coup de poing très déraisonnable ; mais je savais aussi que la raison en ferait quelque chose de bien ; quelque chose, car un coup de poing existe, et on peut en faire quelque chose. L'humeur sauve la volonté, parce qu'elle l'engage. Presque tout le mal vient de penseurs scrupuleux, qui n'agissent qu'après avoir délibéré. Le président Carnot était célèbre par une irrésolution sans précédent. Toutes les affaires étaient en suspens. C'est laisser aller la nécessité ; et c'est ainsi qu'à chercher la justice pure on trouve l'injustice pure ; car, sous la garantie d'une conscience incorruptible, tout se fait selon le poids, tout descend. On a vu les suites de cette irréprochable République.

On ne comprendra jamais assez Descartes partant pour la guerre. C'est sans doute qu'il voulait lancer en avant de sa vie la très déraisonnable force, au lieu de délibérer avant d'agir. Délibérer ensuite, c'est tout autre chose ; c'est prendre son parti d'être soi ; c'est se jeter d'abord dans une situation insoluble ; car elles le sont toutes ; mais on sort de toutes par le double mouvement de la chose qui se transforme, et d'une courte sagesse qui n'a pas le temps de se changer en sottise. Ce régime d'impulsion dépend de tout l'homme ; aussi je regarde l'homme des pieds à la tête, estimant d'après la forme et les signes une certaine proportion de l'esprit et du corps, et une part de bêtise à laquelle je tiens beaucoup. Car la bêtise n'est jamais irréparable, et j'ai su un jour que marcher c'est tomber sans cesse. Ce qui est irréparable c'est la pensée oubliée sur le quai de départ, et qui fait des signes.

Le musicien frappe sur un instrument faux, et, au lieu de reculer et de se boucher les oreilles, il se jette dans la tempête et gouverne au plus près, tirant parti de ce qu'il vient de faire. Ne soyons pas l'amateur qui veut une première note pure ; une musique qui n'est pas bruit n'est rien.

Propos de politique (1934)

LXX

Il est pénible de penser que tous ceux

[Retour à la table des matières](#)

Il est pénible de penser que tous ceux, sans exception, qui vous exhortent à mourir pour la patrie, sont prêts à s'enfuir le plus loin possible, et que tous ceux, sans exception, qui vous recommandent de sacrifier quelque chose pour le bon ordre des finances, sont en train de tromper le fisc, et que ce sont les mêmes qui se sauvent et qui trichent, et qu'on les reconnaît, sans aucun risque d'erreur, d'après la haute tenue de leur discours. Il y a des vocations pour ce beau rôle. Dans la belle jeunesse, quand on mange avec eux au même plat, on reconnaît une laide manière de prendre, qui annonce une laide manière, d'arriver. Et cela est religieux, cela parle d'une conscience, d'un Dieu sévère, d'un enfer et d'un paradis. Cela est sincère. Quoi de plus sincère qu'un hypocrite ? Vous autres naïfs, vous autres combattants et payeurs de l'avenir, quand vous interrogez le ciel, c'est de bonne foi ; et, au surplus, s'il se trouvait là-haut quelque maître féroce, tout ne serait pas dit et il trouverait encore à qui parler. Mais eux, leur pensée n'est que fuite et précaution. Leur morale, si je les ai bien compris, revient à ceci : « Être attentif, de peur que ma pensée ne me fasse tort. » J'ai le plaisir de les avoir fouettés comme des troupeaux, et j'eus l'honneur de leur faire peur ; je l'ai peut-être encore. C'est ma politique ; elle est courte ; elle est bonne. Ces cafards font tout le mal possible.

Toujours prêchant, et toujours derrière, sans un cheveu d'erreur. Un centimètre de sermon, un centimètre de recul. La guerre a cet avantage qu'elle est claire. Elle fut plus claire qu'on n'espérait. Tous les pacifiques à l'avant, tous les guerriers à l'arrière. L'idée naturelle était de revenir sur eux ; ce n'était rien à faire. Mais le système est si bien construit, et les plus lâches sont si régulièrement cachés derrière les demi-trembleurs, qui font pitié, que de telles tentatives émoussent l'esprit qui y pense. Et cependant l'aveugle ennemi, poussé aux reins lui aussi par l'honneur et le mépris, ne cesse de tirer sur ses vrais amis. Je m'explique assez maintenant cette ferveur religieuse de ceux dont les valises étaient déjà faites pour Bordeaux ou pour Marseille. Ils pressentaient un ordre meilleur, où les généreux seraient occupés à massacrer les généreux. Et le fait est que Messieurs les fuyards n'ont rien entendu ; ils étaient trop loin. Ils comptaient les morts ; et, en effet, leur empire s'assurait à mesure que les meilleurs tombaient. Supposez la grande armée ressuscitant ; nous aurions vu un terrible nettoyage.

Il faut que tout le monde vive ; et pour que tout le monde vive, il faut que les plus braves meurent. Adieu à vous, camarades, seuls dignes de vivre, et seuls morts ; et parfaitement bien choisis ; car le brave qui a sur lui deux citations et onze blessures est tout désigné pour la mission dangereuse ; le système ne s'est jamais trompé d'un cheveu. Maintenant, est-ce que ce sera toujours à recommencer ? Voilà la question. Est-ce que la piqure d'honneur, venant de gens sans honneur, vous fera encore galoper comme des chevaux ? Il y a des siècles que les choses vont ainsi. On croit ; tantôt c'est une chanson, tantôt une autre ; tantôt c'est une religion, tantôt une autre. On croit et on acclame ; c'est qu'il est agréable de croire et d'acclamer. Et, certes, il faut croire en l'homme et l'aimer. Mais cette belle et grande foi, si je vois bien, est ce qui conduit à ne pas croire l'homme et à percer au travers. Par un effet qui m'a toujours étonné, le misanthrope est le plus facile du monde à tromper, car il craint de traverser les apparences, par être assuré de ce qu'il trouvera derrière. Cet empoisonnement de la pensée est le plus utile aux tyrans. Je leur vois un cynisme jovial ; ils s'excusent sur ce que d'autres ne vaudraient pas mieux. Je me trouve plein de méfiance devant ce jugement qui aplanit tout et ne perce jamais. Au contraire, l'ami des hommes est bien plus sévère. C'est qu'il espère beaucoup ; beaucoup de ceux qui se font tuer, beaucoup de ceux qui s'usent au travail, beaucoup même de ceux qui ne paient jamais d'aucune façon. C'est pourquoi je n'ai pas renoncé à leur faire honte, dans cette grande lumière où on finit par les voir tout nus. Ils ont cru, ils croient, ils sont de bonne foi à se bien fermer les yeux. Il ne s'agit que d'ouvrir les yeux, tous les yeux. Tous ces hypocrites que j'ai vu grandir et, si je puis dire, fleurir en chefs bien portants et bien pensants, c'étaient des esprits faibles. Et ma vengeance n'était pas à les traiter de canailles à toute heure du jour. J'étais plus fraternel, je les nommais imbéciles. Ils commencent à comprendre.

Propos de politique (1934)

LXXI

C'est toujours une faute de ne pas voter

[Retour à la table des matières](#)

C'est toujours une faute de ne pas voter politiquement. C'est se laisser détourner du vrai problème. Et le vrai problème c'est celui-ci : « Allons-nous retomber sous la dictature militaire ? » Les tyrans, toujours rassemblés autour de n'importe quelle épée, cherchent depuis des années l'incartade, la bravade, le péril, l'union nationale, et choses de ce genre qui ajournent les libertés. Qu'ils aient eu raison sur ce problème de trésorerie, cela n'importe guère ; d'autant que les arguments pour et contre n'ont pas manqué. Toujours est-il que les tyrans nous piquaient d'honneur, une fois de plus, faisant ressortir que la France ne craint personne et n'a besoin de personne, qu'il faut savoir parler haut et que la méthode du couteau sous la gorge n'a jamais été bonne avec les Français. Choses qui réchauffent l'âge, et qui font bondir la jeunesse. C'est très agréable de bondir ; mais nous avons juré qu'on ne nous y prendrait plus.

Les radicaux de l'ancien temps avaient une méthode de voter un peu sauvage, mais qui du moins renvoyait à leur misérable petit groupe les intraitables chefs. Avant le vote on essayait de deviner ce que la droite allait faire, ce qui plaisait à la droite, ce qui donnait gagné à la droite, et l'on votait contre. Par là les gauches n'affirmaient jamais qu'une chose, c'est que les blancs

seraient battus par les bleus, et encore battus. Je ne pense pas que les amis du peuple aient jamais autre chose à faire. Et, quant aux problèmes techniques, ils seront résolus par les brevetés que cela concerne et dont nous avons abondance. Les Chambres ne sont pas faites pour gouverner, mais pour résister à une certaine manière de gouverner, que nous ne connaissons que trop. Et toutefois il faut croire que nos amis de gauche n'ont pas encore bien saisi les subtils ressorts qui nous mèneraient, par la concentration, au gouvernement des riches, à la politique de force, à la guerre enfin par la menace de guerre. Quelques-uns pensent encore que si la droite a raison, il faut pourtant voter avec la droite. Or, regardez de plus près, quand la droite aurait dix fois raison, ce serait dix raisons de voter contre elle, quoi qu'il pût nous en coûter. Par un détour que chacun comprendra, le meilleur chemin vers la raison est de sauver premièrement nos libertés, dont les ennemis sont tout proches et très clairement déclarés. Car nous savons très bien ce que les Weygand, les Chiappe et les Tardieu veulent faire, et par quel genre de manœuvres ils y arriveront, s'ils y arrivent. Et nous avons juré de voter bleu ; mais les serments s'oublent.

Je m'étonne que la vraie, la haute question n'ait pas été traitée. Je m'étonne surtout que tant d'orateurs, regardant de si près à un problème d'écritures financières, n'aient pas découvert, sans y penser, le moindre petit reflet de la haute question. Tout le monde sait, et on l'a dit cent fois, que l'Amérique attend que nous désarmions pour annuler les dettes. Elle ne le dit pas officiellement, mais tous les hommes politiques de là-bas l'ont cent fois répété : « Quand on trouve de l'argent pour entretenir l'armée la plus forte du monde, on paye ses dettes. » Cela revient à rappeler, à ceux qui prétendent exploiter seuls une victoire de force, qu'en tout cas ils n'ont pas encore remboursé les avances sans lesquelles ils ne pouvaient vaincre ; et, bref, c'est la muette manière, et la moins choquante, de ramener les triomphateurs à la modestie.

La situation, ainsi présentée, pouvait encore éveiller des passions, mais du moins nous étions en présence de la guerre et de la paix, thème éternel. Le moratoire Hoover visait à la paix, sur quoi les positions sont prises, et bien prises. Comment n'a-t-on pas aperçu que le refus de délai avait le même sens ? Et si cette pensée avait traversé les esprits, elle ne pouvait certes pas retourner Herriot contre lui-même, car les raisons de l'homme d'État se trouvaient cette fois d'accord avec le vieil esprit du partisan. Et du coup toute la gauche, avec les socialistes, se tournait pour lui. Un autre vent de hasard a soufflé. C'est ce qui fait voir qu'un parti plus simple, plus gros, plus massif, qui était de déplaire encore cette fois-ci à Messieurs les Fascistes, nous remettait sur les pieds après tant de sauts périlleux. Position de bon sens, à laquelle il faudra bien revenir, après une inexprimable confusion. Ce qui fait voir que la politique demande plus de résolution que de savoir.

Propos de politique (1934)

LXXII

Il faudra, dit le syndiqué, en revenir

[Retour à la table des matières](#)

« Il faudra, dit le syndiqué, en revenir d'une façon ou d'une autre au gouvernement des meilleurs ; et ce que j'ai lu dans Platon sur ce sujet-là est très raisonnable. » Voilà ce que c'est que de faire lire Platon.

Mais le vrai n'est pas si méchant qu'on le dit. Il n'est pas question de revenir au gouvernement des meilleurs, car jamais personne ne l'a refusé. Le médecin me gouverne si je suis malade ; le médecin est le meilleur en la circonstance, comme le pilote est le meilleur sur la passe. Aussi voyons-nous que le maître du navire, jusque-là réputé le meilleur, devient un simple agent d'exécution devant le pilote, dans la situation où le pilote est réputé meilleur que lui. Le meilleur coupeur est celui qui coupe l'habit ; celui qui connaît le mieux les chevaux est chargé de choisir un cheval, et de même pour les vins ; et celui qui veut apprendre la géométrie cherche le meilleur maître. Lépine, en son temps, était le meilleur maître devant un incendie. J'ai vu les flammes se rougir et se changer en fumée par la présence de ce roi des pompiers ; en quoi il n'y avait point de miracle ; mais deux ou trois ordres orientaient le jet des lances, d'autant plus vite que chacun savait ce qui en était. Je n'ai pas connu à la guerre beaucoup de chefs qui eussent à la fois le courage et le jugement droit ; dans le fait je n'ai connu que des subalternes ; mais parmi eux un vrai chef ; et, comme chacun le devine, et comme, beaucoup le savent, ce chef obtenait tout. Ce qui étonnait d'abord à le voir c'était une grande politesse, égale pour tout homme, et nul soupçon de désobéissance ; ces signes sont

beaux à voir, et règlent tout préalablement. Dans les cas douteux, l'humeur se montre ; mais si le chef est évidemment lâche et ignorant, comme j'ai vu, alors la révolte ne se fait pas attendre une minute. Telles sont les conditions du commandement dans ces formations redoutables où la violence la plus prompte et la plus cruelle est de métier, et exigée. Aussi, comme l'a écrit un penseur hardi, ce sont exactement les mutins de l'an 17 qui ont gagné la guerre ; car, par leur irrésistible jugement, les usurpateurs ont été découronnés, et les méthodes changées. Après la mort de Turenne, les soldats disaient : « Laissez aller La Pie (c'était son cheval), il nous conduira. » Nous n'avons pas eu de Turenne, mais nous avons eu un peu mieux que le cheval de Turenne. Et nous avons vaincu ; une armée n'a rien d'autre à faire.

Cet exemple fait bien voir que le gouvernement des meilleurs est un régime qu'il faut chercher, conquérir, et sauver, et qu'on ne peut espérer que les meilleurs se choisissent eux-mêmes. Ce sont les intrigants, les arrogants, les infatués qui se choisissent eux-mêmes ; et ils élisent leurs pareils. Et quelques précautions que l'on prenne, par concours ou autrement, il est inévitable qu'une fausse élite occupe le pouvoir, comme on peut le remarquer dans tous les corps qui se recrutent eux-mêmes. Dont les causes sont expliquées aussi dans Platon. Car, parmi les vertus du commandement, on ne trouve guère les moyens d'intrigue qui pousseraient l'homme parmi ses rivaux. Il faut donc quelque cri d'indignation qui mette en fuite les médiocres. Cela s'est fait et refait en grand désordre, pendant des siècles d'histoire. Mais des constitutions extrêmement rusées, dont l'anglaise fut le modèle, ont changé l'indignation en interpellation. La foule est représentée tant bien que mal, comme au théâtre, par une petite foule, qui fait alors une mutinerie moins ruineuse et plus efficace. Ce système est nommé démocratie ; le mot n'est pas clair, et la chose n'est pas toujours bien comprise.

Dans le fait les chefs ne sont pas élus par le peuple ; et non pas même par le plus puissant des élus. Les ingénieurs sont choisis par des ingénieurs, les militaires par des militaires, les comptables par des comptables, et les grammairiens par des grammairiens. Comment autrement ? Seulement ces petits cercles sont surveillés par l'exécutant, qui, semblable au soldat de Turenne, juge par les effets. Un ministre n'est pas un Turenne, mais un des soldats de Turenne, délégué par ses camarades pour surveiller les généraux de tout genre ; surveillant lui-même surveillé, car il voudrait bien enjamber la balustrade, et passer du public, où est sa place, dans la docte compagnie. Je le voudrais en sabots. Oui. Aussi rustique qu'il est possible. À mépriser les escarpins, les sabots vont plus vite que n'importe quelle résolution. Et l'on n'ôte pas ses sabots sans un petit bruit. Je vois donc le peuple des députés appuyé sur la balustrade et regardant non pas lui-même, mais plutôt l'assemblée des brevetés de tous ordres, ceux qui nous font des lois, des impôts, des règlements, des guerres, des traités. Et toujours jugeant d'après les effets ; car, dans les causes, on se perd. Et tout le rôle de ces rudes spectateurs serait à donner un peu de crédit, ou bien à arrêter les frais, selon le cas ; car on ne juge pas le pilote d'après un seul naufrage ; mais après deux on ouvre l'œil ; et il n'est pas besoin pour cela que l'on sache, de science mesureuse, les étoiles, la lune, le soleil et les phares.

Propos de politique (1934)

LXXIII

Les fonctionnaires syndiqués ne me semblent

[Retour à la table des matières](#)

Les fonctionnaires syndiqués ne me semblent pas entendre du tout ni l'esprit politique, ni l'esprit syndical. Tant mieux si je me trompe, je dis ce que je vois. L'esprit syndical est égalitaire, comme on voit en ces équipes de typographes, où le moins adroit gagne autant que le meilleur. Selon ce système, qui ne fait que réaliser la mystique républicaine, le meilleur ouvrier n'est payé que d'honneur. En suivant cette idée, on arrive à séparer le pouvoir et la richesse, ce qui vise droit au centre de nos difficultés. Car il est juste et il est inévitable que le meilleur ait le commandement ; et en cela l'aristocratie est le vrai. Mais il est injuste et même ridicule que le meilleur ait plus d'argent. Car il est dans l'ordre que le bon nageur sauve le mauvais nageur, et cela ne fait jamais question dans le péril proche. L'idée de récompenser la valeur par le résultat nie toute société, car il n'est pas besoin d'établir par une loi que le plus adroit fera la meilleure chasse ; ce n'est que la loi de nature. Il faut donc, dans une société qui se dira humaine, que la supériorité de quelques-uns soit un bien commun.

Mais la juste récompense du mérite, comme on dit, n'est pas seulement sauvage par elle-même. Elle est, je crois bien, la source de tous nos maux. Car il n'est pas dans l'ordre que le médiocre vise les hautes places ; bien plutôt il en a peur ; et aussi ne les viserait-il jamais si elles apparaissaient comme une charge honorable, et non comme une source de profits. Au contraire si vous attachez de grands traitements aux grandes places, c'est l'argent alors qui mènera l'intrigue ; et, chose digne de remarque, l'argent a bien plus de puissance sur le médiocre, qui s'ennuie aisément de lui-même, que sur le meilleur, qui est premièrement heureux de ce qu'il fait. D'où l'on voit que les médiocres ne cessent de demander les grandes places, au lieu que celui qui en serait digne ne pense seulement pas à se mettre sur les rangs, ou, en tous cas, se lasse des démarches, et s'indigne même de l'envie qu'on voudrait lui donner. Maintenant supposez les médiocres établis dans la citadelle des gros traitements ; on sait qu'ils y appellent leurs gendres, leurs cousins, leurs amis, leurs pareils ; on sait qu'ils n'aiment pas ceux qui pensent et agissent en vrais chefs. Cela est connu de tous, et la haute administration n'a pas cessé d'étonner le monde par l'indignité de ceux qui y sont assis, quoiqu'ils la couvrent habilement. Mais de cette vue pamphlétaire on ne tire pas les conséquences, qui sont celles que Platon apercevait déjà, c'est que le sage ne va pas volontiers au pouvoir, et qu'il faut l'y pousser de force ; et j'ajoute que l'appât de l'argent est un très mauvais moyen d'attirer les sages. Selon cette idée, un syndicat de fonctionnaires devait bien aisément sacrifier les gros traitements. Là-dessus on pouvait négocier.

Il fallait négocier. Les fonctionnaires sont restés butés sur un refus pur et simple. Et c'est là qu'ils manquent d'esprit politique. Car il faut ruser, et un progrès ne s'obtient pas d'abord. Il faut commencer par établir au pouvoir quelques réformateurs modérés et résolus. Il ne faut pas moins d'un an à ces hommes pour s'assurer des moyens d'action ; car ils sont d'abord trahis par les hauts subalternes, lesquels s'affermiront toujours par la courte durée des gouvernants. C'est dire qu'il faut un peu de patience si l'on veut vivre politiquement, et que le non pur et simple fortifiera toujours les pouvoirs injustes ; on le sait, on le dit, mais cela n'assouplit nullement les chefs des syndicats, qui, du reste, par une erreur de doctrine, tiennent de trop près à la partie la mieux payée.

« Ou bien, plutôt la révolution, me dit quelqu'un, qui balaie tout cela ! » Je ne dis rien de la révolution parce qu'à mon sens il n'y a rien à en dire. La révolution n'est pas objet de négociation, encore moins de doctrine publique. C'est trop naïvement désigner les hommes à emprisonner ; c'est rendre trop faciles aussi les pensées téméraires, qui en effet ne coûtent rien. Enseigner le socialisme, ce n'est nullement enseigner la violence ; on brouille souvent les deux. Les leçons de violence, si l'on peut dire, sont les mêmes pour toutes les doctrines, et naturellement ces leçons sont secrètes. La violence en discours est comme un coup de marteau sur une machine qu'on essaie de faire marcher. On coince, et tout s'arrête.

Propos de politique (1934)

LXXIV

La colère de l'homme est prompte

[Retour à la table des matières](#)

La colère de l'homme est prompte et redoutable. Pire, elle se cuit et recuit par la pensée. L'offense sur laquelle une nuit a passé n'est pas moins cruelle au contraire, plus cruelle. On sait pourquoi, C'est que dans la solitude l'offensé aiguise lui-même l'offense. Il ne s'agit plus maintenant d'observer les faits avec calme, car il n'y a plus de faits. Il ne reste qu'un piquant souvenir qui irrite l'humiliation ; il ne reste qu'une irritation qui déforme le souvenir. Toutes les passions grandissent jusqu'à la folie dans ce dialogue de soi à soi. Dialogue où tout est faux, où tout est comédie ; comédie pour le spectateur, mais tragédie pour l'acteur, car il joue franc jeu. Qui voudrait-il tromper ? Il est seul. Ainsi se forme un esprit de vengeance qui étonne toujours. Qui étonne surtout l'offenseur.

L'offenseur pardonne admirablement l'injure. Il se dit : « Quoi ? J'ai laissé sortir enfin ce que je pensais. J'ai peut-être été un peu vif. Mais n'avais-je pas raison ? » Chacun croit avoir raison. Et quand cela serait ? Belle raison, d'avoir raison ! Telle est la situation qui voudrait le plus de prudence. Car rien n'humilie plus sûrement et plus douloureusement l'adversaire que de ne trouver rien à répondre. Avoir tort, et à ses propres yeux, cela irrite plus que tout. Cela irrite contre soi. Mais n'est-ce pas toujours contre soi que l'on hait

l'autre ? Et qui fait le compte du remords dans la haine ? Toute l'irritation, la juste, l'injuste, haine de l'autre, haine de soi, toute l'irritation est jetée dans le même boisseau. Tout le grain, bon et mauvais, est confondu dans la même farine. La honte d'avoir eu peur, on la fait payer à celui qui a fait peur. Et la honte d'avoir tort, on la fait payer à celui qui a raison.

J'ai lu dans Kipling une histoire simplifiée, invraisemblable, instructive, comme sont toutes les belles histoires. Un bon nègre, un peu ivre, joue avec le plat de riz d'un Malais fort sérieux, qui prend mal la chose. Tous deux sont marins. Les événements les séparent et les promènent autour de la terre. Un hasard les rapproche enfin. L'offensé est malade et pauvre ; l'offenseur a de l'argent. L'offenseur reconnaît et embrasse de tout cœur son infortuné camarade ; et le camarade répond cordialement à l'étreinte par un mortel coup de couteau. Ce récit ressemble aux grossissements de Dickens, dans lesquels chacun se reconnaît. Il ne faut pas moins pour nous instruire. Par exemple, il est clair que le mouvement d'amitié de l'offenseur est une offense de plus. L'autre se dit : « Ainsi il a tout oublié ! » Le nègre avait toutes raisons d'oublier une offense sans malice. Des réflexions de ce genre sont bien utiles à suivre. Mais les hommes d'État souvent ne lisent que leurs propres discours, et les nouvelles ; les nouvelles, qui ne sont toujours que des cris. Lisez l'homme, leur dirais-je. Ce n'est pas ennuyeux, ce n'est pas difficile. Les romans sont pleins de sagesse ; et *l'Illiade* raconte la colère d'Achille, qui est une colère d'enfant. Une colère d'enfant dans un homme fort, c'est le texte de n'importe quel drame.

Nous avons vaincu. Mettons les choses au mieux. Nous n'avions pas provoqué. Nos alliés n'étaient que les serviteurs du droit. Nous avons le droit pour nous. Nous fûmes magnanimes. Nous ne demandons qu'à pardonner et à oublier. Je passe sur l'aveuglement agréable, et naïf, et même ridicule. Je suppose que tout cela soit vrai. Qui ne voit que ce juste triomphe ne peut que rendre la défaite plus amère au vaincu ? Et c'est vraiment trop enfant, et vraiment trop bête, de le supposer content et apaisé parce qu'on l'est soi-même ; et de s'étonner qu'il ne nous tende pas encore les bras comme nous faisons à lui si généreusement.

L'indignation n'est pas loin. L'amitié tient par la main l'indignation, sa sœur chérie, telle fut, trop souvent, la substance de ces phrases de mélodrame, que nos hommes d'État prennent pour des pensées. Cela finira, je l'espère, par le froid mépris des spectateurs naguère acteurs. Car on pense bien qu'entre deux aviateurs autrefois ennemis, le dialogue, après la victoire, fut conduit un peu autrement. « Nous nous sommes battus de tout cœur, comme des fous que nous étions, et poussés par des compères très rusés et assez méprisables. Le résultat tenait à un fil et ne prouve rien. » Ainsi plus de mille fois le vainqueur a parlé au vaincu. Telle est la paix. Mais pourquoi des hommes forts et qui jugent leur colère, semblent-ils souvent gouvernés par des enfants de quatre ans ?

Propos de politique (1934)

LXXV

Je pense qu'en ce temps-ci on se moquera

[Retour à la table des matières](#)

Je pense qu'en ce temps-ci on se moquera un peu moins de la défense républicaine qui, en effet, marie la carpe et le lapin ; mais il le faut. Si dans toute l'étendue des gauches il se forme des partis en grand nombre, résolus de ne rien céder, Ubu les fourrera tous dans le même sac. L'expérience se fait. Profitez-en, extrémistes qui jouez à retirer la chaise au moment où le Ministère s'assied ; profitez-en, modérés, qui imaginez déjà les révolutionnaires dans la rue. Pendant que vous ruminez les uns et les autres vos chimères, les tyrans vous guettent. Au temps du Boulangisme, ou lors de l'affaire Dreyfus, nous étions bien perdus, nous et nos libertés, sans l'alliance entre modérés et extrémistes. Et en dehors même des crises, c'est toujours le même problème ; toute élection le pose. Je me souviens d'avoir mené, avec deux autres triumvirs, une campagne contre les pouvoirs tyranniques. Nos alliés les socialistes nous témoignèrent leur mépris sans ménagements ; nous nous résignâmes à nous passer d'eux. Ils revinrent, mais trop tard, après que les polémiques avaient tout brouillé. Nous fûmes battus. Quel était l'adversaire ? Un fasciste, naturellement. Le mot est neuf, la chose est éternelle, et il faut jouer serré.

J'ai toujours connu des fascistes ; je les reconnais presque au visage et au son de la voix. Je n'ai nulle envie de les noircir. Ce sont des braves, qui sont nés pour commander en obéissant. Ce sont des fanatiques de l'ordre, et des ambitieux qui veulent avoir des esclaves, peu ou beaucoup. Ils sont nés pour la guerre ; ils aiment la guerre ; ils la commencent intrépidement, mais souvent laissent à d'autres le soin de la finir, car ils n'aiment ni la boue ni la crasse. L'égalité et la liberté leur font horreur, et la justice leur fait horreur, si elle n'est pas distributive. Un tyran peut juger bien, si l'on s'en remet à lui ; mais il veut qu'on s'en remette à lui, ce qui, à nos yeux, est injuste. Enfin, nous tenons pour les droits de l'homme, et il n'y a point de paix entre nous et eux.

Or, de tout temps, et maintenant, et toujours, il y aura, dans toute République avouable, une forte proportion de tyrans en révolte, et pour ma part, je n'en ai pas connu un seul qui cessât un seul instant de menacer, d'injurier, de mépriser, de pousser ; oui, dans les moindres discours. Et toujours ils sont sur le point de prendre le pouvoir ; et quand ils l'ont, ils le gardent. Lisez l'histoire. Il ne s'agit donc pas de réaliser quelque progrès admirable, quelque cité raisonnable et juste, mais bien plutôt il s'agit de ne pas reculer, et, comme disait un véritable ami du peuple, de ne pas laisser déchirer la mince pellicule de civilisation sur laquelle nous sommes campés. Oui, mince, par la proportion d'orgueil, de colère, d'ambition, de cruauté qu'on trouve toujours dans l'homme, et qui menace même dans le plus sage des hommes. Ainsi l'inquisition, la torture, le fanatisme, l'impérialisme sont des monstres toujours jeunes, qui enivrent, qui séduisent, qui étourdissent. J'en vois les traces dans un radical qui vieillit, qui s'enrichit, qui gouverne ; j'en vois dans le socialiste qui prêche et qui rassemble.

Or, ces mauvais ferments, il faut les surmonter en soi, c'est la première victoire, et puis comprendre que le péril ne cesse pas, et puis marier la carpe et le lapin. Il le faut. Il faut apprendre l'esprit politique, si naturel aux tyrans, si étranger à l'homme qui aime la paix et la justice. Et voici la plus brutale leçon d'une république, où les républicains ont manqué de sens politique, où le précieux et bâtard radicalisme n'a pas osé se former, où les idéalistes de toute doctrine sont restés sur leurs positions. Ce n'est pas ainsi qu'on sauve les idées ; ce n'est pas si simple. Et notre Loubet, coiffé du bonnet rouge, est un symbole assez beau ; car son chapeau fut aplati à coups de canne, mais son bonnet rouge ne reçut pas la plus petite atteinte. Certes, le bonnet rouge renonçait, et la tête juridique ainsi coiffée renonçait aussi. Morale, il n'est pas permis d'être modérément républicain, ni follement républicain. La sagesse veut qu'on transige. Les proscrits nous apportent cette leçon toute saignante.

Propos de politique (1934)

LXXVI

La politique n'a guère changé

[Retour à la table des matières](#)

La politique n'a guère changé et ne changera guère. C'est que la structure de l'homme est toujours la même ; et ce qu'en disait Platon est encore vrai aujourd'hui. Toujours une tête, et la même, et toujours apte aux mêmes combinaisons. Toujours une poitrine, et la même, lieu d'explosion, centre de colère et de courage. Quand le moteur s'emporte, la sagesse supérieure est réduite au rôle d'exécutant ; au mieux elle sauve les projets fous. C'est ainsi que le cœur usurpe, et nous l'éprouvons dix fois par jour. Convenons maintenant que le ventre porte et soutient tout cela, et qu'en un sens il gouverne tout ; car, faute de nourriture, il n'y a plus ni courage ni pensée pour personne. En sorte que la pensée, si souvent et si promptement dominée par la colère, doit aussi compter avec la peur, qui est du ventre.

L'homme étant ainsi, et pour toujours ainsi, nous n'en avons pas fini avec les difficultés, et jamais nous n'en aurons fini. Le projet le plus raisonnable n'ira jamais tout seul. L'économique, qui est du ventre, nous tiendra toujours serrés. Toujours le besoin plaidera contre l'enthousiasme ; si l'enthousiasme l'emporte, c'est l'enthousiasme alors qui plaidera contre la raison. Mais la raison, de son côté, ne peut gouverner passablement ses difficiles voisins que si d'abord elle les accepte, ainsi la pire injustice est celle de la raison, quand

elle veut nier les deux autres personnages. Partant de là, vous dessinez aisément, et assez exactement, trois figures d'injustes, celui qui n'est que besoin et appétit, celui qui n'est que fureur, et celui qui n'est que raison. Cette vue est très simplifiée, mais on peut partir de là. La connaissance de soi et des autres n'est pas tellement avancée.

D'où je puis deviner trois politiques, éternelles, et trois religions, éternelles. Trois politiques. Car il y a celle de la raison toute pure, qui abonde en projets, mais qui, par mépriser les deux autres, ne fait rien. Il y a la politique de la colère, qui fait toujours plus qu'elle ne veut, qui tue et se tue ; mais que d'honneur et que de bonheur ! Car il est beau d'entreprendre et d'oser ; cela enivre. Et enfin il y a une politique des intérêts, qui porte les deux autres. Ces trois partis, vous les distinguerez dans un syndicat, dans un gouvernement, dans un peuple, dans tout homme. La vraie paix est dans l'homme, et entre ces trois personnages tête, poitrine et ventre, dont il est composé. Et, parce que tous trois ont leurs fortes raisons, il faut négocier la paix, et non pas seulement la formuler ; et la négociation durera toujours.

Trois religions aussi, et qui toujours coexisteront. Car le ventre est superstitieux, et le fut toujours, et le sera. La peur adore les forces ; aussi les hommes ont-ils adoré tout, soleil, volcan, serpent, et le ventre même, ce qui est un genre d'ivresse redoutable, et une sorte de mystique ; non pas autrefois, mais aussi bien maintenant. Ici une grande obscurité, mais non pas impénétrable. Et je dis religion, parce qu'en effet le cœur ni la raison ne sont absents jamais ; à ce niveau ils suivent, ils obéissent, ils ornent, ils éclairent diaboliquement. Les faux dieux sont encore des dieux.

La religion de l'honneur est au-dessus, et c'est l'olympienne ; c'est celle qui couronne les braves. L'homme, à ce niveau, voudrait n'être que cœur ; mais il ne peut se démettre de lui-même ; aussi l'avidité ne cesse de déshonorer le courage, comme la raison ne cesse de mettre en preuve les effets de la puissance. Le conquérant veut être nourri ; le conquérant veut avoir raison. Cela s'entend souvent dans une même phrase. Et ce serait folie de vouloir que la religion de l'honneur soit morte, ou qu'elle soit autre. Ménagez, négociez.

La religion de l'esprit est la plus belle ; cela est de consentement. Elle rabaisse la puissance aveugle, et elle rabaisse la puissance humaine. Elle pèse d'autres valeurs, qui sont comme de l'or pur dans le commerce humain. Mais il est toujours vrai que s'il y avait des vertus pures, il n'y aurait plus de vertu. Le fait est qu'il faut manger, mais non pas trop, et qu'il faut partir en guerre pour quelque chose, mais non pas trop ; et enfin honorer l'esprit en ses pénibles victoires, car c'est là qu'il est esprit. C'est pourquoi l'équilibre, le difficile équilibre, est ce qui m'intéresse dans un homme ; et non point la bavure. Bavure d'amour, bavure de gloire, bavure de raison, c'est tout un. Et celui qui a mené passablement la difficile négociation avec lui-même, au lieu de sottement s'ignorer et de sottement s'adorer, c'est celui-là que j'enverrais négocier pour nos biens et nos vies. Nous y serions presque si l'on enseignait la structure de l'homme au lieu d'enseigner à la tête la structure de la tête, comme on fait si aisément et si inutilement.

Propos de politique (1934)

LXXVII

L'idée de Marx revient toujours

[Retour à la table des matières](#)

L'idée de Marx revient toujours. C'est qu'elle est vraie. On ne comprendra jamais assez que l'inférieur porte le supérieur et que l'invention du collier, du moulin à eau, ou du gouvernail ont plus changé les mœurs que n'ont pu le faire toutes les prédications. Du moment que le cheval devenait bête de trait, que le ruisseau tournait la meule, et que la voile remplaçait les galériens, l'esclavage n'avait plus de raison ; une plus juste idée de l'homme se formait ou plutôt elle descendait du domaine des beaux rêves ; elle touchait terre. Ce qui ruinerait l'idée marxiste, ce serait de vouloir que le progrès technique ait déterminé par lui-même tous les changements de l'ordre moral. Ce n'est pas si simple ; et la structure des sociétés humaines dépend aussi des sentiments et des pensées, enfin d'une poésie qui n'attend que quelques provisions et un peu de loisir pour rêver et chanter sur le seuil. Mais que la nécessité inférieure nous morde de nouveau aux jarrets, c'en est fait de l'art, de la justice, et de l'amitié.

Imaginons quelque volcanique bouleversement de nos contrées, si bien aménagées ; l'homme serait saisi par l'urgence des besoins. La faim et le froid ont vite fait de ramener les idées et les images aux gestes utiles ; c'est ce que l'on remarque déjà dans tous les hommes dès qu'ils redescendent vers l'état de mendiant ; et seulement le cours des valeurs change le prix d'un Manet et déjà

toute l'esthétique. Supposons qu'un changement imperceptible ramène en cinq ou six mille ans les glaciers jusqu'à Lyon ; on reverra dans ces pays-ci l'homme des cavernes gouvernant cyclopiquement, comme dit Aristote, sa petite famille, sans droit, sans morale, sans dieux. Au rebours, par un peu trop de soleil, Carthage n'est plus rien. Montesquieu disait déjà que le génie maritime des Anglais dépendait premièrement de leurs profonds estuaires, au lieu que les plates lagunes de Venise avaient borné le tonnage et la voilure. Cet immense thème commence à peine à être développé. Il faudrait suivre, par exemple, les changements que la machine à vapeur a apportés dans les mœurs ouvrières. En serrant de plus près, on trouverait que chaque métier a ses vertus, son régime familial, sa politesse propre, et sa politique. Je ne pense pas qu'une sociologie positive puisse passer légèrement sur cette idée-là.

Sociologie n'est pas histoire. La science des sociétés s'occupe moins de ce qui fut que de ce qui est toujours. Et la liaison de la vie moyenne aux besoins et aux nécessités conduirait à comprendre et à reconstruire la trame politique d'après des conditions qui ne nous lâchent jamais. Les classes, l'inégalité, les pouvoirs, le changement même de ces choses, leurs oscillations et retours, sont des faits permanents pour le principal. Aristocratie, timocratie, ploutocratie, démocratie sont comme des éléments combinés en proportion variable, mais toujours en relation avec la structure humaine, règle invariable. D'où l'on tracerait, à la manière de Comte, une statique sociale, clef de la dynamique. Tous les esprits faibles commencent par la dynamique ; c'est tomber dans l'histoire.

Il faut pourtant s'élever au-dessus de ces nations querelleuses. Il le faut, car l'humanité est quelque chose ; non pas seulement ce qui doit être, mais ce qui est. Le triple monument de l'homme se nomme art, religion, et philosophie. L'art a toujours formé un langage universel ; et la religion, qui tient à l'âme comme l'âme au corps, tend toujours à légiférer pour tous. Même le fétichiste offre partout les mêmes traits, qui sont les traits de l'homme. La religion de l'homme, ou politique, n'a pu exiler Lycurgue, Alexandre, César, Charlemagne dans leur nation ; ce sont des dieux de toute la terre. Quant à la religion de l'esprit, la plus haute, elle parle directement à tout homme, de quelque condition et de quelque race qu'il soit. Mêlée toujours de superstitions, corrompue souvent de puissance, car l'homme est toujours tout l'homme, elle offre pourtant son étonnante structure, ses papes, ses évêques, ses saints, ses casuistes, comme le plus admirable essai d'une société des esprits. Et, encore une fois, il ne s'agit pas de retracer une histoire des religions, car le fétichisme lui-même n'est nullement un passé ; il est l'infrastructure. Quant à la religion politique, elle revient toujours puissamment à dresser son dieu national ; à ce point qu'on se demande comment elle sera dépassée ; mais elle est dépassée et elle le fut toujours. Delphes était déjà comme un conseil des Nations. Ces grands faits sont niés par les passions ; mais la philosophie les discerne, et rétablit pour tous les hommes le vrai portrait de l'homme, sans méconnaître le dessous, ni le milieu, ni le dessus. Telle est la substance de tout enseignement ; on nie qu'il soit tel, mais on le fait tel. Il ne manque à l'esprit que de discerner ce qu'il fait.

Propos de politique (1934)

LXXVIII

Le sort de Victor Serge

[Retour à la table des matières](#)

Le sort de Victor Serge est une occasion de se présenter à soi-même quelques vérités désagréables. Tous les pouvoirs forts sont atroces. Quand ils sont menacés, cela se comprend ; on ne mesure pas un coup de poing, dès qu'il faut le donner ; et le coup de poing du tyran écrase beaucoup d'existences, et même sans le savoir, comme nous faisons des mouches et moustiques. Mais le pouvoir qui se trouve au-dessus des menaces agit encore de même, et presque machinalement. Louis XIV n'avait rien à craindre de Mme Guyon la quiétiste ; elle connut pourtant la Bastille. Je me souviens d'avoir lu dans Saint-Simon l'histoire d'un moine emprisonné en Espagne, on ne savait plus pourquoi, et que l'on retrouva dans une tour, après trente ans. Oubli, oubliettes. Il y en eut bien d'autres, de ces enterrés vivants ; le propre de ces sinistres exécutions est qu'elles restent presque toujours inconnues. Nos fascistes nous préparent des gentilleses de ce genre ; et pourtant ils ne sont pas bien méchants. Seulement défions-nous de la puissance. L'homme qui joue du revolver n'est pas plus méchant que l'homme qui lance son poing nu ; mais il peut davantage.

J'ai pour ma part une bonne provision de colère contre les tyrans d'ici, et contre ceux qui jouent le même jeu. La situation du célèbre Parti est autre à mes yeux. Je ne puis oublier qu'il a abattu une des plus laides tyrannies ; et je vois bien comment les moyens de Lénine s'accordaient peu à sa bonté

naturelle. Chacun connaît cette lutte des bureaux contre l'ami du peuple, aux premiers temps de la révolution. C'était une inertie, un refus d'administrer, un recours aux règlements, une marée de raisons spécieuses. Lénine perdit patience, et dit : « Qu'on me débarrasse de ces gens-là. » Et puis il n'y pensa plus ; il n'y pensa plus, parce qu'ils n'existaient plus. Un dévoué subalterne, et très peu patient, avait nettoyé le terrain. On comprend assez la difficulté de gouverner dans les crises. Mais, dans le cas présent, il y a autre chose à comprendre ; exactement ce mécanisme d'exécution, aveugle, impitoyable, et dont les ressorts sont mal connus.

Pendant la guerre je vis un camarade en grand péril, à la suite d'un geste vif ; ce sont des choses que les tribunaux civils, dans la paix, ne punissent même pas d'un jour de prison, mais il s'agissait de militaires. Le pouvoir offensé n'était ni méchant ni effrayé ; mais la mécanique judiciaire, installée un peu au delà des obus, était redoutable par sa fonction. Si on lui avait passé l'homme avec son dossier, il n'y avait plus de pitié, ni même de réelle connaissance. Ici ce n'était plus l'ombrageux pouvoir, mais seulement le métier de punir, séparé de toute autre action. Or l'on trouvait des rôles divisés, une responsabilité émietée, bon nombre de Ponce-Pilate, des hommes qui s'étaient juré d'être impitoyables, d'autres qui voulaient se rendre nécessaires, des enthousiastes, des colériques, des poltrons, et peut-être quelques méchants. La punition aurait été appliquée bureaucratiquement. Par bonheur nos chefs immédiats avaient du loisir ; le dossier fut brûlé.

Dans la suite je connus une autre histoire, de ressorts encore plus simples. Un dossier revenait au corps après une longue enquête ; il s'agissait d'une suite de faits assez graves, se rapportant à des temps de permission, et qui, par l'accumulation, pouvaient aller à une conclusion tragique. Or un simple sous-officier, feuilletant ce dossier terrible, peut-être par esprit de simplification, ou par ennui, mit tous ces papiers dans le poêle ; et il n'en fut rien. Le pouvoir ignore ces petites causes, qui ont de si grands effets. Or on a vu jusqu'ici, dans tous les États, une organisation dite de police, qui est faite à la fois de bureaucratie méticuleuse et d'improvisations individuelles, et qui se souvient, et qui accumule, souvent par métier, quelquefois par rancune, ou par pure malice. Balzac en a dit quelque chose, moitié décrivant, moitié devinant. D'où ses effrayants portraits, de Corentin, de Contenson, de Peyrade. On se moquera de mes sources ; mais tout m'est bon si, me gardant de croire, je cherche seulement à comprendre. La révolution prit la police de Louis XVI comme elle était ; et Louis XVIII en recueillit encore quelque chose, se servant avec indifférence d'hommes qui n'avaient jamais fait que trahir. Cela fait scandale, parce que l'on rend les choses explicites. Dans le fait il n'y a point de scandale ; comme on voit que les huissiers et les directeurs servent fidèlement, si l'on peut dire, tel ministre après tel autre. Et le fameux Samson, après avoir tué très légalement les ennemis de Louis XVI, exécuta ce roi lui-même, sur ordre dûment signé, et aurait traité de même Napoléon le cas échéant. C'est que l'affaire de Samson était de compter les signatures, de vérifier les cachets, et de faire marcher sa machine. Et je n'ai même pas besoin de supposer qu'il y trouvait du plaisir. La plupart des fonctionnaires d'exécution sont des hommes ennuyés ; c'est par là souvent qu'ils sont redoutables. Je propose cette question à l'analyse des théoriciens politiques. En Russie se poursuit une expérience qui nous intéresse tous. Et si, comme on raconte, un pouvoir occulte y subsiste, aussi aveugle qu'ignoré, dont les passions sont

tellement au-dessous de tout jugement, et inhumaines surtout par la mécanique, je soupçonne qu'un des travaux préalables, en toute réformation, est d'instituer une police toute neuve et claire, où peut-être les citoyens serviraient à tour de rôle, comme ils vont maintenant à la caserne. Car si l'on doit conclure, et sans fin, que tous les gouvernements, tyrans ou contre-tyrans, se ressemblent par le dessous, je vois là une énorme objection que l'ami de la justice se fait à lui-même, et la plus efficace des propagandes en faveur de la misanthropie politique, qui est fascisme.

Propos de politique (1934)

LXXIX

Le mauvais esprit, c'est

[Retour à la table des matières](#)

Le mauvais esprit, c'est tout simplement l'esprit. Qu'on le prenne rieur ou sérieux, les puissances ne s'y trompent jamais. Rien n'est assuré contre l'esprit, ni rien pour l'esprit, car ce juge de tout n'a qu'une manière de s'assurer, qui est d'attaquer aussitôt ce qu'il assure. N'importe qui sait ce que Descartes a mis au jour, c'est que si l'on veut être sûr, il faut douter. Et si quelque proposition se présente avec tous les caractères de l'évidence, la précaution est de demander à soi : « Essayons de penser le contraire. » Car les vérités ne sont point du tout de ces Termes qui tiennent bon sur les limites, et que l'on retrouve quand on en a besoin. Au contraire faute d'être offensées elles n'ont plus respect, et faute d'être blessées elles meurent. C'est pourquoi je ne vois pas grand espoir de vie dans ces théories de physique, auxquelles tout le monde tire son chapeau. C'est bien refus de comprendre, mais c'est exactement parce qu'on les respecte que l'on ne peut les comprendre. On ne comprend que ce que l'on démolit. Le tyran ne peut aimer cette méthode transperçante, et les dieux la désapprouvent en leurs conseils ; car, dès que l'esprit s'éveille, c'est l'esprit qui est dieu. Saint-Simon raconte que, lorsqu'on avait le projet de changer quelque opinion du Grand Roi, il fallait premièrement et tout le temps lui répéter que sa sacrée volonté était et serait la loi dernière et aimée de son humble serviteur ; moyennant quoi le Tout-Puissant était accessible aux raisons, et souvent juste et bon jusqu'à étonner. L'idolâtrie est partout la même ; elle ne déraisonne que si on la méprise. Essayez cette méthode de politesse et de flatterie préalables sur les petits tyrans de chez nous ; vous leur verrez aussitôt une sorte de bon sens, un art de s'adapter, de prévoir et de flairer, comme on voit aux animaux.

Ils nous feraient vivre à l'égyptienne, en d'éternels casiers ; éternels, ou plutôt réputés tels ; car un boursier ou deux pourraient de temps en temps sauter les barrières ; mais à la condition de les respecter un peu plus, une fois sautées.

Il se peut bien que le pire danger, aux yeux de l'idole, est si on cesse de respecter les barrières, sans pour cela les franchir. Comme si un ouvrier ne désire même pas être contremaître ; ou si un citoyen ne veut pas être maire ou député ; ou si un député ne veut pas être ministre ; et si chacun veut juger de sa place. Car convenons que désirer le pouvoir est la même chose que l'adorer ; aussi le tyran aime l'ambitieux ; et c'est être méchant à ses yeux que de ne jamais rien demander ; toutefois le plus méchant et le plus redouté est encore celui qui, sans rien demander pour soi, exige pour les autres. En ce sens c'est encore flatterie que demander faveur ; mais c'est toujours insolence que demander justice, car la justice égalise, puisque le premier article de la justice est que le puissant s'y soumette. Le grand patron accorde volontiers, mais ne veut point qu'on exige. Ce genre de despotisme s'installe partout dès qu'on le laisse faire.

On dit que la démocratie fait le lit de la tyrannie. Je crois assez que cela vient de ce que la démocratie manque d'esprit, ou, ce qui revient au même, de ce que la justice y est conquise comme une faveur, chacun bousculant le voisin ; or, il s'en faut bien que l'égalité consiste dans un droit égal à se pousser ; et l'esprit de parti fait voir cet étrange désordre à tous les degrés, de courtisans sans roi. On entend mal le suffrage si ce n'est qu'une loterie ouverte à tout ambitieux. À ce compte la tyrannie serait la perfection de la démocratie ; car c'est le parti le plus fort qui élève le tyran. Le fait est que cette démocratie plébiscitaire est à peu près la seule qu'on ait vue. L'Angleterre s'en est gardée, par des combinaisons de prudence, qui semblent étranges aux autres peuples. Il se peut bien aussi que la France s'organise selon les mêmes fins, mais selon une autre prudence et d'autres ruses, qui ne sont point non plus des articles d'exportation. Ce qui est à l'œuvre dans les deux pays, c'est, je suppose, une certaine monnaie d'esprit ; et l'esprit se reconnaît à ceci qu'il parle de sa place. Un marchand qui prétend raisonner de politique ne prétend pas pour cela changer de métier et se faire ministre. De tels hommes, qui commencent à ne point nous manquer trop, sont le sel des démocraties, J'en connais même qui voudraient bien désirer un tyran, mais qui ne peuvent, parce qu'ils n'abandonnent rien de leur jugement, et, sur toute opinion, de qui qu'elle vienne, frappent sans pitié ; ce sont des chasseurs de sottise. Je dis marchand, je dis administrateur ; mais l'ouvrier jugeur, le paysan jugeur, dont nous avons quantité, ont encore une meilleure position, parlant très fort de leur place, et aussitôt écoutés, la main sur l'outil. Et ce que l'esprit sait, partout où il poursuit son examen, c'est que la tyrannie n'est jamais à demi tyrannique ; et que le dogmatisme est nécessairement fanatisme. Il n'en peut être autrement, puisque les vérités acquises sont de terribles faits, et, pour tout dire, des forces, avec les attributs des forces, et violence qui n'est jamais loin. L'expérience dira si l'on ne vit pas mieux par une active révision de toutes les vérités acquises ; mais ce n'est pas premièrement une question de bonheur, car l'esprit dit qu'il le faut. De toute façon écrivons sur nos tablettes qu'une démocratie sans esprit ne peut pas durer longtemps.

Propos de politique (1934)

LXXX

Par la compétition des pouvoirs

[Retour à la table des matières](#)

Par la compétition des pouvoirs, et l'espoir continuel de les changer, tout devient faible et bientôt nul ; car le législatif ménage trop la place d'exécution qu'il vise et l'exécutif ne fait que mourir lentement par les concessions qu'on lui arrache. Cela a éclaté dans les démocraties sans expérience et, même chez nous, on parle de pleins pouvoirs, ce qui n'est effrayant qu'à ceux qui ne sont point dignes de la liberté. Plus le pouvoir est fort, plus l'opinion aussi est forte ; mais il faut qu'elle soit. Et le pouvoir faible, au contraire, ne donne influence qu'à ceux qui n'ont pas d'opinion ; car les occasions d'obtenir sont ce qui émiette le vouloir. C'est en cela que les partis sont mauvais, car ils déchirent le pouvoir et n'en ont chacun que des lambeaux. Nous avons évité ce péril par un brassage des partis qui remet le citoyen dans la position de juger. C'est alors que chacun opine de sa place et sans prendre conseil. Nous ne sommes pas si loin de cet ordre dispersé. Les propos sont libres, et deux gendarmes gouvernent le canton. La division du temporel et du spirituel est ainsi toute naïve.

La fausse idée de la démocratie est que le peuple gouverne ; mais aussi ce n'est pas, comme on dit, une erreur de la démocratie ; c'est une erreur sur la démocratie. La démocratie réserve au peuple un pouvoir de regard et de jugement. Il n'en faut pas plus. Tous les abus sont secrets. Et j'ai souvent

admiré l'efficace des commissions extraordinaires, qui n'aboutissent jamais à rien, comme disent ceux qui en ont peur ; à rien, si ce n'est que des intrigues secrètes sont mises au jour ; après quoi les coupables s'en vont avec un terrible pardon attaché au dos. On en a vu de grands exemples, et de petits, tous bons par les effets. On devrait afficher ces jugements sans conclusion, et qui sont prononcés par les accusés eux-mêmes ; car l'affiche est bien mieux lue que le journal.

C'est ainsi qu'il s'ajoute à une constitution des articles imprévisibles, et souvent non formulés. Le pouvoir d'un président de la République chez nous est paradoxal, comme d'un roi. C'est bien un arbitre, comme on dit, et un contrôleur en chef. Et l'arrangement des signatures, qui fait que rien n'est valable que par la sienne, quoiqu'il n'ait pas la charge de la décision, a transformé le coup de tampon du prétendu exécutif en un visa de contrôle. On pourrait dire, sans forcer les choses, que notre Président est bien plutôt le premier des citoyens que le premier des ministres. Et le veto sera toujours son attribut principal, comme il est à quelque degré celui du moindre citoyen. La séparation du temporel et du spirituel remonte jusque là-haut, en dépit des textes. Hegel disait qu'une constitution réelle n'est l'œuvre de personne, mais que c'est l'esprit même d'un peuple.

Quand on dit qu'un écrivain a du style, on veut dire que son véritable esprit remonte dans l'expression et même malgré lui. Je conclus que notre politique a du style. C'est à peu près ainsi qu'ont été faits les quais de Paris, merveille due à une foule de petits agents-voyers, de ceux que vous voyez quelquefois avec leur trépied, leur lunette et leur niveau, continuant ce qui est commencé, et les pieds au sol. Je vois dans Saint-Simon que Louis XIV était servi par un bon nombre de bourgeois qui n'étaient rien, qui ne pouvaient rien, qui simplement s'en allaient, en Hollande, en Pologne, en Italie, où ils avaient des affaires et des amis, et qui rapportaient ce qu'ils avaient vu ou entendu, tout à fait libres, comme on le comprend aisément, par ceci qu'ils n'avaient pas à décider. Leurs noms sont oubliés ; ils formaient un autre conseil qui ne se réunissait jamais. Il n'est pas difficile de plaire à l'exécutif et de le conseiller utilement ; il suffit de n'en pas désirer la place. Soyons justes. Qui ne se défierait des conseils d'un rival supposé ? Les hommes sont tous fins devant la menace, et impénétrables ; ainsi l'ambitieux ne peut que crocheter. Et c'est ce qui fait que le subalterne conseille mal ; car il veut avancer. Il faut de telles passions et on n'en manquera jamais ; ce n'est toujours qu'exécutif. Mais qui ne devine, par contraste, l'immense pouvoir d'un homme qui parle simplement de ce qu'il sait ? Telle est la forte situation d'un député qui ne pense point à devenir ministre ; et cela descend jusqu'au public même, car le député écoute très bien le raisonneur de province, fort seulement de son métier. Au contraire si le raisonneur est président de comité ou de ligue, il passe à l'exécutif, et il est perdu pour le conseil. Or ce vannage se fait. Les pailles s'envolent et le grain reste. J'avoue que la poussière fait pleurer et tousser. D'où l'indignation ordinaire des mangeurs de poussière.

Propos de politique (1934)

LXXXI

Nos fascistes ont le projet

[Retour à la table des matières](#)

Nos fascistes ont le projet, qu'ils ne dissimulent nullement, de dompter la foule par des formations militaires, mais sans baïonnettes ni mitrailleuses. Cette guerre est neuve ; elle se fait sous l'œil de la police, qui théoriquement est impartiale, mais qui, dans le fait, penche toujours vers l'ordre. Ce simple penchant se changera en une passion vive si la police est vivement attaquée ; alors entreront en jeu les forces militaires, et l'insurrection sera vraisemblablement surmontée, parce qu'elle sera insurrection. Tous, il me semble, dans les partis avancés, reconnaissent que ce n'est plus le temps des barricades. Si j'accorde cela, je vois alors en quoi consiste le piège fasciste. Il est dans cette tactique facile, de mettre la police avec soi. Et pourquoi réussit-il ? Parce que les éléments résistants veulent faire deux choses à la fois, vaincre le fascisme et faire la révolution.

D'après ce que j'ai vu, j'ai l'opinion qu'au temps de l'affaire Dreyfus et déjà contre le Boulangisme, les masses républicaines ont vaincu, justement parce qu'elles n'entreprenaient aucune révolution. On voyait très clairement, alors, où était l'ordre, et où le désordre. À dire vrai, la foule était pour le gouvernement. Ce n'était pas brillant, j'en conviens, ni enlevant ; mais pourtant rien

n'est plus naturel dans un régime démocratique. Les révolutionnaires en riront ; mais trouvez mieux. Si le problème était posé en ces termes clairs, maintenir le régime tel quel, la légalité telle quelle, la liberté de parler, d'écrire et de voter comme nous l'avons, la paix des rues comme nous l'avons, alors la partie serait gagnée tout de suite, et presque sans coups de poing ; et c'est ainsi qu'elle est gagnée tous les jours.

Considérez maintenant la démocratie allemande, et, plus anciennement, l'italienne. Je vois un gouvernement par lui-même faible, et attaqué des deux côtés, mais avec cette nuance que les fascistes ont pour but avoué de fortifier les pouvoirs, et les socialistes pour but avoué de les affaiblir encore. Il arrive alors que tout pouvoir devient fasciste, car la pente est bien dangereuse de ce côté-là. Tout ministre choisira l'ordre, car c'est son métier de choisir l'ordre ; les révolutionnaires seront défaits, et les conséquences galoperont. Il n'y aura plus de liberté ni de sûreté pour personne, mais seulement l'antique jeu de la tyrannie et de l'esclavage rendu de plus en plus redoutable par la désertion des esclaves ; car la masse des modérés se range toujours au parti le plus fort. Les raisons, on les trouve ensuite ; elles ne manquent pas. « Le progrès, disait Comte, n'est jamais que le développement de l'ordre » ; cette cause peut être plaidée ; venant après les gourdins, ce très sage discours est aisément compris. Ainsi les restaurations ont beau jeu. Si elles ont l'esprit de faire des réformes d'apparence socialiste, elles ont très beau jeu.

J'entends bien. Le républicain a horreur de l'esclavage, même heureux. On dit que les hommes poursuivent le bonheur ; mais non ; ce n'est qu'un pis aller. Les hommes aiment leur propre dignité, c'est-à-dire l'égalité ; égalité de vote, égalité devant la loi, égalité dans la rue. L'ouvrier cherche moins l'avantageux contrat que le libre contrat. Le roi d'industrie, même bon, n'est pas aimé. Le roi de police, même juste, n'est pas aimé. Pourquoi ? Parce que les hommes ne sont pas des chiens. Parce que ce n'est pas l'affaire de l'homme de faire le beau pour avoir du sucre. Ce qui est aimé sous le nom de socialisme, c'est une société d'égaux. Non pas d'égaux en fait, selon la force, la taille ou l'argent. Ce qui irrite dans l'argent, c'est que l'argent gouverne ; et, du reste, il est de bon sens que si l'argent ne donnait pas pouvoir contre les lois, il n'y aurait pas de tours d'argent, mais tout au plus quelques taupinières. Et si c'est bien cela que vous voulez, il faut y penser, il faut le dire, et sauver premièrement ce que nous avons de civilisation ; civilisation imparfaite, péniblement conquise, et toujours menacée. On se moque de la Presse, des maigres réformes, des amnisties avaricieusement mesurées. Aimez-vous mieux une charte consentie par un tyran rusé ? Cela vous est-il indifférent que le *Populaire*, la *Lumière* et le *Canard* soient balayés ensemble à l'égout ? Aimez-vous mieux le régime de fer, sans aucun pardon jamais ? Ou bien est-ce que je rêve ? Car de quoi est-il question dans la tête de Coty, de Kérillis et de leurs amis ? C'est pourquoi je rappelle la vieille tactique républicaine, et les précautions à prendre, même pour ceux qui n'ont pas peur. Il ne s'agit pas d'attaques brillantes, ni de drapeaux au vent. Il s'agit de n'être pas battus.

Propos de politique (1934)

LXXXII

Platon voudrait que les philosophes

[Retour à la table des matières](#)

Platon voudrait que les philosophes gouvernent ; il entend par philosophe celui qui recherche le vrai en toutes choses et aime le vrai par-dessus tout. Mais aussi Platon n'est point démocrate du tout ; il se moque des nobles charcutiers et bouchers que le peuple porte aux affaires. Pour mon compte j'accepte le suffrage universel sans lui faire de querelle, je n'en attends point des merveilles ; je sais que la démocratie tombera en démagogie ; je n'attends point du tout que les philosophes soient rois par le consentement des citoyens. Et même je m'attends à quelque énergique réaction contre la prépondérance de ceux qu'on nomme les intellectuels, et qui sont comme la monnaie du philosophe véritable, lequel n'existe point. Pourquoi je m'y attends ? Non pas comme à un mal véritable, mais plutôt comme à un commencement de justice.

On discutait autrefois, entre socialistes et radicaux, la question de l'inégalité des salaires. C'est une belle question ; c'est la vraie question ; les chefs socialistes l'oublent trop. Et j'aime savoir qu'en Russie soviétique ceux qui ont l'honneur d'être du Parti ont aussi l'honneur de gagner leur cinq cents roubles, qu'ils soient premier ministre ou charpentier. Réellement je n'ai jamais compris pourquoi les plus durs métiers, qui sont aussi les plus nécessaires, seraient plus mal payés que d'autres. Et au rebours je ne trouve pas

juste qu'un professeur de Sorbonne, qui aime son métier et qui se plaît à son travail, et en même temps se cultive lui-même, ait encore en plus une sorte de luxe dont le balayeur est privé. C'est donner beaucoup à ceux qui ont déjà. Cette idée est utopique, comme la justice même ; mais on est juste, autant que le permet cette existence compliquée, lorsque l'on suit l'idée au lieu de suivre le désir. Bon pour les chiens de suivre toujours le désir.

Par une même vue, je ne vois pas pourquoi celui qui conduit passablement ses pensées, ce qui lui donne déjà un grand avantage, aurait le privilège de conduire encore ses semblables. L'inégalité naturelle est inévitable, il y a des grands et des petits, des gras et des maigres. La justice ne consiste certainement pas à confirmer les inégalités naturelles ; et c'est une raison de ne pas mettre le plus savant à la haute place. Auguste Comte disait non sans raison que les philosophes sont plutôt naturellement des conseillers que des rois. Et si la République est gouvernée par un charcutier, comme au temps où Aristophane se moquait si bien de Cléon, ce n'est après tout que l'effet de la prépondérance des plus humbles besoins ; car nous sommes tous soumis à la condition de manger. Et si la charcuterie bien administrée me permet de réfléchir bien tranquillement dans mon coin, et d'écrire pour ceux à qui il plaira de me lire, je tire mon chapeau au nourrisseur.

Voilà pour rafraîchir l'ambition. Mais j'ai d'autres raisons. La première et principale est que les intellectuels n'ont jamais montré, dans les affaires d'importance, plus de bon sens que les marchands et les ouvriers. Bien au contraire je les vois aigres et importants, et abondants en phrases homicides. Au reste les résultats sont assez éloquents. Le gouvernement par ceux qu'on appelait autrefois les bêtes à concours, qu'ils soient de Polytechnique, de Normale ou de la Conférence des avocats, a fait plus de victimes que l'ambition de Louis XIV. Et je crois que, même dans les affaires de banque et de commerce, les doctrinaires ont porté aussi une sorte de guerre trop bien administrée, guerre qui ne tue point, mais qui affame. Celui qui pense trop est redoutable. Un paysan ne pourrait pas gouverner plus mal. Et, de toute façon, c'est une erreur physiologique, il me semble, de vouloir un puissant cerveau à la tête de l'énorme société ; si puissant qu'il soit, il sera toujours ridiculement petit ; et je crains les secousses de l'idée, quand elles se communiquent à ce grand corps sous forme d'ordres de mobilisation, d'ordres d'inflation ou déflation, et choses de ce genre, qui deviennent explosives par la masse des exécutants. Au grand corps convient l'humble et courte sagesse. Je reviens, comme on voit, à ce petit radicalisme tant moqué. D'autres y reviennent présentement à ce que je crois et même trop vite. Heureux nous autres, qui n'avons pas à y revenir, car nous y sommes.

Propos de politique (1934)

LXXXIII

L'esprit de la terre est

[Retour à la table des matières](#)

L'esprit de la terre est encore un genre de bête ; il ne faut se livrer tout à fait à aucune bête. Goethe est caverneux, fils de terre, non fils de mer. J'admire la perfide Albion, toujours digne de ce nom fameux C'est qu'un esprit aérien habite ses brouillards ; les jeux de l'esprit y sont seulement des jeux, qui ne troublent ni l'industrie, ni le commerce, ni le policeman. Ce n'est pas Albion qui concevra une industrie métaphysique, au fond diabolique, creuse et vide comme un système idéaliste. Je relis *Faust*. Le héros allemand s'envole dans les nuages. La Grèce du *Faust* c'est encore un nuage. Les vrais Grecs étaient des navigateurs, errants et paresseux par métier, pillards selon l'occasion. Il y a du cynique dans cette pensée-là. Le jeu des oppositions n'y est jamais tragique. Le même jeu est sérieux et même tragique dans Fichte. N'est-ce pas ce rêveur qui a inventé le socialisme intégral, dans *l'État commercial fermé* ?

Les Anglais n'eurent jamais la tête métaphysique. Leur idéalisme, quand ils vont par là, ne se noue pas ; c'est que l'action est occupée ailleurs. La philosophie naturelle de l'Anglais, c'est l'empirisme. Il y a autant d'esprit dans l'empirisme que dans n'importe quel système ; seulement l'esprit n'est pas dans le système ; l'esprit s'en retire à mesure qu'il le fait. Telle est l'apparence du

matérialisme pour ceux qui cherchent l'esprit dans la montagne. Le matérialisme est le grand exorcisme ; l'esprit n'y est plus du tout objet ; l'esprit est seulement observateur et douteur, et libre chez soi. Les contraintes ne sont que de police. Personne n'adore la police, ni ne la prend pour raison substantielle ; ce n'est qu'un balayage économique. On pend comme on balaie. La police est comme la matière, sans âme aucune ; et gare à vous si vous marchez sur les pieds du policeman. Vainement vous essaieriez de lui prouver que vous êtes de même opinion que lui ; il n'a pas d'opinion, il a des pieds.

Dans les parties épaisses du continent, j'aperçois au contraire une police mystique, une police qui se croit et qui veut qu'on croie. L'esprit est terreux et même rocheux à chaque pensée c'est un tremblement. Heine avait bien raison de dire que la révolution, dans ce peuple sérieux, serait quelque chose d'effrayant. Disons seulement que c'est une entreprise métaphysique. Quel est le propre de la métaphysique ? C'est de prononcer que l'œuvre de raison, pourvu qu'elle soit cohérente en elle-même, sera chose aussi. C'est faire le plan d'un jardin avant d'avoir observé la terre, les plantes et le soleil. Certes il est très beau de décréter que le peuple sera agriculteur ; mais ce n'est pas ainsi que les peuples sont agriculteurs, s'ils le sont. Ils le sont par l'empirisme de chacun. L'empirique législateur est lui-même une sorte de jardinier ; il attend que la plante pousse pour la conduire ; ainsi il ne change ce qui est, et encore très peu, qu'après avoir observé ce qui est. L'industrie allemande était métaphysique. L'agriculture allemande va-t-elle l'être ? Cette idée du gouvernement, qui est une idée magique à proprement parler, a fait des ravages partout.

Savoir ce qu'on veut et faire ce qu'on veut, cela se voit dans l'homme sage, qui gouverne son petit royaume. Ici est la vie intérieure, et les effets n'en vont pas plus loin que la main ; telle est la mesure du royaume d'esprit. Vouloir gouverner l'État comme on gouverne son propre corps, c'est oublier que le tissu vivant est rompu d'un homme à l'autre ; c'est se payer de métaphores. Parce que je persuade la main de l'autre, ce n'est toujours pas ma main. Il faut bien des travaux et bien des intérêts et bien des œuvres pour lier une main à une main. Bref l'État n'est pas un être mystique ; le noyau en est de terre et de rocher. C'est dans la nuit de l'esprit que les rochers sautent au commandement. Par une rencontre qui n'est point de hasard, toute magie est noire ; c'est dire que, par l'action qui veut être tout intérieure, et qui est par cela même tout extérieure, on n'évoque jamais que la nature inhumaine et l'aveugle force des quatre éléments. L'animal est soumis à ces choses ; mais l'homme se meut par soi, et non par le voisin. Par le voisin il est poussé. Chose.

Propos de politique (1934)

LXXXIV

L'esprit n'est jamais bien vu

[Retour à la table des matières](#)

L'esprit n'est jamais bien vu. Par de petites raisons ; l'esprit ne respecte rien ; l'esprit se moque ; on ne peut s'amuser de lui sans le craindre ; on demande où il s'arrêtera, où il nous mènerait. C'est ainsi qu'après l'avoir jugé peu sérieux, on le juge bientôt trop sérieux. Sérieux, il l'est terriblement ; ici se montrent les raisons qu'on ne dit pas. L'esprit est religieux ; l'esprit est humain ; l'esprit blâme, interdit, ordonne ; et, parce qu'il ne force jamais, il ne se fait même pas de partisans en ceux qui aiment bien être poussés. La force, en tout cas, est contre l'esprit. Autrefois les saints prenaient le parti d'être méprisés et bousculés. Servir deux maîtres, on ne peut. Et l'esprit est une valeur au-dessus de César ; César n'aime pas cela.

César n'aime pas non plus les sots. Qu'en ferait-il ? Tout ce qui agit au monde suppose l'esprit. Les mécaniques sont filles d'esprit et veulent un pilote qui les surmonte. L'administration sans esprit descend à la stupidité mécanique. La banque, l'industrie, la guerre même culbutent, si quelque joueur ne les mène ; et le joueur est mauvais citoyen, comme il est mauvais courtisan. César ne peut se contenter pourtant de plaire aux sots, ni de gouverner des sots. Lui

aussi doit choisir ; et lui ne peut choisir. D'où un renouveau de colère contre l'esprit. Au fond, c'est qu'on l'aime, et c'est qu'on se venge de n'en point être aimé comme on voudrait. Il y a toute la coquetterie du monde dans un ministre qui apprivoise l'esprit. Il le veut libre et le mener à la corde. Ce problème est dans les difficultés du pouvoir ; il est peut-être la seule difficulté du pouvoir. C'est que dès qu'on est obéi, on est mal obéi ; et, dès qu'on cherche un flatteur, on le trouve trop bête. Platon ne put vivre avec Denys le tyran, ni Voltaire avec Frédéric. On retrouvera partout cette contradiction ; partout et à tous degrés ; car le moindre tyran est tout à fait tyran, et le moindre esprit a beaucoup trop d'esprit.

On voit par de grands exemples ce que devient l'esprit serf, comment il pense par ordre, quel genre d'idées il produit, comment il raisonne, comment il prouve. Les États où l'on veut mettre tout à neuf ont bien besoin de l'esprit, mais ne peuvent se fier à l'esprit. N'importe quel socialisme est une œuvre de l'esprit ; n'importe quel socialisme tue l'esprit par le dogme. Les dernières venues des religions sont toutes d'esprit, et l'on ne s'en aperçoit guère ; c'est que l'esprit n'est rien s'il n'est hérétique. Et l'industrie a depuis longtemps reconnu que les meilleurs ouvriers sont toujours les moins dociles. Toutes les politiques voudraient se passer de l'ajusteur, car il juge, et qui juge d'une chose juge de toutes ; bien ou mal, ce n'est pas la question ; si on veut l'esprit libre, il faut lui permettre de se tromper. Un dogme est bête, même vrai. C'est pourquoi le règne de l'esprit n'est pas arrivé.

« Pour décider, dit Comte, il faut de la force ; la raison n'a jamais que de la lumière. » Il faudrait donc que la raison conseille, et seulement conseille. D'où cet auteur a rêvé une séparation du spirituel et du temporel, et cette idée est plus que jamais à considérer. Car il est hors de doute que tout va mal par la confusion. Les opinions de commande sont bêtes par l'accord. L'esprit enchaîné c'est le fanatisme ; et je reconnais dans le fanatisme un étrange respect de l'esprit. On le fait dieu, et ce n'est plus l'esprit. C'est assurément par cette fureur d'esprit que l'on fait la guerre. On veut prouver, on veut être approuvé, on veut être aimé ; on hait celui qui refuse. On cherche son semblable, on le décrète, on le manque ; c'est ainsi que l'humanité mal comprise fait plus de maux que l'animalité.

Il faut donc défaire ce mauvais mélange. Que l'esprit reste libre et se passe de régner ; qu'il éclaire seulement. On ne croit guère que la lumière suffise sur toutes choses ; et pourtant il est de consentement que les choses qui vont mal sont secrètes, et vont mal parce qu'elles sont secrètes. Il n'y a peut-être pas un abus qui se fasse au plein jour. La justice des procès civils et criminels n'est autre chose qu'un plein jour. Les audiences se tiennent à porte ouverte, et il n'en faut pas plus. Seulement on dit très bien que la justice est boiteuse ; elle vient trop tard. De la même manière l'opinion ne peut éclairer que l'action faite, et ne peut que punir, trop tard punir. Peut-être la condition de l'homme est-elle de devenir sage seulement par ses fautes, pourvu qu'il veuille bien les regarder. Toujours est-il que vouloir un roi raisonnable c'est vouloir trop. Mille raisons aveuglent le pouvoir, sans compter l'urgence. Autant que le jugement public s'exerce librement, la politique est passable. Il se fait des condamnations, des exclusions, des pardons, des oublis, à la mesure de notre existence difficile. Le grand tribunal instruit lentement et s'instruit lentement. Trouvez mieux si vous pouvez. Mais éteindre l'esprit libre, comme si ce qui

est caché cessait d'être, c'est une politique folle. Croyez-vous sérieusement que la banque sera plus honnête si elle est assurée du secret ? Ainsi de tout. Mais que l'esprit veille sur sa propre lumière ; qu'il ne compte pas sur le banquier.

Fin du livre.